

Le MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Membre de l'internationale des fédérations anarchistes

<https://www.monde-libertainaire.fr>



J'EXPIRE

TABLE DES MATIÈRES

3-Édito:"Le futur au conditionnel"
3-Crise de foiConfession
3-Bis répétitas... Erratum

TERRAINS DE LUTTES

4-Le Palais de l'Infâme
5-Violences et féminicidesUn budget annoncé dédié à l'égalité :une escroquerie !
6-Une semaine d'Extinction Rebellion à Paris

HISTOIRE

8-Depuis 1789, nous progressons lentement vers l'anarchie

PASSE-PORTS

10-Déclaration de la Commune internationaliste du Rojava
10-Faits d'hiverIls étaient où, les Ricains, en 632 ?
11-Le monde comme il va: Voyage dans la toile
12-Algérie : L'automne des chimères
13-Le Hirak: système dégage! En Algérie
14-Sarah Haidar, féministe et anarchiste !

RÉFLEXIONS

16-Un État militaire et policier
17-Faits d'hiverQuand la France refusait de vendre des armes à ... !

18-L'élection est-elle réellement démocratique ?

20-L'anarchie est-elle compatible avec la démocratie ?

22-Cet autre anarchisme : Mutuellisme et libre-marché anticapitaliste en Outre-Atlantique

24-Pour une sociologie politique du capitalisme : destruction de l'échange, en secret et déni : où comment un système aussi immoral réussit à perdurer. (2e partie)

26-Soigner les symptômes plus que le mal : le Prix Nobel d'économie 2019.

DOSSIER

28-61ème congrès de la Fédération anarchiste - Rennes - 2004
Du développement à la décroissance

29-65ème congrès de la Fédération anarchisteLe Villard - 2008Motion sur la décroissance

30-Collapsologie et lutte des classes...FascismeS ou Anarchie, pas d'alternatives

33-Greta, ou l'infantilisation du monde

36-Extinction Rebellion : start-up de l'effondrement ?

38-Les effondristes (1), histoire d'une

dénégation (3e et dernière partie).

40-Manger radicalement : où notre rôle de consommateur dans le système alimentaire

42-Un arbre et la forêt

44-Trois notes de lecture...

45-À propos du climato-scepticisme. Valets des multinationales et autres idiots utiles !

46-Une idée neuve: l'anti-industrialisme!

IN-CULTURE

47-Une lecture anarchiste de la Révolution française

48-La question mémorielle

50-Bolivie: l'illusion écologiste

50-La grande citoyenne dans ses textes

51-Amicitia

51-Ce mois-ci, le ML a reçu, le ML a aimé...

52-This Is Not an Atlas

53-Germinal

54-Annuaire des groupes et liaisons de la Fédération Anarchiste

55-Grille des programmes de Radio Libertaire

56-Paysans pollueurs

56-588 ans après: le réveil du bûcher

Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !



le Monde libertaire mensuel BULLETIN D'ABONNEMENT
3 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement :
- par chèque bancaire joint à votre bulletin d'abonnement
- par virement bancaire
- par prélèvement bancaire, pour les abonnements à durée libre
Bulletin à retourner complété à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Amelot - 75011 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Code postal : _ _ _ _ _

Ville :

Pays :

Note : Pour nous signaler un changement d'adresse, merci de joindre la feuille de routage jointe au dernier numéro reçu.

Mon règlement :

par chèque joint, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES

par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 BIC CCOPFRPPXXX

par prélèvement pour les abonnements à durée libre : dans ce cas, je remplis le coupon d'autorisation de prélèvements ci-dessous :

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

Réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine pour les chômeurs/chomeuses, les étudiant-e-s. Gratuit pour les détenu-e-s.

Abonnement à durée libre la solution facile et économique !

- Standard 11,00 €/trimestre
- De soutien 21,00 €/trimestre
- Réduit 5,50 €/trimestre

> Vous recevez tous les numéros du Monde Libertaire à prix préférentiel

> Votre règlement est échelonné en toute simplicité : le prélèvement est automatique

> Vous arrêtez le service quand vous le voulez, par simple courrier

UN AN : 11 numéros + suppléments

La magazine chez vous et l'abonnement numérique

- Abonnement standard 44 €
- Abonnement + soutien 85 €
- Tarif réduit (chômeurs/étudiants) 22 €
- Détenu.e.s

Un an numérique uniquement

11 numéros en PDF à télécharger sur notre site

- Abonnement standard 22 €
- Abonnement + soutien 42 €

ÉTRANGER

Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international (division d'envoyer les chèques avec les taxes exorbitantes qu'ils entraînent sur les chèques très hors France !)

Union Européenne & Suisse

- Abonnement standard 95 €
- Abonnement + soutien 134 €

Reste du monde

- Abonnement standard 110 €
- Abonnement + soutien 146 €

Autorisation de prélèvement automatique pour mon abonnement au Monde libertaire (abonnements à durée libre uniquement)

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal le Monde libertaire.

- 11,00 €/trimestre (abonnement normal)
- 21,00 €/trimestre (abonnement de soutien)
- 5,50 €/trimestre (tarif réduit)

Votre compte à débiter :

Titulaire :

Adresse :

.....

IBAN :

Votre établissement bancaire :

Nom :

Adresse :

.....

Date et signature obligatoires :

ORGANISME CRÉANCIER

PUBLICATIONS LIBERTAIRES

145 RUE AMÉLOT 75011 PARIS

N° NATIONAL ÉMETTEUR : N° 58 50 98

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal de votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

Selon la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant, en vous adressant aux PUBLICATIONS LIBERTAIRES qui restent seules utilisatrices de ces données, dans le cadre exclusif de la gestion de votre abonnement.

ÉDITO: "LE FUTUR AU CONDITIONNEL".

Bonjour à tou.te.s nos lectrices et lecteurs,
A l'heure d'extinction rébellion, de la convention pour le climat, des marches pour le climat, des rapports d'expertise du GIEC, des prises de positions des médias, des intellectuels, des adolescents et des personnalités publiques, le réchauffement est omniprésent. La question climatique s'invite en effet, ou plutôt s'impose, au vu de sa gravité, dans tous les débats. Il est difficile de s'étonner au vu de l'infinie diversité des enjeux : consommation individuelle, modes de transports, alimentation, modes de productions, science et technologie, tout cela renvoie plus généralement au fait que l'entièreté de notre société a été pensée sur le mode de la production et de la domination de l'homme sur la nature (comme continuation de la domination inter-individuelle comme l'a justement souligné Murray Bookchin).

De ce fait les discours essaient. Collapsologie et théories de l'effondrement, écologie profonde, écologie radicale, capitalisme vert, communalisme libertaire, tous ces discours envahissent l'espace public (certains plus que d'autres), et l'écologie devient peut-être LE problème politique de notre époque. Nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais dans cette multiplication de discours sur l'écologie transparaissent les différents discours sociaux, véhiculant tour à tour les appels à l'autoritarisme, les positions eschatologiques, les mythes d'une nature personnifiée, les défenses d'une société capitaliste, le retour aux communes. Il y a donc autant de discours écologistes que de positions politiques. Si l'écologie est un champ de bataille il apparaît alors qu'il est tout aussi important de tirer les bonnes conséquences du diagnostic climatique (désormais indiscuté scientifiquement – si ce n'est par quelques personnes isolées), que de critiquer les mauvaises solutions qui sont apportées. Comment faire entendre alors les positions anarchistes, et peut-on faire émerger une position anarchiste fédérant les militants et sympathisants, et à même d'entraîner les climato-actifs.

Ce numéro, on s'en doute, n'apporte pas de réponse unique ou définitive à ces questions, mais, nous l'espérons, fertilise un débat qu'il est urgent d'entreprendre, en déplaçant le regard - parfois derrière les miroirs - et en interrogeant aussi bien nos pratiques individuelles que nos pratiques sociales et collectives.

Bien sûr dans ce numéro vous trouverez également de quoi nourrir vos autres intérêts : lutte contre le féminicide, histoire de l'anarchisme, critique des élections, nouvelles internationales, mutuellisme, comptes-rendus de lecture. Si le ML a fait peau-neuve (vous remarquerez les modifications dans la mise en page et l'impression !), le contenu demeure.

Bonne lecture,

le CRML.

BIS RÉPÉTITAS... ERRATUM :

Sur la photo en page 6 (médaillon) du n° 1810 d'Octobre 2019, ce n'est pas Fabrice Boromé mais Pierre Just Marny qui s'est suicidé, le 7 août 2011, dans sa cellule après 43 ans de détention.

Nos plus plates excuses pour qui aura été blessé par cette erreur.
Le CRML.

Crise de foi CONFESSION

La Libre Pensée va bientôt engager une class-action (action juridique de groupe) pour faire disparaître définitivement de tous les registres paroissiaux les actes de débaptisation afin de préserver le droit au respect et à l'oubli. Ouf !

Comme beaucoup, j'ai été baptisé, sans mon consentement. Pire, j'ai fait ma 1^{ère} communion et ma confirmation, j'avais 11 ans. Pire, encore, à 11 ans je voulais devenir prêtre. Un voyage à Lourdes, merci qui ? m'a ouvert l'esprit.

Mon gendre d'avant, qui s'était fait débaptiser, s'est longtemps moqué de moi. Une grande gueule d'anar, mais... Il avait raison, mais je n'avais pas tort.

Demander à l'Église de, c'était une manière de lui reconnaître le droit de dire qui était quoi. Et je ne reconnais à personne le droit de dire qui je suis ou ne suis pas, sans mon consentement. En conséquence, à quelques encablures du néant, je signe, je confirme., je souhaite, figurer sur la liste (qui n'existe pas vraiment) des libres penseurs. C'est complètement con, car, une fois qu'on est crevé, on est crevé, et à quoi bon attribuer de l'importance à ce genre de choses ?

Mais, justement. Puisque cela n'a pas d'importance, pourquoi ne pas choisir ses fichiers ?

Ah, il ne veut être « fiché » nulle part sauf chez les libres penseurs !

Sérieusement, vous pensez que les révolutionnaires sérieux puissent être fichés ? Renseignez-vous !

Jean-Marc Raynaud

Le Monde Libertaire 145 rue Amelot 75011 Paris.
Direction de la publication: Claudine Annereau
Prix de vente au n° : 4€
Dépôt légal 44145 1er trimestre 1977
N° ISSN: 0026-9433
Commission paritaire: 0624D80740
Numéro d'imprimeur: 19070146
Imprimé par: Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



LE PALAIS DE L'INFÂME

Depuis six mois, les résidentes du Palais de la Femme à Paris (94 rue de Charonne dans le 11ème arrondissement) sont mobilisées. Un Comité de soutien s'est constitué pour populariser cette lutte et les aider dans leurs démarches, il comprend la Maison des Femmes de Paris, le Collectif national des droits des femmes, Sud Solidaires et des femmes Gilets Jaunes. Depuis 1926, l'Armée du Salut gère cette grande bâtisse pour accueillir des femmes en grande précarité, mais avec un règlement très strict, imposant presque un statut de mineure aux résidentes. Et aujourd'hui avec des conditions d'accueil inacceptables et sans relation avec les restrictions budgétaires, il est devenu le Palais de l'Infâme.

Cela explique le suicide de deux femmes en 2016, des jeunes femmes, 30 ans pour l'une, 34 ans pour l'autre, désespérées, sans espoir, alors qu'elles

auraient dû être accompagnées par les travailleurs sociaux. C'est vrai que trois assistantes de service social pour 375 femmes en recherche de logement et de travail, cela ne suffit guère. Il existe un accord collectif entre le Palais de la Femme et la mairie de Paris qui prévoit un accueil financé sur fonds publics pour des femmes percevant l'AAH (allocation adulte handicapé), ou en emploi rétribué à moins de 1 200 € par mois, ou en résidence sociale depuis trois années. Certaines femmes sont hébergées avec leurs enfants, mais la majorité des enfants est placée faute d'un logement décent et d'un emploi de leur mère. Cet accord avec la mairie impose au Palais de la Femme d'accompagner chacune des femmes vers un logement et vers un emploi dans les deux ans. Une des résidentes est logée depuis dix ans avec ses deux enfants. Cherifa, autre exemple, a vécu treize années à la rue, elle est depuis trois ans au Palais, elle fait partie

du Comité de vie sociale. Elle nous dit que le Palais ne fait rien en termes de recherche de logement, que la plupart des résidentes ont donc déposé un dossier auprès du DAL (Droit au Logement). Quand il leur est proposé des logements, pour sortir du Palais, ils ne sont pas adaptés à la situation de chacune, aucune solution pour les femmes handicapées, par exemple. C'est la loi du Charity-business !

Les fiches « incidents » se multiplient depuis un an, malgré le chef de service, surnommé Robocop ou Benala, qui infantilise les femmes, qui hurle sur elles, les maltraite et les fait convoquer chez la directrice. Ces « incidents », c'est quoi, outre la maltraitance du chef de service ? Ce sont les cafards, les souris, les punaises de lit, le manque de sanitaires, l'arrêt de l'eau chaude, etc. Ce qui, chez des femmes précarisées, vulnérables, provoque des tentatives de suicide...

Logement social au Palais de la Femme ? Nenni !

Les résidentes paient par exemple 426 € par mois pour une chambre de 8 m² sans cuisine, sans aération, sans store : cet été, elles vivaient dans des chaleurs extrêmes sans pouvoir se protéger du soleil. Et pourtant, en 2011, des travaux de mise en conformité du bâtiment avec les normes de sécurité ont reçu 17,3 millions d'euros, financés conjointement par le Conseil régional d'Île-de-France, la ville de Paris, l'État et des donateurs. Rappelons que dans le parc social de la ville de Paris, le m² est à 10-12 €, au Palais, il est à 47.50 € ! Plusieurs sections existent au Palais, une résidence sociale pour les femmes détentrices d'une fiche de paye, un centre d'hébergement social (CHS) de 40 places pour des femmes avec enfants, une maison-relai pour des femmes et des hommes en sortie de rue, un service 115 avec 40 lits superposés au sous-sol avec barreaux aux fenêtres, 21 places pour des jeunes majeur.es isolé.es.

Vous avez remarqué ? Palais de la Femme, mais accueil et hébergement de femmes et... d'hommes ! En fait, depuis 2019, le Palais de la Femme a fait entrer des hommes : les femmes se sont senties insécurisées, car certaines sont des femmes exilées ayant fui des violences extrêmes dans leur pays d'origine et lors de leur voyage d'exil, certaines sont lesbiennes, certaines ont

vécu des traumatismes graves : toutes ces femmes ont à faire un travail de résilience pour continuer à vivre, comment l'amorcer dans un lieu mixte ? Avec l'arrivée d'un nombre conséquent d'hommes, violences et alcoolisme sont au cœur de l'hébergement, aux mêmes étages que les femmes. Celles-ci avaient l'habitude de s'inviter les unes chez les autres, parfois en petite tenue, le soir ou le matin, elles étaient solidaires y compris pour la cuisine. Ces moments de complicité se sont raréfiés. Elles qui demandaient des moyens contraceptifs pour les femmes, sans aucune réponse de la part de la direction, quand les hommes sont arrivés, ce sont des distributeurs de préservatifs qui ont été installés. Elles disent subir ainsi la politique de l'agresseur ! La direction répond que c'est pour les resocialiser ! A l'intérieur du Palais, afin de faire de la place aux hommes, a été supprimé, il y a un an, le studio parental ! De quelle socialisation on parle quand ces femmes ne peuvent plus accueillir des membres de leur famille le week-end par exemple ? Toutes leurs visites sont contrôlées, les horaires sont stricts, 8-23 h en semaine, 8-24 h le week-end. Ces femmes se sentent en prison, avec de grandes difficultés pour dormir. Depuis trois ans, six suicides ont été enregistrés. Aujourd'hui, ces suicides devraient être considérés comme des féminicides.

Le Comité de soutien est présent tous les samedis midi auprès des femmes résidentes. La tournée des services politiques en charge des logements sociaux et de l'exclusion a commencé, que ce soit auprès de la mairie du 11ème arrondissement ou que ce soit auprès de la ville de Paris. Les précaires n'intéressent personne, les femmes précaires encore moins ! La lutte des résidentes s'inscrit dans une histoire de l'encadrement paternaliste physique et moral des femmes pauvres contre lequel les femmes des foyers pour mères célibataires s'étaient déjà élevées dans les années 70, impulsant ainsi les luttes féministes.

**Pour le droit au logement,
Pour une vie digne
Pour la solidarité politique
Pour la liberté des femmes
et des minorités de genre,
rejoignons leur lutte !**

Solidarité et justice sociale !
Les femmes exigent non pas des places d'hébergement social mais de vrais logements !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard



VIOLENCES ET FÉMINICIDES UN BUDGET ANNONCÉ DÉDIÉ À L'ÉGALITÉ : UNE ESCROQUERIE !

Le 16 octobre 2019, a été mis en ligne par le Gouvernement un document de 208 pages intitulé Document de politique transversale. La semaine dernière, la Secrétaire d'Etat à l'égalité femmes-hommes annonçait que le gouvernement mobiliserait plus d'1 milliard d'euros pour l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les violences.

Quand on rentre dans le détail du budget transversal, la réalité est toute autre. Rien à voir entre les déclarations et la réalité. Marlène Schiappa avait annoncé 1,11 milliard d'euros, seuls 577 millions sont assurés. Le reste n'a pas encore été validé. Mais, surprise, sur les 1,11 milliard d'euros annoncés, 75% concernent des dépenses de coopération internationale, de surcroît ce sont des dépenses pluriannuelles sur 3 ans que la Secrétaire d'Etat a comptabilisé intégralement sur 2020. Il ne reste donc que 25% des 1,11 milliard qui concernent des politiques publiques nationales. Le document fait aussi apparaître une baisse en 2019 et en 2020 du nombre d'équivalents temps plein (ETP) dédiés à la mise en place des politiques publiques

d'égalité femmes-hommes et de lutte contre les violences. Ce même document annonce que 560 places d'hébergement ont été créées en 2019 pour les femmes victimes de violences : les associations qui gèrent les centres d'hébergement dédiés n'en n'ont pas vu la couleur. A cela s'ajoute l'annonce du Premier Ministre en ce mois d'octobre : la suppression de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales. Aurait-il peur que la délinquance des forces du désordre apparaisse au grand jour ? En tout cas, c'était le seul moyen d'avoir un état des lieux des violences contre les femmes, et leurs enfants, violences sexistes et sexuelles.

A l'heure où le nombre de féminicides a atteint à la mi-octobre le chiffre de l'année 2018 en France, soit 121 féminicides recensés, Marlène Schiappa présente donc à la presse des bonnes nouvelles qui n'en sont pas : une réduction des emplois dédiés et des soi-disant actions nouvelles contre les violences sexuelles qui existent depuis déjà plusieurs années. Et compte tenu du nombre de féminicides, ces actions ne

sont vraiment pas efficaces car insuffisantes dans leur déploiement. En outre ne plus observer et mesurer les actes de violence signifie purement et simplement que ces actes n'existent plus en termes de réponse politique et budgétaire.

Les femmes sont en colère ! Des die-in sont ainsi organisés régulièrement à chaque étape de la montée des féminicides et pour dénoncer l'absence de moyens. Le 19 octobre, il s'en tenait 5 à Paris, simultanément sur les places de la République, de la Bastille, de la Nation, du Châtelet et Saint-Michel.

Il ne manque pas de raisons de se mobiliser chaque jour et aussi de rejoindre massivement les Marches qui auront lieu, dans un grand nombre de pays, le samedi 23 novembre, dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes (25 novembre). Sans une très forte mobilisation, nous continuerons à pleurer nos sœurs assassinées par des hommes qui disent tuer par amour !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

UNE SEMAINE D'EXTINCTION REBELLION À PARIS

Voici venu Extinction Rebellion (XR), le très jeune mouvement d'envergure mondiale – à vrai dire, occidentale – en lutte contre l'« effondrement » et qui prône la désobéissance civile afin de faire pression sur les dirigeants des États et les contraindre à agir. Créé en Angleterre en 2018 (1) XR a déjà lancé plusieurs campagnes d'actions d'occupations symboliques dont la dernière en date l'a placé sous les projecteurs ; d'ampleur internationale, elle s'est déroulée pendant la deuxième semaine d'octobre dans plus de 60 villes.

Dont bien sûr, Paris.



Blocage partout!

A Paris, l'action phare a été l'occupation, du dimanche 6 au vendredi 11 octobre, d'une zone en plein centre délimitée par le pont au Change, la place du Châtelet et les quais qui la longent côté Seine. La semaine avait commencé le samedi par l'occupation d'un des temples parisiens de la société de consommation : 17 longues heures jusqu'à 3h30 du matin dans le grand centre commercial d'Italie 2. Elle s'est conclue par une manifestation à vélo jusqu'à l'Arc de Triomphe et par le blocage temporaire de nouveaux ponts, comme celui qui mène à l'Assemblée Nationale.

L'action phare de cette mobilisation a ciblé tout à la fois l'État et les automobilistes : le pont au Change, en effet, conduit à l'île Saint Louis siège de la préfecture de police, de la BRI (aussi dite « antigang ») et du palais de justice, tandis que les quais qui longent le Châtelet sont l'une des pires trappes à automobiles de la ville. Depuis à la piétonnisation de la voie sur berge, une épouvantable densité de circulation et de pollution en a fait un cauchemar quotidien des automobilistes.

Police bloquée ?

Une occupation longue, très longue, soutenue par la mairie et curieusement tolérée par la préfecture. Pendant la journée du mercredi par exemple, tout comme les jours qui ont précédé et suivi, on n'a vu que peu de képis, et uniquement en mode observation, et pourtant ils sont ici « chez eux ». Un tel blocage

qui a duré jusqu'au vendredi est des plus exceptionnels ; plus qu'exceptionnel en fait, du jamais vu, de mémoire de Parisien ! Certes, nous sommes en période électorale... la maire, Anne Hidalgo, aux abois a désespérément besoin des votes écologistes. Certes, également, du côté de la préfecture, le furieux et très commenté gazage cet été du blocage pacifique du pont de Sully a laissé des traces. En tout cas, après des mois de sauvagerie policière et judiciaire assénée aux Gilets Jaunes, et sans non plus gâcher son plaisir, on ne peut que s'étonner d'une inaction qui cadre si mal avec le verrouillage total de l'espace lors du G7 de Biarritz, ou encore avec la force brutale déployée pour détruire le mardi 8 octobre la ZAD de l'Amassada au fin fond de l'Aveyron. Bien loin des caméras c'est rien moins qu'un peloton de gendarmerie, appuyé au sol par deux blindés et dans les airs par un hélicoptère et un drone, qui gaze et chasse au petit matin les quelques dizaines d'opposants au projet avant de détruire leurs habitations.

Contrarié toutefois par l'accueil « bienveillant » des autorités, l'AG des occupants a décidé le jeudi de passer à la vitesse supérieure : d'une part étendre l'occupation en bloquant pour la journée la rue de Rivoli, son MacDo et le grand Starbucks du Boulevard Sébastopol, et de l'autre élargir sa base politique en accueillant une cabane de Gilets Jaunes, experts en constructions éphémères

Occupation millimétrée

Sur place, on s'aperçoit vite que l'occupation ne doit rien à l'improvisation. Sur les quais vides de voitures, en aval et en amont du Châtelet, d'énormes bâches accrochées aux arbres en hauteur abritent des discussions de petits groupes, ou simplement les militants qui se reposent. Bien regroupées entre bottes de paille et cultures en bacs, une trentaine de tentes sont dédiées au sommeil. Dans les airs et sur les parapets on voit s'agiter banderoles et décorations. Enfin, côté préfecture, le pont bloqué même aux piétons est décoré d'un grand voilier à quille entièrement repeint de bleu. La place du Châtelet abrite la cuisine, des toilettes sèches, un imposant barnum à tout faire et une aire allouée aux enfants de tous âges qui naviguent entre marelles, jeux, déguisements et maquillages. On ne peut crier des slogans à longueur de journées ; la musique et la danse prennent souvent le relais et la tonalité d'ensemble est plutôt festive. À notre départ, une fanfare prenait la relève d'un D.J. qui mixait musiques et slogans. Débarassé du trafic, le pont au Change renoue avec la tradition – un lieu d'habitation et de vie – en devenant le principal point de rassemblement des militants, des sympathisants et des badauds et des touristes. Dans l'après-midi du mercredi, par exemple, s'y est tenue une AG de la ZAD d'Europa City, bête noire d'un nombre croissant d'écologistes d'Île de France. Le jeudi, une autre AG se focalisait sur la commune internationaliste du Rojava et sa campagne Make Rojava Green Again.

Organisation millimétrée

L'organisation est parfaitement rodée avec un service d'ordre de militants en Gilets Orange, les « Peace Keepers » (2) équipés de talkies-walkies qui surveillent les entrées des points de blocage verrouillées par des militants attachés dans des arms-blocks (3) ou gardent les constructions. Chacun son rôle, d'autres G.O. expliquent très poliment et très patiemment aux passants les raisons du blocage. Pas d'improvisation ; une jeune femme nettoie consciencieusement des slogans anarchisants bombés sur les parapets. Pas à cause de la teneur des messages, nous dit-elle, mais pour ne pas détériorer l'endroit. L'événement festif d'ouverture qui s'était tenu le samedi dans les jardins du Parc de la Villette mobilisait déjà les mêmes dispositifs ; on y voyait des G.O., bassine à la main, toutes identiques, ramasser les restes des repas qui traînaient sur le sol.

De fait, la communication est au cœur de la stratégie d'XR ; l'ambiance, les actions et l'image sont extrêmement contrôlés par les G.O... La raison invoquée ? L'efficacité d'une méthode adossée à une théorie sociologique prédisant qu'à partir de 3.5% d'activistes, la population bascule de leur côté (4) ; un effet de seuil se déclenche, un vigoureux désir « d'en être » entraîne les personnes désireuses de rejoindre le mouvement alors perçu comme gagnant. Pour réussir à mobiliser largement des populations habituées à consentir à l'État, il faut les rassurer en imposant « l'image de la non-violence et de l'ouverture ». La stratégie des désobéissants privilégie la communication à la spontanéité, la durée à l'intensité et l'hétérogénéité du nombre à l'homogénéité de l'entre-soi. Elle n'a rien de spontané et les habitués de la rue le perçoivent illico. On assiste manifestement en ce début d'automne au résultat très concret d'une stratégie soigneusement pensée en amont puis préparée avec méthode pendant les sessions de l'été qui ont formé et entraîné plusieurs milliers de personnes aux techniques de la désobéissance civile.

Contrôlé, mais avec malgré tout une inévitable ouverture, inévitable à Paris encore fumant des braises semées par les Gilets Jaunes. Les presque 200 militants XR qui tiennent l'endroit sont mêlés avec les « décrocheurs » d'ANV Cop21, des anarchistes hors organisation et les incontournables gilets jaunes. La petite journée passée sur le pont aura été l'occasion d'échanger avec nombre d'occupants et percevoir leurs styles, objectifs et motivations. Quelques profils types émergent de ces nombreux échanges.



Comme par exemple cette jeune parisienne de 27 ans « de gauche » qui vient de terminer sa thèse en informatique et dont c'est la seconde mobilisation. Elle s'était faite gazée pendant la brève occupation de cet été, et ça l'a super motivée. Ou cette anglaise abordant la quarantaine, ayant quitté sa ferme natale pour vivre dans l'Aude il y a une dizaine d'années ; elle est sur l'occupation depuis la première heure avec son compagnon et ses deux petites filles de 6-8 ans. Un anarchiste hors organisation, petite quarantaine également, qui rejoint Paris après quelques années au Luxembourg, ou encore une G.O., la trentaine, qui communique avec les touristes dans un Anglais parfait. Finalement elle se dit « plutôt anar », du bout des lèvres, et mobilisée « contre cette société mortifère ». Elle connaît et apprécie Bookchin et veut associer au mouvement la mouvance Commercy des Gilets Jaunes.

Première semaine d'action réussie, avec une difficile tentative de convergence tant avec le comité Adama, les Gilets Jaunes et les Gilets Noirs. Cohabitation souhaitée par de nombreuses personnes à la base, mais difficile à concilier dans les faits avec la fermeté des membres d'XR quant à la méthode employée, sans la moindre violence ni la moindre « dégradation » fut-ce un simple slogan bombé sur une boutique, un mur voire même le parapet d'un pont. Un choc culturel pour les habitués des cortèges de tête qui teintent de noir chaque action d'ampleur à Paris depuis les grandes manifestations contre la Loi Travail ! Pour s'en convaincre, on pourra lire avec

profit la « Lettre ouverte aux militant.e.s d'Extinction Rebellion » publiée sur le site web paris-luttes.infos par le collectif parisien Désobéissance écolo.

A suivre donc.

Nuage Fou

1) Fondé en octobre 2018 et officiellement lancé en mai, il est déployé dans une cinquantaine de pays, les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, le Québec ou la Nouvelle Zélande. La branche française est créée fin 2018 et lance sa première action dès Mars 2019 à Paris, avec un « die-in » – performance mimant des cadavres au sol – dans la très symbolique Salle de l'Évolution du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris.

2) Peace Keepers : en français – et sans rire – Gardiens de la Paix...

3) Un dispositif composé de tubes et chaînes qui permet d'attacher plusieurs activistes par les bras, les rendant intransportable, et contraindre la police à mobiliser des spécialistes pour découper les chaînes... ou arracher les bras.

4) Ce chiffre fait référence à une étude des chercheuses Erica Chenoweth et Maria J. Stephan, qui ont étudié les luttes non violentes entre 1900 et 2006. Selon elles, « aucune campagne [de désobéissance civile] n'a échoué une fois la participation active et soutenue de seulement 3,5 % de la population ». A notre avis – une étude ne fait pas le printemps – nous sommes ici dans le scientisme plutôt que dans la science.

DEPUIS 1789, NOUS PROGRESSONS LENTEMENT VERS L'ANARCHIE



Depuis la Révolution française de 1789 qui déboucha notamment sur la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, un ensemble de droits naturels individuels et fondamentaux est enfin reconnu de façon officielle au plus haut sommet de l'État. Cet événement majeur de l'histoire de France, et ceux qui le suivirent de très près, à savoir, l'abolition de la monarchie absolue de droit divin puis de la royauté, marquent d'une pierre blanche le début de la lente progression vers l'émancipation, la liberté et l'égalité, donc vers l'anarchie, que nous connaissons depuis dans notre pays.

On peut dire que c'est déjà à partir de 1675, avec la Révolte des Bonnets rouges en Bretagne, que naissent les premières grandes contestations préalables à celles qui suivront dans notre ère contemporaine (depuis 1789) et que les premières graines de l'anarchie sont plantées. De nouvelles taxes sur le papier timbré et le tabac avaient alors été à l'origine d'un mécontentement qui donna naissance à la plus importante révolte antifiscale de l'Ancien Régime.

Ce sera ensuite la Révolution de 1789 surtout, comme nous venons de l'évoquer dans l'introduction de ce texte, qui enfoncera le clou de la rébellion face à l'État monarchique. On proclamera alors la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen qui augmentera fortement l'égalité et les libertés, et qui permettra au peuple de se doter de représentants élus. En découlera la fin de l'Ancien Régime et de la monarchie absolue, ainsi que la naissance de la monarchie constitutionnelle puis de la Première République.

La seconde révolution française, appelée la *Révolution de Juillet* ou *Révolution des Trois Glorieuses*, car ayant eu lieu les 27, 28 et 29 juillet 1830, chassera un pouvoir ultraroyaliste et le remplacera par une monarchie constitutionnelle plus libérale, la *Monarchie de Juillet*.

La troisième et (pour le moment) dernière révolution française, celle de 1848, appelée

aussi *Révolution de Février* (elle a eu lieu du 22 au 25 février 1848), mettra un terme définitif cette fois à la monarchie et accouchera de la Deuxième République.

Puis, ce sera la période insurrectionnelle de la Commune de Paris, du 18 mars au 28 mai 1871. La guerre contre la Prusse qui amènera le siège de Paris, mais aussi l'opposition au gouvernement issue de l'Assemblée nationale à majorité monarchiste nouvellement élue, pousseront les Parisiens à se soulever. Pendant les 72 jours de la Commune, on ébauchera une organisation proche de l'autogestion et d'un système communiste, le moins autoritaire possible. Les politiques ayant eu le temps d'être appliquées alors iront vers toujours plus d'émancipation, de solidarité, de liberté et d'égalité et réduiront les pénibilités au travail.

Après, arriveront les grandes grèves et occupations d'usines de 1936 qui forceront le nouveau gouvernement du Front populaire à initier plusieurs réformes sociales importantes (les accords de Matignon), dont l'instauration des congés payés, la réduction du temps de travail et l'établissement des conventions collectives.

Et enfin, arriveront les événements de Mai-Juin 1968 qui démontreront non seulement un certain rejet des institutions traditionnelles, de l'État républicain et de sa forme de démocratie, ainsi que de l'autoritarisme et du capitalisme, mais aussi un désir ardent

de progrès social, de liberté, d'égalité, de solidarité et d'émancipation.

Encore bien d'autres révoltes et mouvements sociaux sont apparus en France depuis 1789, bien trop nombreux pour pouvoir tous les citer ici, et jusqu'à, plus près de nous, *Nuit debout* il y a deux ans, principalement contre la loi Travail, les institutions politiques et le système, et pour la construction d'une « convergence des luttes ». Aujourd'hui, le Mouvement des Gilets jaunes est toujours d'actualité au moment où j'écris ces lignes. Notons que ces deux derniers mouvements, contrairement à la plupart de ceux qui les ont précédés, ne reconnaissent ni leader ni porte-parole, fonctionnent en assemblées autogérées et suivent en grande partie les principes de la démocratie directe.

Comme on le voit lors de cette brève énumération des principales rébellions qu'a connues notre beau pays, c'est vers toujours plus d'égalité, de liberté et d'émancipation que nous voguons, lentement certes, mais nous fendons l'écume et brisons les lames vers l'anarchie. Et même si nous rencontrons quelques récifs qui font tanguer notre belle embarcation, la freinent momentanément ou l'endommagent comme nous le verrons un peu plus loin, nous nous relevons, réparons les dégâts et redressons les voiles afin de continuer notre route vers les horizons libertaires.

Voyons à présent quelques-uns des acquis sociaux et des avancées qui ont émané des rébellions et pour lesquels il a souvent fallu lutter durement ou conquérir dans le sang et les larmes.

Comme nous l'avons déjà évoqué, en 1789, on proclame la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, qui établit la liberté et l'égalité en droit.

En 1841, adoption d'une loi relative au travail des enfants, donnant un âge minimum et limitant le travail de nuit et le dimanche.

En 1848, un décret limite la journée de travail des adultes à dix heures à Paris et à onze heures en province, et un autre abolit l'esclavage.

En 1851, une loi limite la durée de travail à huit heures pour les enfants de moins de 14 ans.

En 1864, une loi établit le Droit de grève.

En 1874, on promulgue une loi sur le travail des enfants et filles mineures dans l'industrie, limitant l'emploi avant 12 ans.

En 1882, on institue l'instruction obligatoire gratuite et laïque.

En 1884, reconnaissance du droit syndical.

En 1887, création de la première bourse du travail.

En 1893, la durée maximum de travail est ramenée à 10 heures quotidiennes à 13 ans et à 60 heures hebdomadaires entre 16 et 18 ans.

En 1906, un repos compensateur de 24 heures hebdomadaire est accordé.

En 1910, la durée maximum de travail est limitée pour tous à 10 heures quotidiennes, et on adopte la retraite à 65 ans.

En 1918, naissance des premières allocations familiales, qui seront généralisées en 1930.

En 1919, une loi sur le temps de travail instaure la semaine de 48 heures et la journée de 8 heures.

En 1928, création de l'assurance maladie.

En 1936, création des délégués du personnel, des conventions collectives et des premiers congés payés (15 jours), et instauration de la semaine de 40 heures.

En 1941, une loi établit le minimum vieillesse, la retraite par répartition et le salaire minimum.

En 1942, une loi instaure la médecine du travail obligatoire pour les entreprises de plus de 50 salariés.

En 1944, on donne le droit de vote aux femmes et on prend des mesures en faveur des libertés publiques.

En 1945, création des comités d'entreprise et de la Sécurité sociale.

En 1946, généralisation de la médecine du travail à toutes les entreprises.

En 1948, la Déclaration universelle des droits de l'Homme exprime les droits fondamentaux de tout être humain.

En 1950, instauration du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti).

En 1956, on adopte la troisième semaine de congés payés.

En 1958, création de l'Assurance Chômage.

En 1967, on légalise la pilule contraceptive.

En 1968, on promulgue une loi relative à l'exercice du droit syndical dans l'entreprise,

on augmente le SMIG de 35 % et les autres salaires de 10 %.

En 1969, on adopte la quatrième semaine de congés payés.

En 1970, on instaure le SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance).

En 1974, on fixe l'âge de la majorité civile à 18 ans.

En 1975, on établit l'Assurance Vieillesse pour tous et on légalise l'avortement avec la loi sur l'IVG (Interruption volontaire de grossesse).

En 1981, on abolit la peine de mort.

En 1982, on adopte la cinquième semaine de congés payés, on institue la semaine de 39 heures et on promulgue une loi sur le droit d'expression et la négociation collective. C'est aussi l'année de la création de l'impôt sur les grandes fortunes qui sera transformé en 1989 en Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF).

En 1983, on adopte la retraite à 60 ans.

En 1987, une loi aménage le temps de travail.

En 1988, création du Revenu Minimum d'Insertion (RMI).

En 1997, on prend la décision de mettre fin au service militaire obligatoire.

En 1998, une loi sur le temps de travail, institue la semaine de 35 heures.

En 1999, instauration de la Protection Universelle Maladie (PUMA).

En 2002, on promulgue une loi de modernisation sociale concernant le droit du travail, la santé et le logement.

En 2013, on promulgue une loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe...Etc.

On pourrait bien sûr en rajouter beaucoup d'autres et cet inventaire est évidemment non exhaustif, mais on voit bien déjà que, globalement, l'évolution des conditions de vie dans notre pays est plutôt positive et va dans le bon sens. Certes, encore une fois, le navire n'avance pas très vite et se heurte aux obstacles mais... il avance... il vogue vers l'anarchie !

Il nous faut à présent nuancer quelque peu notre propos car tout n'est pas si simple et surtout, nous ne pouvons occulter certaines réalités. La Révolution française de 1789 et la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen n'a pas, d'un coup de baguette magique, éliminé la misère et l'exploitation, ni apporté bouquets de fleurs et victuailles à profusion instantanément dans tous les foyers ! De même que les deux autres révolutions qui la suivirent non plus d'ailleurs !! Ce n'est pas parce que les monarques et les seigneurs ont été remplacés par des messieurs de la haute bourgeoisie que tout est subitement devenu rose et idyllique. Non, car l'exploitation de l'homme par l'homme a continué et, du reste, se perpétue toujours aujourd'hui bien entendu. Et puis les différents retour en arrière des régimes politiques qui ont secoué les institutions françaises depuis 1789, je pense principalement aux Restaurations (retour à la monarchie ou à la royauté), aux deux Empires (Napoléon 1^{er}

et Napoléon III) ainsi qu'au régime de Vichy, ont grandement contribué à la stagnation voire à un recul des libertés et des conditions de vie, par rapport aux grandes améliorations plutôt acquises, elles, sous l'une ou l'autre des cinq Républiques.

De plus, il nous faut souligner au marqueur rouge que, depuis 1789, le capitalisme est passé par là. Prenant son véritable essor en France au milieu du XIX^e siècle avec la révolution industrielle, celui-ci va très vite se montrer nocif et injuste, créant, à grande échelle, conditions de travail effroyables, misère et pauvreté. Même si une nette amélioration s'est faite sentir par la suite, à coups de révoltes et de rébellions principalement, on ne peut passer sous silence le fait qu'aujourd'hui, le capitalisme, touchant à sa fin, se fait de plus en plus féroce et impitoyable, et sait inventer toujours de nouvelles armes pour perdurer et perpétuer ainsi l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais jusqu'à quand ?

Enfin, reconnaissons encore une chose : les libertés et l'émancipation que nous gagnons d'un côté, on nous les reprend de l'autre. La population est de plus en plus surveillée, orientée, fichée, réprimée et, pour celles et ceux qui luttent, criminalisée. Délibérément abruti par un monde du travail illogique et inique, implicitement aliéné par un arsenal médiatique à la solde du pouvoir et considérablement rendu dépendant d'une consommation toujours plus outrancière (par exemple, le besoin d'une voiture, donc de carburant, de pneus, de pièces de rechange, d'assurance...), le peuple de France n'est pas au mieux en ce moment, il est vrai. Et, en poussant le bouchon un peu loin, l'on pourrait même se demander si, finalement, malgré les progrès techniques, sociaux et scientifiques, ce n'était pas mieux au Moyen Âge ! La vie n'était-elle pas plus simple ?

En résumé, constatons ceci, et c'est paradoxal : depuis 1789, et peut-être même avant, nous gagnons en liberté, en égalité et en émancipation mais en même temps, nous sommes de plus en plus prisonniers d'un système auquel il nous est extrêmement difficile d'échapper. Est-ce la raison pour laquelle nos luttes et les acquis qui en découlent tendent de plus en plus vers les principes libertaires et vers l'anarchie ?

Ce texte se veut, et vous l'aurez sans doute remarqué, résolument optimiste, voire utopiste, mais ce sont bien là deux matrices essentielles de l'anarchisme. Au demeurant et en guise de conclusion, citons le grand Errico Malatesta : « Il ne s'agit pas de faire l'anarchie aujourd'hui, demain, ou dans dix siècles, mais d'avancer vers l'anarchie aujourd'hui, demain, toujours. »

Frédéric Pussé

Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste
Avril 2019

Nous publions avec retard la déclaration ci-dessous, date de parution oblige, afin qu'elle ne tombe dans l'oubli. **Solînetiya bi Rojava re ! ***

DÉCLARATION DE LA COMMUNE INTERNATIONALISTE DU ROJAVA

Jour X - Le moment est venu - La guerre a commencé !

Il y a quelques heures, l'État fasciste turc a commencé son opération d'occupation sur les territoires libérés du nord-est de la Syrie.

Des avions de guerre turcs attaquent les villes et villages de Serekaniye et Gire Spi. Qamishlo, Derik et beaucoup d'autres endroits le long de la frontière sont sous le feu de l'artillerie lourde. Les forces d'autodéfense de la Fédération démocratique du Nord-Est de la Syrie réagissent avec sévérité aux attaques des hordes de fascistes, des centaines de milliers de combattants et la population à leurs côtés sont prêts à combattre jusqu'au bout. La situation est claire, nous appelons à une résistance mondiale.

Les forces impérialistes ont décidé de déclarer la guerre. Les troupes sur le terrain agitent les drapeaux de la Turquie et de l'État islamique, mais la décision a été prise non seulement à Ankara, mais aussi dans les palais de Washington, Moscou, Paris et Berlin.

Depuis le début, la Révolution du Rojava a été une révolution internationaliste. Une révolution pour libérer non seulement la population kurde en Syrie, mais aussi le Moyen-Orient des siècles de colonialisme, d'oppression et de dictature. Et c'est une révolution internationaliste, parce que beaucoup d'internationalistes ont rejoint cette révolution, en première ligne contre l'État islamique et le fascisme turc, nous avons aidé dans les hôpitaux, planté des arbres et travaillé pour construire une société démocratique et écologique, basée sur la libération des femmes. Et de nombreux révolutionnaires se sont joint·e·s



à la lutte dans le monde entier, parce que la révolution en Syrie nous a montré à tous qu'un autre monde n'est pas seulement théoriquement possible, mais qu'il est en train de se construire dans la vie quotidienne.

Aujourd'hui, le moment est venu de montrer ce que nous avons construit au cours des dernières années en termes de camaraderie et d'internationalisme à travers le monde. Aujourd'hui, le moment est venu de remettre l'internationalisme en pratique en défendant la révolution, et à travers elle, nous défendrons nos espoirs, nos souhaits et nos rêves.

Même si nous nous opposons à la deuxième plus grande armée de l'OTAN, avec des milliers de gangs islamistes comme

Faits d'hiver

ILS ÉTAIENT OÙ, LES RICAINS, EN 632 ?

Jusqu'à il y a peu, les Kurdes syriens étaient indispensables à la lutte contre Daesh. Ils le seront encore. Les Ricains bombardaient. Les Kurdes combattaient au sol et payaient le prix du sang.

Un certain Trompe-la-mort, ignorant où se trouvent la Syrie, l'Italie... a décidé de donner son feu vert au sultan ottoman du moment pour partir en guerre contre les Kurdes syriens. De soi-disant terroristes, bizarrement, combattant des terroristes affirmés. Qui, eux, rigolent.

À peine gêné aux entournures, Trompe-la-mort, grand chef ricain élu avec un million et demi de voix de moins que la mère Clinton, justifie son arrêt de mort par : « Ils étaient où, les Kurdes, lors du Débarquement en Normandie ? »

On l'aura compris, ce monde, complètement fou et suicidaire, qu'est le capitalisme, est dirigé par des malades mentaux. Des fronts bas, ignares, psychopathes, pervers polymorphes... soutenus par la religion et les capitalistes qui pensent pouvoir les manipuler. Hitler, déjà, était considéré comme tel. On connaît le résultat !

Bref, nous ne sommes plus dans le politique, mais dans la psychiatrie.

Merci de ne pas nous demander de guérir ces fous ou de les gérer. Nous sommes désolés d'avouer notre impuissance.

Jean-Marc Raynaud
Sigmund Freud

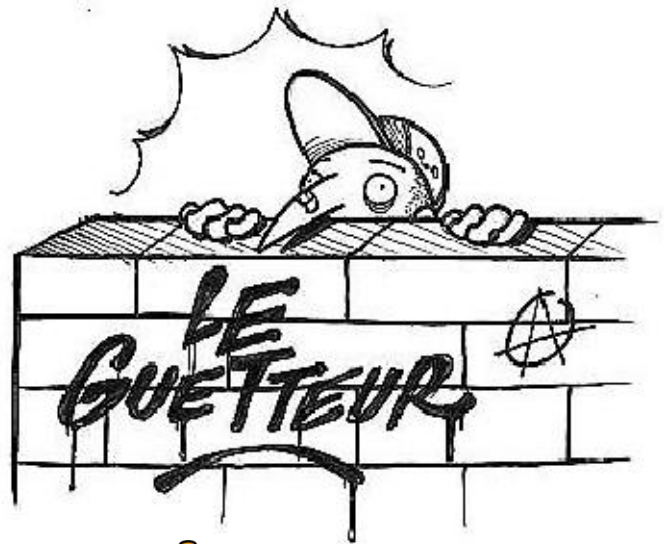
chair à canon, nous savons que derrière cette révolution se cachent des millions de révolutionnaires, ami·e·s, sœurs et frères. Et avec elles et eux tous, avec vous tous, nous augmenterons notre

protestation politique au niveau de la résistance politique, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'exportations d'armes vers la Turquie, jusqu'à ce que le régime fasciste turc soit vaincu.

* **SOLIDARITÉ AVEC LE ROJAVA !**

Le monde comme il va

VOYAGE DANS LA TOILE



Il y a quelques années, paraissait avec un rythme soutenu dans ce journal une chronique du web qui présentait ce qui se publiait alors sur le web. C'était au début des années 2000. Depuis, le web a grandi, enflé, pris des proportions jusqu'alors inimaginables. Le nombre de sites, libertaires et autres, a augmenté de façon exponentielle. Si la plupart d'entre eux sont libres d'accès, on en trouve de plus en plus de payants. Qu'ils soient des extensions numériques de journaux-papier ou ce qui a pris le nom de *pure-player* dont le plus connu est certainement *Mediapart*. Depuis quelques temps, la vidéo a pris une place de plus en plus grande, concurrençant sans difficulté l'écrit.

Il s'agit maintenant de fouiller, de remuer, de s'y perdre pour trouver des pépites. Commençons par la vidéo, de ce qui se rapproche du talk-show mais sans en avoir les défauts. Il s'agit d'entretiens au long cours, qui nécessitent de la part du spectateur une grande et longue disponibilité. *Thinkerview* nous offre à voir et à écouter des interviewés exposant leurs

idées sur des sujets aussi divers que l'explosion des banques, la DGSE, le football ou l'effondrement. Ces entretiens, mené par un animateur invisible, à la voix caractéristique, durent entre une heure trente et deux heures.

On trouve de plus en plus de sites qui donnent la parole à des intellectuels et autres experts ou le contraire, c'est à dire que ces derniers choisissent ces medias pour s'exprimer. Il y en a de payants, comme le nouveau venu *AOC.media*, ou des gratuits, comme *TELOS*, qui nous offrent une autre façon de lire l'actualité.

Si vous êtes un amoureux de la littérature, je ne peux que vous inviter à aller faire un tour sur *Babelio*, où des lecteurs partagent leurs coups de cœur. C'est devenu, au cours du temps, une référence de la critique littéraire non professionnelle de langue française.

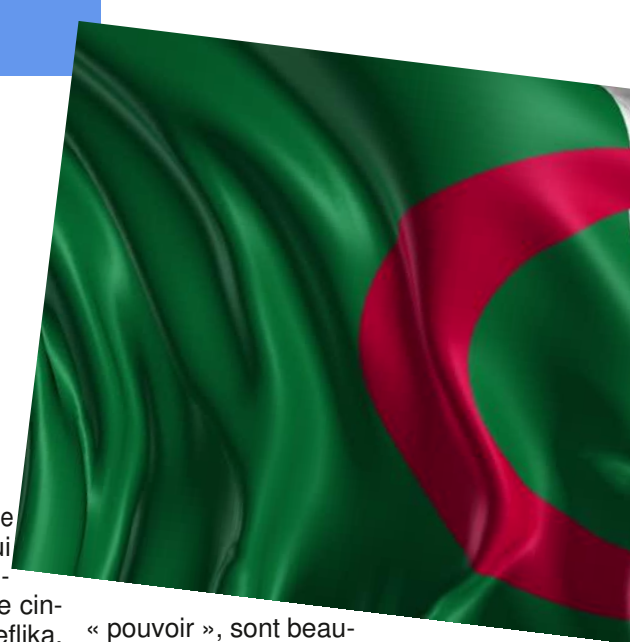
Deux sites à visiter qui contiennent des informations intéressantes. Sur le premier, *OrientXXI*, j'avais trouvé des textes relatant ce qui se passait au Soudan/Karthoum, cette révolution proche

de ce qui se passe en Algérie mais en même temps bien loin de nous. A propos de ce pays, il y a un article bien pessimiste qui fait écho à l'action de ces intellectuels patriotes qui défendent l'armée algérienne (B. Dahak – midi-pyrenees.coupdesoleil.net). L'autre endroit à visiter est la voix de ce tout petit nombre de personnes qui, en Israël comme en France, empêchent l'État hébreu de sombrer complètement dans la folie. *La Paix maintenant* est l'organe français du groupe israélien *Shalom Akhshav*. Pour terminer, je ne peux m'empêcher de penser que toutes les informations qui précèdent ne sont que des arguments rhétoriques fallacieux. Pour vous en persuader, il suffit d'aller faire un tour sur le site qui porte ce nom. L'adresse est un peu longue et il faut prendre la version en langue française. Bon voyage !

Le guetteur

<https://www.informationisbeautiful.net/visualizations/rhetological-fallacies/>

ALGÉRIE : L'AUTOMNE DES CHIMÈRES



Le surgissement populaire du 22 février s'est inscrit dans la durée. Le mouvement, que d'aucuns croyaient éphémère, a passé l'été et se maintient non seulement dans la capitale mais aussi dans de nombreuses localités du pays. Il est important de rappeler cette donnée élémentaire aux camarades ou compagnons qui, en raison du traitement sélectif de l'information en France et ailleurs, pouvaient croire qu'il ne se passait plus rien en Algérie parce que certains médias l'avaient ainsi décidé.

Cependant, il convient de préciser que l'euphorie et l'effervescence, qui avaient caractérisé les premières semaines de la dynamique contre le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika, nous paraissent désormais lointaines sur au moins deux aspects. D'un côté, et c'est ce qui saute aux yeux de l'observateur, les cortèges du vendredi, censés rassembler sans distinction la population décidée à lutter contre le « système », le « régime » ou le

« pouvoir », sont beaucoup moins fournis par rapport au printemps. De l'autre, et c'est ce qui frappe l'oreille du marcheur, les slogans sont devenus beaucoup offensifs en se démarquant nettement des appels à fraterniser avec l'armée ou la police, récurrents lors de la première phase du mouvement.

Maturation et répression

Cette évolution s'explique d'une part par la maturation du processus lui-même et d'autre part par la répression qui s'est accentuée, en ne concernant plus seulement les jeunes des classes populaires prêts à l'affrontement ou les oligarques qui avaient « mangé le pays ». Paradoxalement, c'est l'attitude des autorités qui a conduit à redonner de la vigueur à un mouvement devenu moribond avec les fortes chaleurs, une certaine lassitude au sein de la population et un attentisme alimenté par la propagande gouvernementale ou oppositionnelle. En effet, la volonté du chef d'état-major et vice-ministre de la Défense Ahmed Gaïd Salah de convoquer le corps élec-

toral à la mi-septembre et d'organiser un scrutin présidentiel en décembre a concentré sur lui l'hostilité des manifestants. Ces derniers reprenaient les slogans qui s'imposaient dans cette situation : « Etat civil et non militaire », « Les généraux à la poubelle et l'Algérie sera indépendante », « Bye bye Gaïd Salah, cette année il n'y aura pas de vote », « Le peuple veut la chute de Gaïd Salah »...

De la même manière, un projet de loi sur les hydrocarbures a provoqué des manifestations le 13 octobre d'autant que le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, avait déclaré que de grandes

compagnies internationales avaient été consultées pour son élaboration. De nombreux manifestants étaient convaincus que ce projet de loi, soutenu par l'ensemble du gouvernement, y compris Gaïd Salah, constituait un signal à l'adresse des puissances occidentales afin de cautionner la mascarade électorale prévue le 12 décembre. A côté de ces manifestations spontanées ou plus régulières, pour ne pas dire routinières, comme celles du vendredi et du mardi (qui regroupent les étudiants et de nombreux manifestants venus les soutenir), la conflictualité sociale se maintient à niveau important.

Un multitude de mouvements locaux

Malgré l'absence d'informations fiables ou précises, il est néanmoins possible de relever, en lisant la presse quotidienne, la permanence de grèves ou de manifestations sur les lieux de travail, connectées explicitement ou non au « hirak ». Ainsi, une « grève sauvage » dans l'enseignement primaire, un secteur dévasté au même titre que l'ensemble des services publics, a été lancée début octobre à partir d'appels relayés sur les réseaux sociaux et donc en dehors des structures syndicales. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, à Oued Rhiou, une émeute a éclaté après une course poursuite qui a provoqué un accident. Des centaines de jeunes ont encerclé le commissariat avant que les policiers ne ré-

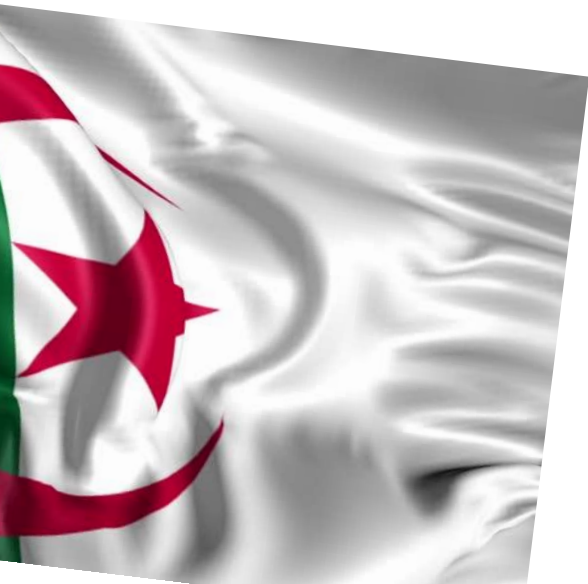
pliquent avec leurs armes, causant au moins deux morts. Il serait sans doute fastidieux d'énumérer les nombreux conflits localisés mais cela ne doit pas pour autant conduire à dresser un tableau excessivement optimiste de la situation qui demeure inquiétante moins en raison de la répression que de l'absence de stratégie révolutionnaire.

Les forces qui se réclament de la lutte des classes et de l'auto-organisation tardent à se coordonner en raison de leur isolement, du sectarisme ambiant, sans oublier la paranoïa. Ces éléments alimentent un climat qui pousse à l'activisme sans but ou au repli sur soi. Pendant ce temps, les islamo-conser-

vateurs et les capitalistes néolibéraux ne perdent pas de temps pour apparaître en propre, parasiter les espaces de discussion réduits à peau de chagrin et imposer leur agenda.

L'heure est non seulement à la solidarité contre l'arbitraire, pour la libération des détenus, mais l'urgence est désormais à la coordination et à l'intervention consciente pour lever les obstacles psychologiques sous peine de défaite sans réel combat du mouvement populaire.

Nedjib SIDI MOUSSA
Alger, le 17 octobre 2019



LE HIRAK : SYSTÈME DÉGAGE ! EN ALGERIE



En Algérie, le Hirak (le mouvement populaire) continue à rassembler dans la rue, chaque semaine, des milliers et des milliers d'Algériens et d'Algériennes qui veulent faire tomber la dictature militaire et sa complice qu'elle protège, l'oligarchie capitaliste. Notre slogan c'est : Système dégage !

Petit historique

Le 22 février dernier, s'est déroulée l'Insurrection de la Dignité contre le cinquième mandat, le mandat de trop, d'Abdelaziz Bouteflika. Ce n'était que la goutte qui a fait déborder le vase. Après les vingt années de règne du Bouteflikisme, le peuple algérien dénonce les inégalités sociales, l'exploitation capitaliste, les prédatons des oligarques. Le tout encadré par un pouvoir autoritaire. C'est la grève générale du 10 mars 2019, une désobéissance civile, qui a précipité le départ de Bouteflika. Le boycott des élections présidentielles du 18 avril et du 4 juillet ont été de grands acquis pour le mouvement populaire.

Composition du mouvement

Trois franges de la société remettent en cause l'ordre établi. D'abord les jeunes, souvent branchés sur les réseaux sociaux. Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) sont pour beaucoup dans la mobilisation. Et des blogueurs défendent les mêmes objectifs que le peuple en colère. Les jeunes sont empêtrés dans la misère sociale, le chômage et la précarité. Puis les femmes qui marchent chaque semaine contre le pouvoir. Ceci malgré une islamisation rampante. Enfin, la classe moyenne (profs, médecins, avocats...) écrasée par la cherté de la vie et mécontente du régime, rejoint les rangs des manifestants. Dès le départ, le Hirak refuse toute forme de structuration, refuse d'être parrainé, récupéré par des partis politiques, par des hommes politiques, par des syndicats. Le pouvoir veut des chefs, des représentants pour obtenir des arrangements, des capitulations, des « décapitations ». Or le

Hirak n'a jamais accepté de porte-parole, de mandataires clairement désignés. Sa force est dans son bordel initial !

Les manifestations

Les mardis et les vendredis, jours de manif, le rapport de forces est en notre faveur. Tous les mardis, les étudiants entretiennent la flamme du Hirak. Ils quittent les bancs des amphes pour rejoindre les centres-villes et les manifestations. Les vendredis, les jeunes se réunissent dans les quartiers, fabriquent des pancartes et des banderoles et préparent des slogans contre le pouvoir. Les gens s'auto-organisent dans des comités de quartiers. Les comités de base sont en place dans plusieurs villes.

Les revendications du Hirak

Nos revendications sont claires : Système dégage ! Une partie du Hirak revendique des élections présidentielles dans le cadre de la constitution actuelle. Une autre partie du Hirak appelée Forces de l'Alternative Démocratique appelle à une transition démocratique, l'élection d'une assemblée constituante souveraine et représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité du peuple algérien. Elles demandent la libération des détenus d'opinion et la levée de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés publiques et syndicales. Le mouvement populaire veut le départ de ce système corrompu, ce pouvoir autoritaire qui protège les riches et affaiblit les pauvres.

La répression

Il y a plus de 200 détenus politiques, emprisonnés depuis le 22 février. Des por-

teurs du drapeau amazigh (kabyle) ont été arrêtés. Le pouvoir a interpellé des militants et même des chefs de partis politiques (Louisa Hannoun du Parti des Travailleurs, Karim Tabou du Parti de l'Union Social-Démocrate. Le pouvoir tente de verrouiller les champs politiques et médiatiques. Il détient les moyens de la propagande et de la désinformation (Mass medias, appareil judiciaire et même les mosquées).

Perspectives

Le Hirak continue et ne s'affaiblit pas. Nous continuerons par tous les moyens à nous opposer à ce pouvoir corrompu. Le Hirak rejette la mascarade de l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, supervisée par Gaid Salah, chef de l'état-major, et appelle à son boycott.

Conclusion

L'Algérie d'après le 22 février ne sera plus jamais la même. Le peuple veut une nouvelle république, sociale et démocratique. Le pouvoir militaire résiste et ne veut pas céder. La caste capitaliste prédatrice et corrompue a peur des travailleurs librement organisés. Le silence des Occidentaux, amis du pouvoir algérien, est complice et hypocrite. En France, vous pouvez briser le mur du silence pour montrer au monde entier que le peuple algérien est opprimé et en quête d'émancipation. Vive la solidarité internationale des peuples !
Vive le Hirak !
Système dégage !

Teteh Asli,
propos recueillis par Gilles Durand.

SARAH HAIDAR, FÉMINISTE ET ANARCHISTE !

Nous avons rencontré Sarah Haidar pour l'émission Femmes libres du 30 octobre 2019, lors de son passage à Paris. Sarah, kabyle, vit en Algérie, elle est féministe et anarchiste, écrivaine et journaliste. Elle a écrit cinq romans dont les deux derniers en français.

Ma sœur insoumise qui se joue de la peur,
toi dont les mots coulent dans tes veines,
« la liberté ou la mort »
Yannis Youlountas

Comment être activiste à Alger en ce moment ?

Je me revendique anarcha-féministe et je donne le meilleur de moi-même dans l'écriture. En ce qui concerne l'anarchisme, nous ne sommes pas organisés, nous n'avons pas d'espace pour discuter, concerter des actions. Mes amis, qui se revendiquent anarchistes, le sont sur le plan des idées, mais pas ou peu sur le terrain. La répression est omniprésente au contraire de pays ayant une culture anarchiste ancrée dans leur histoire : en Algérie, la population ne comprend pas ce qu'est l'anarchisme. Elle le lie aux clichés les plus répandus, c'est-à-dire le chaos, le désordre, l'apocalypse. Ce manque de culture politique, d'histoire, est malheureux car tout ce que les anarchistes algériens ont pu faire est marginalisé, minoré : par exemple, Mohamed Saïl a été effacé de notre mémoire. Pourtant, il a fait partie des brigades internationales en Espagne, il a participé avec d'autres anarchistes à la guerre de libération nationale en Algérie. Il a ainsi essayé d'apporter sa contribution à la révolution.

Le contexte actuel de la dernière décennie ne permet pas l'émergence d'un mouvement anarchiste organisé car la répression touche déjà les mouvements politiques classiques. Ce que nous appelons « classique », c'est l'opposition entre une gauche socialiste, parfois stalinienne selon les périodes, et une droite libérale se revendiquant démocrate et progressiste. Entre les deux, bien sûr, il y a les partis de l'allégeance, les partis du pouvoir, et le pouvoir lui-même qui n'hésite pas à réprimer, à corrompre, à phagocyter ces mouvements classiques politiquement « corrects ». C'est pour toutes ces raisons-là qu'il n'y a pas de présence anarchiste affirmée depuis le mouvement du 22 février. Les idées anarchistes apparaissent soit un peu trop avancées pour le contexte que nous vivons, soit complètement irréalistes.

Et ton anarcha-féminisme ?

Ce sont mes écrits qui témoignent de mon féminisme plus que mon action sur le terrain. Mais depuis le 22 février, je fais partie de la Collective, groupe de femmes qui militent depuis très longtemps et qui participent depuis le 1er jour aux manifestations du vendredi. Au mois de mars, nous avons décidé de créer le Carré féministe au sein de la manifestation, ainsi on visibilise les revendications relatives aux femmes, au juridique, au viol, aux violences.

Tu peux redire les éléments du cadre juridique concernant les femmes en Algérie ?

Ils se résument au Code de la famille, code de statut personnel voté en 1984, après moult résistances des femmes, des féministes à l'époque. L'idée de ce projet remonte aux lendemains de l'indépendance mais les femmes ont vraiment bloqué par leur résistance jusqu'en 1984 sous le président Chadli Bendjedid, venu après la mort du dictateur Boumediène, qui se revendiquait socialiste. Il est arrivé en apportant une politique libérale économiquement parlant, et en contradiction avec l'envie d'un projet visant à piéger le mouvement social en opposant des visions sociétales différentes. Pour contenter la branche conservatrice du monde politique et de la société algérienne, il a fait voter ce texte qui réduit les femmes à des mineures à vie. Même après sa majorité, la femme est soumise à la présence du tuteur, son père ou son grand frère, pour se marier, par exemple : c'est l'application par des textes de lois d'une oppression sociale qui existait déjà. La loi de 1984 vient légitimer cette oppression et donner plus d'armes à l'opresseur. En cas de divorce, l'homme a droit de divorcer pour n'importe quelle raison. Pour la femme, elle doit recourir à une disposition religieuse codifiée, elle doit prouver selon des motifs religieux qu'elle ne peut plus vivre avec son mari. En outre, le Code de la famille pérennise l'inégalité dans l'héritage. En 2005, il y a eu des amende-

ments pour atténuer le texte, le rendre moins moyenâgeux. C'est un rideau de fumée. Les féministes continuent d'exiger l'abrogation du Code de la famille. A cela s'ajoute la lutte contre les violences faites aux femmes, parce qu'en 2015, une femme s'est fait immoler vivante par un homme qui la courtisait et qu'elle refusait. En 2016, pour les mêmes raisons, une femme a été écrasée par un homme qui a roulé en voiture par trois fois sur son corps. Il y a eu des rassemblements pour dénoncer la banalisation des violences faites aux femmes, pour réclamer plus de fermeté. Il nous fallait visibiliser ces revendications dans le cadre d'une mobilisation quasiment inédite, car c'est un mouvement national. Chaque vendredi, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui descendent dans la rue, à Alger, à Oran, en Kabylie, à Bouira, à Constantine...

A Alger, nous restons une heure dans le Carré féministe, ensuite, nous rejoignons la marche avec une grande banderole « Nos droits, ici et maintenant ». Il y a une grande pression contre ce Carré : le deuxième vendredi, les féministes ont été agressées physiquement, victimes de campagnes de haine sur les réseaux sociaux, avec des menaces de mort, des menaces d'attaques à l'acide, parce que le féminisme est perçu comme un mouvement anti-religieux qui menace les fondements de la famille, les valeurs de la société. Mais le Carré s'est maintenu et jusqu'à aujourd'hui il fait partie du mouvement. De plus en plus de gens viennent nous voir, car c'est un espace de débat, pour discuter. Beaucoup nous disent : « Même si nous ne sommes pas d'accord avec vous, nous vous protégerons. » Les femmes ont participé activement à tous les mouvements, à toutes les étapes historiques en Algérie, que ce soit la guerre de Libération jusqu'à la lutte contre le terrorisme islamique. Mais on nous oppose : « Ce n'est pas le moment des revendications des femmes. Il ne faut pas se diviser. »



Comment es-tu devenue anarcha-féministe ?

Quand on vit dans un espace géographique ou dans un contexte historique où l'oppression des femmes est constante, comme faisant partie de la vie quotidienne, de la mentalité ambiante, c'est la chose la plus naturelle de devenir féministe. Ce n'est pas après avoir lu Simone de Beauvoir que je suis devenue féministe, il m'a suffi d'observer et de repenser la condition des femmes, autour de moi, mon entourage immédiat, et dans la rue, dans la société, cette observation mène à l'indignation.

On s'interroge d'abord sur les raisons de cette injustice, on essaie de la disséquer, de comprendre ses origines, pas pour la justifier, mais pour comprendre. Et quand la compréhension atteint ses limites, on a beau expliquer cela par l'héritage culturel traditionnel, religieux (qui a une grande responsabilité), on a beau expliquer cela par la complicité de l'État, par l'usage que fait l'État de cette mentalité pour se maintenir et pour créer une espèce d'équilibre malsain au sein de la société, faire accepter aux hommes l'oppression qu'ils subissent en leur permettant d'opprimer les femmes, on a beau même comprendre ce besoin d'avoir un référent religieux et traditionnel, d'avoir

cet héritage, ce patrimoine, sans le critiquer, sans l'analyser parce que nous n'avons pas tous les mêmes moyens, pas tous les mêmes accès aux privilèges de l'éducation, de la culture, des voyages, des rencontres, tout ce qui permet l'ouverture d'esprit, et d'esprit critique sur son propre héritage, je crois alors que la compréhension s'arrête là. Car c'est être complice avec cette injustice que de lui chercher tout le temps des explications. Et je ne me considérais pas forcément comme féministe. Je n'avais pas besoin de me qualifier comme telle. Au début j'exprimais simplement une révolte par le fait que j'ai commencé à vivre moi-même cette condition de femme, j'ai vu beaucoup de femmes la vivre et l'accepter comme si c'était la chose la plus normale du monde. J'ai commencé à exprimer de manière très brouillonne, très embryonnaire, cette révolte, cette colère par rapport à cette situation qui était intenable, inacceptable, alors je l'ai exprimée par écrit.

Je pense à Françoise Héritier qui ne comprenait pas, chez ses grands-parents, la différence entre les filles et les garçons, ce qu'elle nomme la violence différentielle. J'y vois le même cheminement.

Oui, c'est le même cheminement et je ne trouvais pas de réponse convaincante. J'ai alors commencé à m'exprimer sur le confort que cela représentait pour les religieux, l'État, les hommes politiques, de maintenir hommes et femmes dans ce climat de violence et d'oppression. Cela s'est structuré avec le temps. Au début, ma réflexion s'arrêtait sur les violences directes, flagrantes, sur le système patriarcal dans sa vision conservatrice, islamiste, rigoriste, mais après, la réflexion s'est étendue sur la condition de toutes les femmes du monde, quel que soit le degré d'émancipation ou de modernité du pays.

Ton enfance, c'est durant la décennie noire de l'Algérie, tu aurais pu être enfouie. Comment en sortir ?

Il y a eu une résistance héroïque des femmes dans les années 90, des femmes sont mortes car elles ont résisté, certaines ont été égorgées, assassinées

car elles refusaient de porter le voile. J'ai eu la chance d'être dans une famille qui me poussait à lire, de grandir dans la littérature, la poésie. C'est pendant l'adolescence que j'ai utilisé tout ce background pour commencer à réfléchir à cette condition. Il est clair que j'ai emmagasiné beaucoup de violences, inscrites ensuite dans ma mémoire : cela m'a aidée plus tard à analyser jusqu'où peut aller la violence religieuse et notamment celle qui vise les femmes. J'ai donc commencé à l'âge de 16-17 ans à me révolter de manière épidermique. Ce système-là est une espèce de pervers narcissique à très grande échelle. Il dépossède les femmes de leur propre estime d'elles-mêmes, de leur capacité à construire leur vie, et de fait il les amène à accepter leur condition au moyen de l'emprise qu'il exerce sur elles.

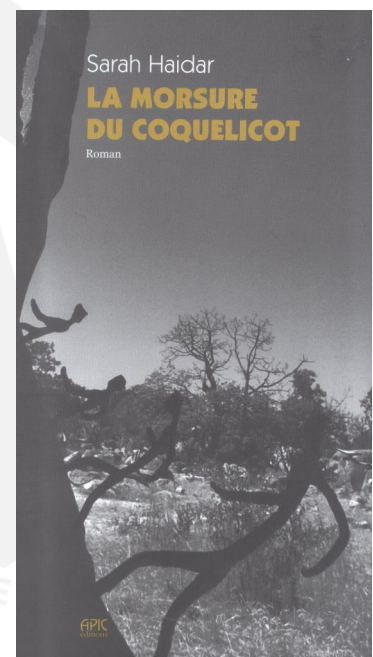
Depuis le 22 février, il y a une prise de conscience, dans cette lutte collective, nous essayons de trouver une convergence et un terrain commun pour construire quelque chose car cela devient une question de survie, voir ce qui nous rassemble, plutôt que ce qui nous divise.

Propos recueillis et retranscrits par
Hélène Hernandez
Emission **Femmes libres** sur
Radio libertaire
Groupe Pierre Besnard
de la Fédération anarchiste

Dernier livre sorti :

Sarah Haidar,
La morsure du coquelicot,
Editions Blast, 2019, en vente à Publico.

Pour écouter l'émission du 30 octobre :
<https://emission-femmeslibres.blogspot.com>



UN ÉTAT MILITAIRE ET POLICIER

« Le mot État est identique au mot guerre. » *Alexandre Kropotkine (Paroles d'un révolté)*

Vers un régime militaire et policier

C'est ainsi que sous le règne de l'adjudant-chef Macron, la France se pare des couleurs kaki et bleu. Cela se fait d'une façon insidieuse... Sa propagande nous dit qu'il agit pour notre sécurité et notre protection, d'où une police de plus en plus omniprésente et violente, assurée du soutien indéfectible du premier policier de France. Sur le plan extérieur, le chef de guerre cajole les militaires qui traquent « l'ennemi », « les terroristes » un peu partout dans le monde. Pour ce faire, il est sur tous les fronts. Il monte parfois en première ligne. Attention, il ne prend aucun risque. Il aime la guerre chez les autres, il y envoie ses troupes. Il aime voir matraquer les manifestants(es) qui contestent sa politique antisociale et il fait donner ses bras armés. Il aime la violence, mais dans d'autres pays, pour être épargné par les éclats des bombes et loin de l'Élysée, pour ne pas recevoir les éclaboussures de sang.



Cela devient un rituel et une sale habitude

Il faut bien dire qu'il ne rate pas une occasion de monter au front, et parfois en première ligne, pour féliciter les policiers et les militaires pour leurs actions, leur courage et leur bravoure. Ou pour assister à leurs funérailles, qu'il organise en grande pompe, souvent aux Invalides, en présence des familles, avec tout le tintouin (Marseillaise, drapeaux tricolores déployés, minute de silence et pour clore le tout, distribution de distinctions, les morts sont élevés au grade de la Légion d'honneur. Lui, ne prend aucun risque, il est en terrain conquis.

Ce décorum permet au va-t-en-guerre Macron de prendre un air martial et de passer en revue les troupes au pas cadencé et lent. On le sent en transe. C'est le front haut, le mufle court et le regard fuyant qu'il ira s'incliner devant les cercueils. Puis, il se fendra d'un discours pour, encore une fois, féliciter et remercier les policiers ou les soldats qui affrontent la mort pour notre sécurité. Il en profitera pour fustiger le terrorisme qu'il combattrait jusqu'au bout (sic).

Au rythme où il a entrepris la transformation du pays, ce dernier ne tardera pas à ressembler à la Corée du Nord ou à la Chine, pays éminemment démocratiques !

« **Concurrence et profits : l'un est la guerre, l'autre le butin** » *Pierre-Joseph Proudhon*

Le déploiement militaire du 14 juillet est une véritable provocation contre la paix, tout cet armement, ces militaires qui défilent sur les Champs-Élysées, devant le chef militaire Macron, tout gonflé de son importance. Dame, il s'agit de montrer aux peuples du monde entier que la France est armée et qu'elle est prête à intervenir partout dans le monde. Elle est déjà présente, tant par les contingents militaires ou/et par le matériel militaire vendu à certains pays (Mali, Niger, Arabie Saoudite, Turquie, Égypte, Syrie, Yémen, Libye etc.)

Ce défilé militaire n'a rien à envier à ceux de la Corée du Nord et de la Chine, où règne des dictatures féroces.

Ce défilé du 14 juillet est indécent, avec cet étalage de machines à tuer, d'hommes formés pour s'en servir et prêts à occire des hommes, des femmes et des enfants, à détruire et à anéantir des villes entières !

Ainsi, on a pu cette année voir défiler (entre autres) :

- 4300 personnes en habits d'apparat et arborant fièrement quelques breloques au poitrail, dont 4000 engagés volontaires !;
- un détachement de la Légion étrangère dont le recrutement est plus que douteux. Mais il n'est pas permis de douter des recrues « *Dieu est, paraît-il, le père de la légion !* »
- toutes les écoles militaires, des pouponnières à tueurs !
- aux côtés des troupes traditionnelles, pour la première fois, une Compagnie républicaine de sécurité « CRS » (sic), en récompense de son rôle exemplaire dans le maintien de l'ordre et les coups et blessures et mutilations dont ont été victimes tant de manifestants(es);
- les jeunes de 16 ans issus des premiers contingents du Service national universel (SNU),

« **La guerre serait un bienfait des dieux si elle ne tuait que les professionnels.** » *Jacques Prévert (Fatras)*



Le retour du service militaire...

De Macron, « le frustré » en passant par les députés, les ministres, le débat parlementaire concernant le SNU a surtout mis l'accent sur l'endoctrinement, l'encadrement militaire et l'enfermement des jeunes.

Dès l'entrée au collège, l'endoctrinement rampant pourrait être pratiqué, les jeunes (11ans) sont jugés plus influençables, plus malléables, c'est le moyen de faire passer le message principalement militaire.

La seconde étape, à partir de 16 ans, serait l'encadrement militaire (une semaine en internat) semaine consacrée à faire du sport, des exercices de confinement et à l'évaluation de la langue française (sic)...

Et la dernière étape (16-25 ans), plus incitative, les jeunes seraient poussés à s'engager dans des « préparations militaires. »

Quelle que soit la façon dont le SNU sera appliqué, ce ne seront qu'illusions et mensonges, qui consistent à penser la construction de la citoyenneté comme une leçon de morale, créant la confusion volontairement entretenue entre citoyenneté et Défense, entre Défense et armée. Pourtant, cette dernière n'a jamais été (ou alors vraiment exceptionnellement, genre en cas de catastrophe naturelle) au service des citoyens !

On a une imposture autour du brassage social, revendiqué par les défenseurs d'un service obligatoire, mais un brassage qui ne concernerait que les jeunes, sans avoir à remettre en cause les fondements d'une société profondément inégalitaire.

On vise à orienter et surtout à annihiler l'esprit critique des citoyens sur l'armée, la guerre, la politique, la citoyenneté, jusqu'à faire en sorte que l'endoctrinement l'emporte sur la liberté de pensée et de conscience.

Il convient de briser le mur du silence et cette espèce de connivence qui s'est installée entre l'armée, le gouvernement, et les acteurs de l'école, car ce qui se trame annonce un recul majeur des libertés publiques.

« Je ne sais pas comment sera la Troisième Guerre mondiale, mais je sais qu'il n'y aura pas beaucoup de monde pour voir la quatrième. »

Albert Einstein

Lors de cette journée du 14 juillet 2019, on apprendra qu'une augmentation sans précédent des crédits militaires est programmée ! « De l'argent pour la mort, mais pas pour le vivant », voilà un choix politique de classe :

- 1,3 millions d'euros pour une machine volante autonome, *Le Flyboard*, qui, aux dires de son concepteur, permettra un déplacement rapide pour mater les guérillas urbaines ;

- 13 milliards seront affectés pour une armée européenne ;

- un super-ministère de l'Air et de l'Espace est créé pour la modique somme de 3,6 milliards d'euros ;

- une série de 6 nouveaux sous-marins nucléaires du style *Le Suffren* (inauguré le 12 juillet dernier par « l'amiral-tempête » Macron va nous coûter 9,1 milliards d'euros ;

- le nouveau programme Rafale standard F4 s'élèvera à peu près à 2 milliards d'euros ;

- 1700 véhicules blindés *Le Griffon*, dernier cri de la technologie mortifère, ont été commandés par l'État ;

- chaque missile fabriqué pour tuer coûte environ 70 000 euros.

Pour justifier toutes ses dépenses inutiles, le va-t-en-guerre Macron invoque le maintien de l'emploi sur le territoire. Fabriquer des armes pour tuer est donc, à ses yeux, justifiable. Mais il oublie de dire :

- que la France est le troisième marchands d'armes après les États-Unis et la Russie. En 2015, elle a exporté pour 17 milliards d'euros et en 2016 pour 14 milliards ;

- que la fabrication de tous ces engins porteurs de mort rapporte des profits monstrueux aux marchands d'armes dont, entre autres, Dassault, Airbus Hélicopter, Renault Trucks (les véhicules militaires), Nexter (les chars Leclerc)... et que les ministres de ladite Défense, des Affaires très étranges et lui-même sont les commis voyageurs de ces marchands de mort.

Il nous faut donc impérativement dénoncer sans cesse l'hypocrisie des gouvernements qui, au nom d'un égoïsme et d'une soif de profits gigantesques, cautionnent des tueries, des crimes. Les usines d'armement, il faut les transformer, les recycler pour conserver les emplois et répondre ainsi aux besoins

Faits d'hiver

QUAND LA FRANCE REFUSAIT DE VENDRE DES ARMES À ... !

La France est actuellement clouée au pilori pour vendre des armes à l'Arabie saoudite qui, c'est un secret de polichinelle, les utilisent, soi-disant pour se défendre, dans la guerre que ce pays mène au Yémen. C'est bien connu, la meilleure défense, c'est l'attaque.

En tant que professeur émérite de je ne sais plus quoi, à l'université de je ne sais plus où, donc, en tant qu'expert climatoscéptique, tout en reconnaissant que... il est de mon devoir de scientifique de rappeler aux manants et autres garçons de ferme que cette attitude, nouvelle, de la France, n'a pas toujours été.

En 1936, la France est gouvernée par un Front populaire élu démocratiquement. L'Espagne, toujours en 1936, voit la victoire d'un Front populaire élu tout aussi démocratiquement. Mais, coup d'État militaire de Franco qui s'insurge contre la République. Les nazis d'Hitler et les fascistes de Mussolini aident immédiatement leur copain en lui envoyant force armes, avions, chars et hommes. Pour se défendre, la République espagnole achète alors (et les paye) des armes à la France. Mais la France refuse de livrer ces armes. Motif : pas question d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne.

Donc, vous voyez, la France est capable de refuser de vendre des armes.

Bon d'accord, à certains, mais pas à d'autres !

Jean-Marc Raynaud

inassouvis des populations plutôt que de porter la mort.

« La guerre, un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais qui ne se massacrent pas. »

Paul Valéry

L'ÉLECTION EST-ELLE RÉELLEMENT DÉMOCRATIQUE ?

L'affaire Balkany ou encore la « crise » des Gilets jaunes ont un point commun. La démocratie, sous sa forme actuelle, serait en crise, en ce que les personnes au pouvoir, élues, seraient déconnectées de la réalité, jouissant de privilèges indus et immérités, se permettant de détourner de l'argent ou de promulguer des lois et des taxes sans eux-mêmes en payer le prix. Mais avant même ces deux cas, l'histoire politique française montre de multiples exemples de corruption, de malveillance, et de népotisme. La crise de la démocratie que nous vivons, séparant des élites gouvernantes d'un peuple gouverné, est-elle réellement nouvelle ? Ce qui est en question, aussi bien pour la colère suscitée par les Balkany que pour les Gilets Jaunes, c'est la légitimité de ceux qui se trouvent au pouvoir à gouverner et à représenter les individus qui forment la société française. Or la tension entre démocratie et élection n'est pas nouvelle mais elle est constitutive de notre modèle politique.

Démocratie et élection, la forme du gouvernement représentatif

La démocratie n'a pas toujours fonctionné avec le principe de l'élection. Dans son livre *Principes du gouvernement représentatif*, Bernard Manin indique que le mode de gouvernement démocratique auquel nous sommes arrivés aujourd'hui concilie quatre principes qui sont le fruit d'une longue maturation historique. Ces principes sont les suivants : 1/ Les gouvernants sont élus, soit par suffrage censitaire, soit par suffrage universel, direct ou indirect (les sénateurs par exemple en France sont élus par des grands électeurs, et le président ou les députés par suffrage universel direct) 2/ Les gouvernants ont un mandat représentatif fixe, c'est-à-dire que le mandat n'est pas tenu par des obligations spécifiques – il n'y a pas de contenu obligatoire à remplir pour un élu, on vote plutôt pour une personne- et ce mandat est octroyé pour une durée déterminée, mais n'est pas révocable 3/ Les opinions des gouvernants, n'étant pas soumis à un contenu substantiel, sont libres de varier en cours de mandat 4/ Les décisions publiques sont soumises à la discussion, soit sous une forme publique (référendum, « grands débats»), soit sous une forme parlementaire (le plus souvent).

Si on suit cette analyse, il est dans la forme même de notre régime gouvernemental qu'il y ait une coupure entre les élus et les électeurs. Les élus, une fois élus, ne peuvent plus être contrôlés (à moins de tomber pour fraude fiscale ou autre affaires illégales) et peuvent donc



s'accaparer une partie du pouvoir pour eux-mêmes. Pour couronner le tout, pour Manin, nous ne nous trouvons pas actuellement dans une démocratie parlementaire (ou toutes les décisions sont prises par le parlement qui est souverain, ce qui correspondrait aux pratiques de la IVe République), ni même dans une démocratie de partis (ou les électeurs se fient à un contenu électoral pour gouverner leur décision), mais dans une démocratie de publics (dirigée par la communication, le marketing, l'image renvoyée par les gouvernants).

Dès lors, ce qu'on remarque c'est que l'élection comme mode de sélection des gouvernants est elle-même un mode qui n'est pas nécessairement démocratique

au sens où il permettrait un gouvernement du peuple. En élisant un président, même avec l'élargissement du suffrage au suffrage universel en 1962 pour la France, on ne se donne pas la capacité de le contrôler ou de le révoquer. L'élection est ainsi plus une dépossession qu'une délégation. Pire encore la forme universelle du suffrage coïncide non pas avec un pouvoir pris par les individus (pour éviter d'utiliser le mot « peuple »), mais plutôt avec le culte de l'image et de la personnalité, la nécessité pour les gouvernants de renvoyer une « bonne image », d'enrober leurs discours et leurs positions pour les rendre acceptables, bref avec l'ère de la communication de masse.

L'élection contre la démocratie

Cela ne devrait pas nous étonner si on revient aux origines de la notion d'élection. En effet, l'élection est historiquement un principe anti-démocratique. Les démocraties contemporaines peuvent alors être vues comme des réalisations historiques fondées sur des tensions importantes quant à leur mode de représentation.

Si on en revient en effet à la démocratie grecque – un modèle qu'il faut bien sûr se garder d'idolâtrer, puisque seuls les citoyens votaient, et ceux-ci constituaient une infime minorité de la population athénienne par exemple – le mode de représentation n'est pas l'élection mais le tirage au sort. Pourquoi ? Parce que l'élection est vue comme favorisant les personnes qui se trouvent déjà en situation de pouvoir : ceux qui ont du temps et des moyens de s'instruire. En bref, l'élection favorise les riches. Et en effet, si on étudie l'élection comme mode de sélection d'un chef ou d'un dirigeant, on pourra voir que l'élection est initialement un mode de sélection aristocra-

tique ou monarchique. Les prélats élisent le pape, les comtes-électeurs élisent l'empereur, par exemple en choisissant entre François 1er et Charles Quint pour la souveraineté du Saint-Empire en 1519.

Lorsque l'élection est apparue historiquement rattachée à un gouvernement dit démocratique, c'est précisément pour limiter le pouvoir du peuple. Lorsque, aujourd'hui, on indique que la souveraineté est populaire, il faut bien voir que c'est une façon de payer en mots ce qui est nié en actes. En effet, si on va chercher du côté des pères fondateurs américains, par exemple James Madison, on trouve une explicitation du rôle de l'élection très claire : le but de l'élection est « d'épurer et d'élargir l'esprit public en le faisant passer par un corps choisi de citoyens dont la sagesse est le mieux à même de discerner le véritable intérêt du pays. ». Traduction : l'élection permet de sélectionner des individus supérieurs, capables de diriger le pays parfois contre l'esprit public. Cette vision est confirmée par les écrits d'Alexander Hamilton, qui indique rien

de moins que ceux qui vont être favorisés par l'élection sont les riches, car ils ont le temps de se présenter – n'ayant pas besoin de travailler –, ont le temps de s'éduquer, mais ne sont pas susceptibles d'être corruptibles du fait de leur revenus déjà suffisants. En bref, l'élection est vue comme un moyen, tout en indiquant que le peuple possède le pouvoir, de rétablir une aristocratie au sein de la démocratie. Sous couvert de permettre le pouvoir du peuple, l'élection produit une caste d'individus sélectionnés par leur différence plutôt que leur représentativité.

L'élection ainsi, contrairement à l'association courante faite entre le vote et la démocratie, n'est pas nécessairement démocratique, fût-elle menée au suffrage universel direct. La situation actuelle d'une démocratie électorale produit un électoralisme qui sélectionne et produit des individus différenciés, maîtrisant la communication et la parole publique, issus des mêmes milieux, reproduisant un aristocratisme au sein d'institution dites démocratiques.

Quelle alternative ?

Face à cette réalité, qui nourrit des mouvements de contestations multiples, il est aisé de trouver de mauvaises solutions : reformer une unité populaire transcendant la distinction gouvernant/gouverné par un même amour du pays, de la nation, de l'histoire française ; ou encore vouloir revenir à un mode de gouvernement démocratique parlementariste (type VI^e République), qui atténue le problème plus qu'elle ne le résout. De la même façon, la volonté de rendre les élus plus représentatifs ne me semble pas une bonne solution. En effet, le système politique fonctionne désormais de façon à ce qu'un individu, même doté des meilleures intentions individuellement, doive se mettre à jouer le jeu politique électoraliste qui est inscrit dans les institutions. Cela n'est pas lié à un mécanisme complotiste, à ce jeu là personne ne tire les ficelles. Mais les règles du jeu sont telles qu'un individu se retrou-

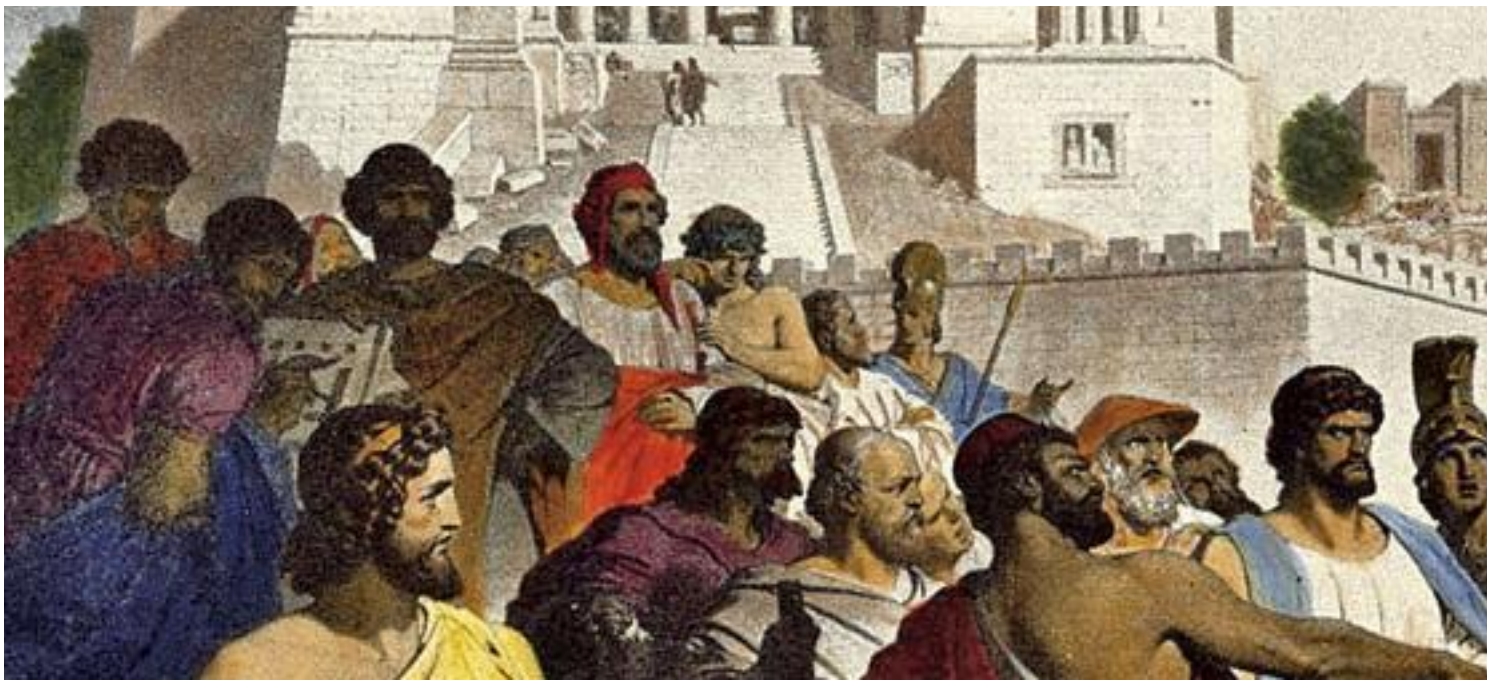
vant élu se retrouverait rapidement es- seulé s'il ne jouait le jeu des alliances, de la communication et finalement du pouvoir. Par ailleurs, parier sur les bonnes intentions et dispositions des gouvernants et des élus est un vœu pieux si cela ne s'accompagne pas de dispositifs de contrôles et de limitations du pouvoir.

La solution qui apparaît alors la plus logique est non pas de chercher à mieux élire, à élire des individus plus représentatifs (plus de femmes, d'ouvriers, de Noirs, d'Arabes etc.), mais de refuser l'élection sous la forme d'une délégation du pouvoir à un individu qui, une fois élu, n'a plus de comptes à rendre. Tout comme il ne s'agit pas de confier le pouvoir à de meilleures personnes mais tout simplement de le diviser, de le partager, pour qu'aucun individu ou groupe d'individus pris séparément ne puisse s'en saisir seul, il ne faut pas espérer dans

l'élection de meilleurs élus, mais modifier l'institution du vote et du statut des élus.

Quelques propositions libertaires sont évidentes : remplacer le mandat représentatif à durée déterminée sans obligation de remplir une mission spécifique par un mandat impératif, qui fixe des choses à faire, et révocable à échéances régulières devant une assemblée, expérimenter le tirage au sort, mais surtout fonctionner de manière fédérale avec une décentralisation importante du pouvoir à répartir à un niveau local dès que cela est possible. Ainsi la démocratie, comme pouvoir des individus sur eux-mêmes, se trouve-t-elle mieux réalisée dans le fédéralisme libertaire que dans la démocratie représentative électoraliste.

NCJ
Groupe Graine d'Anar Lyon



L'ANARCHIE EST-ELLE COMPATIBLE AVEC LA DÉMOCRATIE ?

Le rapport entre anarchie et démocratie n'est pas toujours bien compris, car il n'est pas forcément clair et peut même s'avérer parfois complexe. Source de polémiques ou de dissensus, mais aussi de convergence des luttes, il intéresse et fascine souvent bien au-delà des milieux libertaires. Beaucoup se demandent si les anarchistes sont des démocrates. Et beaucoup constatent aussi que les démocraties à travers le monde sont de plus en plus malades. D'où cette question à laquelle nous allons tenter de répondre : l'anarchie est-elle compatible avec la démocratie ?

Un peu d'étymologie pour débiter.

Anarchie : ce mot, dérivé du latin et du grec ancien, est construit à partir du préfixe « an », qui signifie « privé de », et du suffixe « archie », qui signifie « pouvoir » ou « commandement ». Littéralement, le mot « anarchie » signifie donc « absence de pouvoir, d'autorité et de hiérarchie », donc, de gouvernement.

Démocratie : ce mot, dérivé du latin et du grec ancien, est construit à partir de deux autres, « démo », qui signifie « peuple », et « cratie », qui signifie « pouvoir ». Littéralement, le mot « démocratie » signifie donc « le pouvoir au peuple », et non pas au gouvernement.

Pour faire simple, l'anarchie est une forme d'organisation politique définie par l'absence d'autorité centralisée, de hiérarchie et de pouvoir, et fonctionnant autour du fédéralisme libertaire, de l'autogestion, du mandat impératif révocable et... de la démocratie directe ! On va y revenir. En résumé, l'anarchie, c'est l'ordre moins le pouvoir.

La démocratie, quant à elle, et pour faire simple également, serait un régime politique dans lequel le peuple, ou plutôt les citoyens, disposeraient du pouvoir souverain. L'une de ses définitions la plus couramment reprise est : « Le gouverne-

ment du peuple, par le peuple, pour le peuple ». C'est assez flou tout de même et surtout, en pratique, ce n'est pas vraiment ça ! Peut-être est-ce dû au fait que la démocratie est polymorphe ? Alors voyons maintenant quelles sont les trois grandes formes de démocratie : représentative (indirecte), participative (ou délibérative), et directe.

La démocratie représentative, ou indirecte, est un système politique qui donne à un groupe restreint de personnes le droit, par l'élection, de représenter tout un peuple. Et cette petite coterie établit des lois et les fait appliquer selon, nous dit-on, la volonté des citoyens, et non pas de l'individu donc. En fait, il s'agit de donner un chèque en blanc à des professionnels de la politique qui, une fois élus, exerceront le pouvoir comme bon leur semble et, bien souvent, conformément à leur propre intérêt car, comme le disait Louise Michel : « Le pouvoir est maudit. »

Dans la démocratie participative, souvent couplée à la démocratie délibérative, la participation du citoyen (et toujours pas de l'individu) ne se limite pas à élire des représentants, mais en prime, on l'inciterait fortement à participer de façon constructive à la politique suivie. Ainsi, en favorisant la participation du citoyen à l'élab-

oration des décisions et en permettant des phases de délibération, l'exercice du pouvoir serait partagé. En réalité, il s'agit d'un leurre car la présence même de représentants exerçant un pouvoir politique annihile ce partage puisque ces derniers conservent le choix de la décision finale.

La troisième grande forme de démocratie, la démocratie directe, est une forme d'organisation politique dans laquelle chaque individu (idéalement, les notions de citoyens, voire même de peuple, sont bannies) peut participer aux décisions, sans l'intermédiaire de représentants. Il n'y a donc plus d'élus et le parlementarisme n'a plus lieu d'être. L'égalité politique des individus est de mise et le « pouvoir » est horizontal. On met en pratique le mandat impératif révocable (avec rotation ou non-renouvelable) et les décisions sont prises à l'unanimité ou au consensus. Mais bon sang ! N'est-ce pas là la seule et unique véritable forme de démocratie : le pouvoir au peuple ? Ou plutôt, à l'individu, devrais-je dire ?

Au regard de cette analyse, il semblerait bien que l'anarchie soit compatible avec la démocratie directe. Mais, avant de nous précipiter, examinons un peu quels sont les points communs et les différences entre anarchie et démocratie directe.



Une société anarchiste garantit à chaque individu un rôle décisionnaire direct dans la gestion de la collectivité par l'entremise de réunions en assemblées populaires où chacun.e peut prendre la parole. Comme dans la démocratie directe ! Une société anarchiste assure l'égalité en droit et l'égalité politique. Tout comme la démocratie directe ! Une société anarchiste refuse toute représentativité et se dote de mandats révocables appelés à tourner, ou non-renouvelables, auxquels on confie un mandat impératif. Une pratique également usitée dans la démocratie directe, mais pas toujours dans sa totalité, comme nous le verrons dans quelques instants ! Une société anarchiste exerce, dans le secteur économique surtout, l'autogestion. Et l'autogestion, est elle-même une formidable définition de la démocratie directe ! Enfin, dans une société anarchiste, on ne vote pas. On préfère l'unanimité ou le consensus car, s'il y a vote, ce n'est pas une démocratie, et encore moins directe. À mon sens en tout cas car, ce n'est malheureusement pas véritablement le cas comme nous allons le voir juste après. Toutefois, on vient tout juste de démontrer en quelques coups, que l'anarchie est bien compatible avec la démocratie, mais seulement avec sa forme véritable et la plus ultime, la démocratie directe. Comme nous pouvons facilement le constater, une certaine similarité entre anarchie et démocratie directe existe bel et bien, mais existe-t-il aussi des différences entre ces deux systèmes ? Et la réponse est... (roulement de tambour)... oui, bien évidemment ! Et certaines sont des différences majeures même ! Alors voyons les plus notoires. Tout d'abord, il apparaît que la démocratie directe n'offre pas les mêmes garanties à

l'individu quant à sa place dans la société. Les libertés, l'égalité économique et l'émancipation notamment, chères aux anarchistes, n'entrent pas spécialement dans le cadre de la démocratie directe.

Ensuite, remarquons que les grands principes du projet de société anarchiste, le fédéralisme libertaire, ne sont pas mentionnés dans ceux de la démocratie directe : point d'organisation fédéraliste, rien sur la répartition, ni sur l'éducation libertaire, et encore moins sur la gestion des conflits ; et pas non plus de refus clair du capitalisme, ni de la religion, ni du sexisme, ni du racisme... On parlera, dans ce cas, plus d'omissions que de réelles différences.

Et puis surtout, dans certains régimes de démocratie directe, on vote ! Et pas seulement pour les référendums ! Le citoyen, le peuple ou l'individu vote aussi des lois et les fait appliquer par une administration ! Nous sommes par conséquent là, dans un régime coercitif, voire autoritaire, où des hommes exercent une domination sur d'autres hommes ce qui, bien évidemment n'a plus grand-chose à voir avec l'anarchie. Ainsi, malgré les nombreux points communs existant entre anarchie et démocratie directe, on dénombre tout de même quelques différences ou omissions dont certaines s'avèrent fondamentales. Tout n'est donc pas bon à prendre dans la démocratie directe que, de plus, son caractère incomplet limite.

Aujourd'hui, et depuis longtemps (depuis toujours ?), nos démocraties sont malades. Et au fur et à mesure que s'accroissent l'autoritarisme et la répression dus à un capitalisme toujours plus féroce et impitoyable, car arrivant à son terme, les maladies de nos démocraties s'aggravent. Dès lors, la

seule voie souhaitable vers laquelle s'engager me paraît clair : c'est celle de l'anarchie. Pour prendre ce chemin, et comme la démocratie reste le système le plus plébiscité à travers le monde, il va falloir que nous convainquions les individus de revoir le sens qu'ils donnent à ce mot, « démocratie ». Comme nous l'avons énoncé initialement dans cet article, la définition de la démocratie est « le pouvoir au peuple », ce qui signifie, tout simplement, l'anarchie. La démocratie est la négation même de toute forme de gouvernement car, le gouvernement c'est l'État, et l'État c'est l'autorité, la domination, l'oppression, la coercition... au service du capitalisme qui, lui-même, on le sait bien, ne profite qu'aux quelques nantis du système, au détriment de la majeure partie des individus.

Et puis l'anarchie, « l'absence de pouvoir », « l'ordre moins le pouvoir », c'est encore plus que la démocratie, et même plus que la démocratie directe. En toute logique, l'anarchie est même la seule et unique réalisation possible de l'ambition démocratique ! Et aussi, entendons-nous bien : celles et ceux qui ne veulent pas de l'anarchie, ne veulent pas non plus de la véritable démocratie !!

Achevons maintenant ce texte en répondant à la question qui lui sert de titre. Oui, l'anarchie est compatible avec la démocratie étant donné que la vraie démocratie est la définition même de ce qu'est l'anarchie. Et la démocratie directe, une fois épurée de ces éléments nocifs, se fondera naturellement dans la société anarchiste et libertaire.

Frédéric Pussé
Groupe de Metz
de la Fédération Anarchiste - Avril 2019

CET AUTRE ANARCHISME : MUTUELLISME ET LIBRE-MARCHÉ ANTICAPITALISTE EN OUTRE-ATLANTIQUE

Là où l'« anarchisme social » peine à moderniser sa pensée - avec peut-être l'exception notable du ParEcon- les mutuellistes américains affrontent directement les doctrines économiques hégémoniques sur leur propre territoire,

à l'exemple du C4SS (1) ou de Kevin Carson, et posent de ce fait les bases d'une école économique qui se souhaite libertaire et anticapitaliste. Quand bien même il est possible, et raisonnable, d'aborder les thèses de ce mouvement

avec précaution, il en résulte malgré tout un argumentaire économique de poids contre le capitalisme.

Né dans les années 1960 dans le cadre de la *New Left* américaine, le *left-libertarianism* (2) cherche à établir une synthèse entre la pensée libertarienne classique et l'anarchisme anticapitaliste. Du libertarianisme classique, le *left-libertarianism* hérite l'attachement au marché ; mais il se révèle par ailleurs hostile à la propriété privée. Le mouvement se montre aussi beaucoup plus attaché au progressisme que le libertarianisme classique, ce dernier étant très proche des milieux réactionnaires. Le libertarianisme de gauche s'inscrit dans la lignée de l'anarchisme individualiste et mutuelliste américain du tournant du XIXe siècle. On trouve aujourd'hui Kevin Carson et le think-tank du C4SS comme principaux représentants du mutuellisme américain.



Aux sources du mutuellisme américain

Aux sources du mutuellisme américain L'anarchisme mutuelliste aux Etats-Unis est une construction originale, liée tout particulièrement à la personne de Benjamin Tucker, qui est le penseur ayant le plus inspiré le courant individualiste américain.

Lui-même a été grandement influencé par Pierre-Joseph Proudhon. Ce dernier, « père » du mutuellisme et de l'anar-

chisme, est, en dépit d'une traduction de son œuvre en anglais qui reste parcellaire, perçu comme un incontournable. De fait, le *mutualism* américain tire beaucoup de ses idées du proudhonisme, qui souhaitait la transformation de la société par la force de l'association et de la « réciprocité » : la création et la mise en circulation, grâce au crédit mutuel, d'un capital ouvrier permettant

de mettre sur pied un réseau alternatif de coopératives indépendantes du patronat. Les anarchistes américains adaptent ce programme à des pratiques militantes individualistes, proches de la désobéissance civile et de l'action directe. En outre, ils ne partagent pas le scepticisme de Proudhon à l'égard du libre-marché.

L'individualisme de Tucker : Occupancy & Use, Volontarisme et libre commerce

Critique à l'égard du collectivisme, autant étatique que libertaire, Tucker souhaite répondre au problème de la propriété privée par le principe de possession individuelle. Opposés au collectivisme, les libertariens de gauche reprennent l'idée proudhonienne de la propriété justifiée par l'occupation ou l'utilisation directe. La formule d'*Occupancy & Use* traduit ce concept. Ils vont néanmoins plus loin que Proudhon : tandis que le français était un légaliste, les militants américains se prononcent pour la reprise individuelle et la redistribution

de la propriété inutilisée, par des pratiques comme le squat. Tucker est aussi favorable au « volontarisme », qui postule que tout engagement de l'individu doit être expressément volontaire. Les volontaristes ne voient donc dans l'impôt qu'un vol ; ils rejettent également la démocratie, dans laquelle la majorité gagne le droit de soumettre la minorité. Tucker reconnaît néanmoins une limite à ce principe : dans le cadre d'une association de base, on peut être tenu de respecter les règles du groupe pour y participer.

C'est dans le cadre de ce volontarisme et de cette hostilité au collectivisme que Tucker et les mutuellistes américains adoptent le libre-marché. Il s'agit pour eux du système le moins coercitif : le travailleur doit pouvoir librement disposer du produit de son travail. Aucun collectif ne peut prétendre à aliéner l'individu de ce qu'il a créé lui-même. Cet argument éthique est celui qui domine dans un premier temps dans la défense du marché par les premiers individualistes américains.

Le « Big Four », ou comment l'État fait le capitalisme

Mais le principal apport, encore valable de nos jours, de Tucker à la pensée mutuelliste est le « *Big Four* », les « quatre grands monopoles ». A contresens de la doxa libérale, Benjamin Tucker s'attache à prouver que le capitalisme est intimement lié à l'État. Le « *Big Four* » représente quatre monopoles exercés par l'État en faveur des élites économiques. Ils sont : le monopole foncier, le monopole monétaire, le monopole sur les brevets et les tarifs douaniers.

Le monopole foncier est le principe selon lequel l'État impose le respect des titres de propriété, même dans le cadre de la propriété inutilisée. Comme nous l'avons vu, les mutuellistes répondent à cela en considérant que seule l'occupation et l'utilisation agissent comme des titres de propriété valables.

Le monopole monétaire, quant à lui, désigne le pouvoir de l'État dans le champ bancaire. L'État décide des conditions de création des institutions bancaires ; il contrôle aussi les taux d'intérêt. Dans son ensemble, ce monopole favorise les détenteurs d'un capital important, permet l'enrichissement par le simple prêt, et force ceux sans capitaux à payer des taux élevés quand ils empruntent. La solution à ce monopole consisterait à mettre fin aux barrières à l'entrée du marché bancaire. La multiplication des sociétés de crédit mutuel, donnant accès au crédit gratuit, permettrait de tirer vers le bas les taux d'intérêts et rendre au crédit son caractère d'outil économique.

Le troisième monopole sur les brevets indique le respect imposé par la loi à la propriété intellectuelle. Déjà dénoncée par Proudhon, cette propriété fait obsta-

cle à l'innovation et nécessite son abolition avec l'État.

Enfin, selon Benjamin Tucker, le dernier monopole, celui du protectionnisme, pose problème en permettant aux industries nationales, protégées de la compétition, de vendre leur production à des prix plus élevés qu'ils n'auraient été dans un cadre de libre-échange, ce qui touche plus durement le salariat.

Ces « Quatre grands monopoles » restent une référence auprès des mutuellistes modernes, car ils dévoilent en quoi le capitalisme dépend de l'État pour pouvoir exister. Mais les théories économiques de Tucker restent majoritairement basées à l'échelle des relations individuelles, et il faut attendre le mutuellisme moderne pour voir émerger une théorie macro-économique du « libre marché anticapitaliste ».

Le mutuellisme moderne : corporatisme contre « freed market »

Kevin Carson et le C4SS sont les principaux contributeurs à la modernisation du mutuellisme. Cette modernisation est liée à la formule du « *freed market* », le « marché libéré ».

La spécificité du travail de Carson réside dans le fait qu'il étudie les liens entre l'État et le capital dans un cadre historique. Il reprend la typologie des « trois époques de la civilisation » de Mumford, qui distingue *ère éotechnique* (l'ère pré-industrielle), *ère paléotechnique* et *ère néotechnique*.

L'ère paléotechnique, liée au développement de la machine à vapeur et l'avènement de la révolution industrielle, est une phase fondamentale dans la concentration du capital et de l'industrie. Cette période voit l'émergence d'un système de relation corporatiste dans lequel l'État et la sphère économique se relient. À travers le monopole sur les « tarifs », l'État met en place un protectionnisme favorable à la cartellisation et à la centralisation de l'industrie. La propriété privée est vue comme un droit inaliénable de l'individu.

À l'ère paléotechnique succède celle néotechnique. Elle voit le remplacement de la vapeur par l'énergie électrique, plus avantageuse, transférable sur de

longues distances. Cette ère, la nôtre, devait voir un processus inverse de décentralisation industrielle, mais malgré les nouvelles possibilités, rien de tel ne se réalise : L'État a intégré la structure économique de l'ère paléotechnique, et l'a appliquée aux technologies modernes. On voit l'émergence du productivisme, qui systématise et accélère ses chaînes de production : il s'agit de l'ère du fordisme et de l'obsolescence programmée. Cette constitution économique n'est pas un processus « naturel ». Si Proudhon postulait que toute industrie, laissé au libre marché, se dirigerait vers la création de monopoles, les mutuellistes modernes, au contraire, sont partisans de la théorie des « rendements d'échelle décroissants ». Cette conception veut que plus une firme est massive, plus elle sera bureaucratisée et inefficace. Dans un marché « vraiment libre », la grande industrie n'a pas de viabilité, car elle ne ferait pas face à ses dépenses exponentiellement croissantes.

Le marché, à l'ère néotechnique, n'est de fait pas véritablement libre. L'État y interfère pour y préserver la concentration du capital et les intérêts des détenteurs de la propriété, en participant aux dépenses des industries, à travers le corporate *welfare* (NDLR : le soutien aux entreprises) et les subventions en matière de transports, d'énergie, d'infrastruc-

tures. Les « barrières à l'entrée » du marché (les prérequis à la création d'une entreprise) et l'inégalité créée par les pratiques de prêt complètent ce cadre favorable au grand capital. Contre cela, les mutuellistes défendent l'idée d'une société « organiquement » constituée, décentralisée, dominée par des communautés axées sur l'autosuffisance, résilientes face aux chocs économiques. Les petites coopératives ainsi que l'industrie domestique développée constitueront les principaux acteurs économiques. Ces éléments peuvent ensuite s'accorder entre eux sur un marché « libéré » de l'État. Le « *freed market* » s'inscrit aussi dans l'environnementalisme : il condamne le productivisme au profit d'une petite industrie durable, locale, et adaptée à la demande.

C'est ainsi que le mouvement mutuelliste américain tente de justifier le libre-marché par l'anticapitalisme.

Becker & Rosenklippe

1) Center for a Stateless Society, ou centre pour une société sans état. Pour les anglophones, voir le site web à c4ss.org [NLDR]

2) Notice wikipedia : https://fr.wikipedia.org/wiki/Libertarisme_de_gauche [NLDR]

POUR UNE SOCIOLOGIE POLITIQUE DU CAPITALISME : DESTRUCTION DE L'ÉCHANGE, ENSECRÈTEMENT ET DÉNI : OÙ COMMENT UN SYSTÈME AUSSI IMMORAL RÉUSSIT À PERDURER. (2E PARTIE)

La destruction des termes de l'échange par le capitalisme commercial

Cette rupture de la cohérence des échanges entre individus par le capitalisme provoque inévitablement la destruction des termes de l'échange non capitaliste : l'échange réciproque.

Historiquement, la première forme d'échange réciproque est le don et le contre-don. Dans son « *Essai sur le don* » publié en 1925, l'anthropologue Marcel Mauss a montré que le don est au fondement de la vie sociale car l'obligation de donner, de recevoir et de rendre est la condition de l'échange entre groupes sociaux différents. Si les raisons fondamentales de l'échange sont multiples, deux sont vitales : l'une parce qu'elle permet à un groupe de se reproduire par l'échange de femmes, condition de la prohibition de l'inceste qui touche toutes les sociétés (Lévi-Strauss 1968) et l'autre parce qu'elle évite la guerre : on n'entre pas en conflit avec quelqu'un qui nous est redevable ou auquel on est redevable. Ce dû n'est basé ni sur un rapport de force ni sur la raison économique ce qui fait que c'est son existence même qui est centrale (et non pas sa simple mesure) car elle conditionne la possibilité de la vie sociale. Comme le don implique le contre-don, ce n'est donc pas une action généreuse et il ne s'inscrit pas non plus dans une logique d'intérêt. La relation avec autrui qui passe par l'obligation de donner, de recevoir et de rendre, s'inscrit toujours dans les deux logiques. L'intégration sociale s'effectue ainsi par le biais de la participation à l'échange et comme le don appelle le contre-don, il instaure également le principe de reconnaissance politique mutuelle.

Mais le capitalisme nie les termes de l'échange réciproque car il s'affranchit des règles sociales les plus fondamen-

tales. Nous l'avons dit plus haut, sa première forme est le capitalisme marchand au XVIe siècle. Sa doctrine en est le mercantilisme, qui fonde la richesse des États sur l'accumulation des réserves d'or et d'argent : la puissance du prince repose sur l'or et sa collecte par l'impôt, elle s'appuie sur les marchands et favorise le développement du commerce au long-cours, les excédents commerciaux devant permettre de financer l'industrialisation du pays. C'est ce qui va justifier la colonisation et le pillage de l'Amérique Latine dès la fin du XVIe siècle : toutes les ressources naturelles et humaines ont été transformées en capital européen d'abord, puis nord-américain ensuite. Cette masse gigantesque de capitaux arrachés à l'Amérique latine va favoriser l'investissement en Europe, financer directement la création de manufactures et ainsi impulser l'industrialisation, empêchant le développement des pays pillés. Selon les données officielles citées par Eduardo Galeano dans son ouvrage « *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine* » (Plon 1971), 90% de la population indienne du Mexique disparaît au cours du XVIe siècle (de 25,5 millions à 1,5 millions), 95% de celle du Pérou, principalement dans les mines, d'où le recours à la déportation et à la mise en esclavage de millions d'Africaines et d'Africains dès la fin du XVIe siècle. Toujours selon la même source, entre 1521 et 1660, ce sont 18 000 tonnes d'argent et 200 tonnes d'or qui sont transférées en Espagne. Au XVIIIe siècle, la Grande-Bretagne devient la première puissance mondiale grâce à l'or du Minas Gerais et au commerce des esclaves. La négation du statut d'Homme des non-Européens par les pays d'Europe occidentale légitime l'exploitation

sans limite des richesses et des habitants ce qui débouchera sur des génocides. Le capitalisme procède donc par un échange particulier : celui qui, pour maximiser son profit, va jusqu'à détruire le partenaire de l'échange. En effet, son moteur est d'abord un processus d'extorsion de richesses puis l'exploitation des classes ainsi spoliées par un usage capitaliste de ces richesses. Il s'appuie donc dès sa naissance sur la force : les négociants sont toujours accompagnés d'une armée fournie par l'État. Ils entrent en relation, offrent des présents et en reçoivent puis ils négocient et trahissent leur parole, menacent et tuent pour posséder des richesses déjà constituées. La vertu pacifiante de l'échange réciproque, du fait des forces morales qui l'encadrent, disparaît, les fraudeurs sont quant à eux légitimés par le capitalisme car celui-ci admet la possibilité de soumettre totalement autrui, jusqu'à l'acheter et le réduire en force de production (en temps de paix), ou bien le tuer (en temps de guerre).

Comment ce système, destructeur des populations et de la nature depuis plus de cinq cents ans, peut-il perdurer malgré les multiples résistances qu'il rencontre ? Examinons donc cette première hypothèse de l'ensecrètement.

Le sociologue allemand Werner Sombart, qui, par ailleurs, n'était pas révolutionnaire pour un sou, écrivait dans son ouvrage « *Le capitalisme moderne* » paru en 1902 : « *Le capitalisme domine le monde et fait danser nos hommes d'État comme des marionnettes sur un fil* ». L'ensecrètement est une technique permettant de relier une marionnette à son contrôle (la croix d'attelle) par des fils en équilibrant le fantoche afin qu'il se déplace harmonieusement. Il donne



donc vie à la marionnette. Il s'agit de l'élément constitutif de l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire de l'activité de justification de cette exploitation. Comme les valeurs du capitalisme sont contradictoires avec les aspirations sociales fondamentales, cette légitimation ne peut être réalisée sans la construction d'un artefact (au sens de création artificielle) dont le cœur est l'idéologie libérale, et qui masque les véritables ressorts de l'économie capitaliste. Son fondement le plus puissant est une conception instrumentale de la science et de la technique au service de la communication, communication qui intègre à la fois la soumission du pouvoir politique, l'utilisation des organes de presse, la publicité et un usage spécifique de la science. Le principal enjeu de l'ensecrètement est de dissocier l'acte de production de celui de la consommation afin que leur acteur commun ne puisse pas les relier comme nous l'avons vu au début de cet article. Il s'agit bien de masquer l'exploitation de l'humain (le travail), de la nature (la terre) et des échanges (la monnaie) en vue de soustraire ce système de production et ces règles à la vue et

au contrôle de la collectivité à laquelle elles s'imposent, quitte à manipuler « l'opinion ». La régulation de l'économie capitaliste est assurée par un nombre limité d'acteurs au pouvoir non légitime, non démocratique, par cooptation (le FMI et l'OMC en sont les meilleurs exemples). Il faut donc faire croire à la possibilité de pratiques sociales objectivées, indépendantes de tout choix politique, généralement en leur donnant une apparence scientifique, d'où le détournement des mathématiques, de la physique, de la chimie pour ce qui concerne les sciences expérimentales. Mais les sciences humaines ne sont pas épargnées non plus : la science économique dévoyée par une dizaine d'économistes néo-classiques à la fin du XIXe siècle, l'utilisation de la sociologie à des fins de marketing, de management... On assiste donc à une mise sous tutelle par une réduction simplificatrice ou instrumentale appliquée aux sciences qui se retrouvent ainsi réduites à l'état de techniques. L'exemple des normes est assez éclairant : il y a une redéfinition des normes en termes de nécessités techniques en lieu et place de la définition historique du droit,

droit qui est une science normative, qui se construit dans le temps long, à travers les conflits sociaux et politiques (comme par exemple le droit du travail). Comme les procédures sont souvent très complexes, si des acteurs veulent contester, il leur faut des moyens financiers et politiques considérables, inaccessibles à un grand nombre d'entre eux, publics ou privés, y compris parfois à des États. Le summum de l'ensecrètement est de faire accepter l'idée que des décisions politiques se résument en des ajustements techniques s'appuyant sur des résultats scientifiques et ayant par conséquent valeur universelle : on prolonge par exemple l'utilisation du glyphosate (ajustement technique s'appuyant sur nombre d'études bidonnées) sinon le revenu des agriculteurs diminuerait de 30%... L'utilisation de la science par le capitalisme justifie ainsi des réponses de nature technique à des questions d'ordre politique ce qui engendre un déficit sur le champ de la décision démocratique au profit du pouvoir des experts.

François.
Groupe Nous-Autres

SOIGNER LES SYMPTÔMES PLUS QUE LE MAL : LE PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE 2019.

Réflexions sur l'économie expérimentale et le prix Nobel de Duflo, Banerjee et Kremer.

Tous les ans en Octobre est annoncé le « Prix Nobel » (Prix de la banque de Suède) d'économie. Si, et c'est désormais devenu un classique, il est normal de rappeler que ce prix émane d'un certain point de vue sur l'économie, généralement plutôt libéral, il demeure intéressant de s'intéresser aux lauréats pour observer la tendance de la recherche dans la discipline.

Cette année les lauréats sont Abhijit Banerjee, Esther Duflo et Michael Kremer. Pour les profanes ces noms ne disent peut-être rien, mais pour les économistes ils sont bien connus et ce prix n'est pas une surprise. En effet depuis les années 1990 l'économie connaît ce qu'on a pu appeler un « grand tournant expérimental ». Suite à des décennies d'évolution, avec notamment au début des années 1970 la réfutation de la théorie de l'équilibre général qui avait structuré la discipline pendant un demi-siècle ou encore la tendance des économistes à intégrer toujours plus de variables « réalistes » dans leurs modèles (normes, institutions, structures sociales, etc.), l'économie en tant que discipline a connu une croissance massive des études expérimentales. Cela a commencé avec les études en laboratoire suite à l'import de la psychologie comportementale en

économie (ce qu'on a appelé *behavioral economics*), puis dernièrement avec l'import des processus d'expérimentation de terrain issu de la médecine (la *evidence-based medicine*). L'idée de ces nouvelles études est simple : à l'aide des procédés statistiques de la médecine expérimentale on peut isoler les résultats spécifiques à l'intervention des expérimentateurs, notamment par la sélection de groupes randomisés (choisis aléatoirement, de façon à neutraliser les différentes variables d'âge, de classe, de genre etc.). Ces méthodes ont été utilisées à grande échelle par Banerjee, Duflo et Kremer en économie expérimentale, notamment dans le champ de l'économie du développement.

De fait, depuis désormais 30 ans ces expériences se sont multipliées et il en a été conduit plusieurs centaines partout dans le monde, attirant un nombre croissant de financements. Dans les années 1990, notamment au Kenya, les expériences ont commencé dans des écoles, ou il s'agissait de pouvoir faire le lien entre l'absentéisme des enfants et certaines variables d'intervention. Par exemple Kremer a montré que l'absentéisme baissait de 25 % chez les enfants dans les classes lorsqu'on leur donnait un traitement vermifuge pour

les vers d'estomac. Ainsi l'idée est de sélectionner quelles sont les mesures les moins coûteuses qui produisent le plus de résultat. En bref : comment être le plus efficace et tirer le maximum de bénéfice de moyens limités.

De ce fait ces économistes ont reçu le Nobel pour leur « approche expérimental visant à diminuer la pauvreté dans le monde ».

Depuis 30 ans plusieurs critiques ont été faites à l'économie expérimentale, sur des critères scientifiques. En vrac on peut citer la question de la « validité externe », à savoir si les études menées peuvent avoir une validité au-delà du terrain d'expérimentation, et donc si ces études participent à la production de connaissance scientifique générale ; ou encore la question des présupposés théoriques de ces expérimentations, qui demeurent fondées, malgré leur agnosticisme affiché, sur la théorie du choix rationnel qui opère comme un benchmark (c'est-à-dire que cette théorie est toujours utilisée comme la norme que les individus devraient réaliser mais qu'ils ne réalisent pas de fait de leur irrationalité ou de leurs biais cognitifs).

Le remède et le mal.

Mais de mon côté je vais davantage m'intéresser dans ce court article à une critique générale qui me semble importante dans le cadre de ces études expérimentales, à savoir le focus de celles-ci : il s'agit à chaque fois de résoudre des problèmes structurels et systémiques via des micro-interventions.

Le focus de l'économie expérimentale porte en effet principalement sur des interventions sur des variables spécifiques : lutter contre l'absentéisme par des traitements peu cher comme le vermifuge, con-

tre la maladie en donnant des moustiquaire, etc. Il ne s'agit pas de dire que ces interventions n'ont aucune valeur en soi, une association de terrain qui mèneraient ces interventions avec des moyens limités ne poserait pas de problèmes per se. Néanmoins lorsque ce sont des chercheurs à la tête de réseaux bien financés et dans des équipes de plusieurs centaines de personnes qui sont récompensés pour ces actions, tout en étant encensés par le comité Nobel comme étant à la pointe de la lutte contre la pauvreté au niveau mon-

dial tout cela prête à sourire.

En effet le tournant expérimental en économie du développement a mené à une certaine dépolitisation du problème, à savoir que d'une discipline qui se posait des problèmes d'impérialisme, de conséquences de la colonisation, d'inégalités mondiales des richesses, on est passé à une discipline gestionnaire, identifiant des micro-problèmes à résoudre de façon technique : bref la discipline est passé du diagnostic politique à une simple technique de résolution de problèmes.



Or il faut bien noter que récompenser des auteurs qui incarnent d'une certaine façon ce tournant n'est pas anodin, puisqu'il s'agit de soutenir qu'il n'y aurait de solution du problème de la pauvreté de façon rigoureuse et acceptable qu'à la marge. Arrêtez donc de vous questionner sur l'inégalité des richesses, sur la concentration de celles-ci de façon toujours plus importante dans un nombre toujours plus restreint de mains, arrêtez de vous interroger sur l'impérialisme, la destruction des pays par des puissances carnassières, sur le caractère prédateur de certains États, sur la géopolitique mondiale, sur les problèmes climatiques causés par ces logiques globales, car les seules solutions sont locales, expérimentales, et visent des

problèmes ciblés. Arrêtez de faire de la politique, bienvenue dans la technocratie. Bien sûr on pourra répondre ici que les deux choses ne sont pas contradictoires : on peut tenir des discours généraux tout en menant des actions ciblées, penser global agir local. Cependant ce contre-argument n'est pas tout à fait vrai. Lorsque les seules pratiques et discours qui sont valorisés sont les plus dépolitisés, les plus restreints et les plus techniques, il n'est plus possible structurellement de faire entendre une voie discordante. Cette conséquence est d'autant plus vraie au sein de la discipline économique en question la tendance structurelle du champ est dominée par des impératifs de production scientifique et que la reconnaissance est

captée par ces approches qui brossent dans le sens du poil l'idéologie globale des dirigeants politiques – mais dont la sociologie ne doit pas être très éloignée des personnes qui décernent le prix – toute pensée hétérodoxe devient proscrite car inaudible.

Comme souvent en soignant les symptômes les causes demeurent inaperçues, et ces approches remplissent donc une fonction idéologique identifiable, garantir l'éthique du système et rendre le monde acceptable.

NCJ
Groupe Graine d'Anar Lyon

61ÈME CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE - RENNES - 2004

DU DÉVELOPPEMENT À LA DÉCROISSANCE

Motion de soutien adoptée au 61ème congrès de la Fédération anarchiste réuni à Rennes les 29, 30 et 31 mai 2004

Le développement des forces « productives », conçu par le capitalisme comme la finalité de l'histoire, a engendré une nouvelle religion, celle de la croissance économique. Selon les promesses de l'idéologie libérale, le bonheur devait se mesurer à l'aune du PNB.

Après un demi-siècle de « progrès », le vaste chantier des « modernistes » prend des allures de ruines. L'homme est atteint dans sa chair et dans sa dignité : aliénation par le travail, chômage, précarité, stress, solitude, mal-être, etc. Les inégalités sociales, tant entre pays riches et pays pauvres qu'à l'intérieur de chaque nation, n'ont jamais été aussi fortes. Allumés et entretenus essentiellement pour des enjeux stratégiques, les conflits armés germent sur tous les continents. Mais, surtout, parce qu'il met gravement en péril les générations futures, le bilan lié à l'environnement s'avère proprement désastreux. L'empreinte écologique globale de l'humanité (c'est-à-dire le niveau d'épuisement des ressources et de perturbation des mécanismes régulateurs) dépasse d'ores et déjà de 20 % les capacités biologiques de la Terre. À plus ou moins long terme, si l'on maintenait les tendances actuelles, il nous faudrait des ressources équivalent à plusieurs planètes. La croissance n'est plus possible.

Pour remédier à cette situation, le « développement durable » est désigné par les détenteurs du pouvoir (politique, économique, médiatique, etc.), ainsi que par la fraction altermondialiste qui rêve d'« humaniser » le capitalisme, comme la panacée. Mais la supercherie ne résiste pas à une réflexion un peu sérieuse. L'ambiguïté même du terme en assure le succès : elle masque le problème en donnant l'impression de le résoudre. Pis, elle déplace un problème pour en créer un autre, plus épineux. Pour les bénéficiaires de la « mondialisation », il ne s'agit nullement de remettre en cause

le principe d'économie libérale, mais de faire accepter les règles de l'Organisation mondiale du commerce, avec la perspective, pour quelques centaines de multinationales, de privatiser un peu plus des domaines vitaux comme l'eau, l'alimentation, la santé. Le marché est chargé de remédier à la destruction de la planète infligée par... le marché, la seule concession consistant à en atténuer les dégâts les plus visibles, pour autant que subsistent les profits.

Puisque l'impact écologique met en évidence un « sur-régime » par rapport aux ressources de la planète, il faut s'orienter vers une décroissance physique, c'est-à-dire réduire progressivement la quantité de matières premières et d'énergie mise en jeu. La décroissance n'est pas un choix idéologique ; elle est une nécessité absolue.

Si aucune société n'est écologiquement innocente, c'est-à-dire si le développement de l'humanité s'accompagne toujours d'une transformation du milieu, c'est bien la course au profit, à l'accumulation, avec la création continue de besoins artificiels, qui produit une accélération fulgurante de la dégradation des écosystèmes. Le préalable à la mise en œuvre de cette décroissance est donc la disparition du capitalisme. Parce que ce système a besoin d'une croissance pour survivre, parce que sa logique propre est une dynamique suicidaire, il ne peut accomplir cette décroissance... sauf à supprimer massivement les populations pauvres, c'est-à-dire à perpétrer des génocides.

La deuxième condition est la suppression de l'État, dans la mesure où cette dynamique capitaliste ne s'accélère qu'avec la collaboration des différents gouvernements : multiples subventions, mise en place d'infrastructures, prise en charge par la puissance publique de la formation, de la recherche, des coûts environnementaux, des pertes finan-

cières, cadre juridique sur mesure... Ne pas s'atteler à la disparition de l'État reviendrait à épargner un pilier fondamental du système et un adversaire redoutable, et donc à rendre impossible la transformation profonde de la société.

Toute solution qui ferait l'économie d'une redistribution des richesses serait fatalement vouée à l'échec. Pour que la décroissance puisse être maîtrisée par les différentes populations, pour qu'elle n'ouvre pas la voie à la barbarie des conflits pour l'appropriation des ressources ou aux mesures draconiennes d'un totalitarisme, le problème doit impérativement être posé dans une perspective d'égalité économique et sociale, la gratuité des services publics pouvant constituer un levier essentiel dans cette construction. Si la démarche individuelle de simplicité volontaire, c'est-à-dire l'adoption d'un mode de vie différent peut représenter la base « philosophique » d'une société soucieuse des générations futures, il est clair que la somme des comportements individuels écologiquement « responsables » ne saurait suffire, loin s'en faut, à édifier une société de décroissance. Ne serait-ce que parce que les domaines les plus dévoreurs d'énergie et de matières premières (complexe militaro-industriel, transports, agriculture, etc.) relèvent de politiques globales, et donc de décisions collectives. Il serait illusoire de penser que nous pourrions faire l'économie d'une révolution.

Parce que la maîtrise par chacun de sa propre existence, parce que la définition par chacun de ses propres besoins ne peuvent en aucun cas justifier une production boulimique, source d'un travail aliénant, seule une société fédéraliste, autogestionnaire peut assurer conjointement l'égalité économique, la justice sociale et la préservation des ressources naturelles.

Fédération anarchiste

65ÈME CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE LE VILLARD – 2008 MOTION SUR LA DÉCROISSANCE

Motion d'orientation adoptée au 65ème congrès de la Fédération anarchiste réuni au Villard les 10, 11 et 12 mai 2008

En 2008, le constat d'une crise environnementale globale (épuisement des ressources, effet de serre, déforestation, dégradation de la biodiversité...) est désormais largement partagé.

Partout, la réponse des tenants du système capitaliste consiste à désamorcer la contestation en organisant le consensus autour de fausses solutions. En France, cette stratégie s'est traduite par l'organisation d'un Grenelle de l'Environnement. Les solutions proposées visent avant tout à offrir de nouveaux débouchés au complexe industriel. La fuite en avant technologique aboutit à des aberrations, comme les agro-carburants, dont le développement entre directement en concurrence avec la production alimentaire et accélère la déforestation.

Face aux ravages causés par le développement durable... du système capitaliste, les populations en sont réduites en France à contester la baisse de leur pouvoir d'achat tandis que dans plusieurs pays éclatent des émeutes de la faim.

Le système connaît aujourd'hui un basculement. Si aucun gouvernement ne le reconnaît encore, ce sont bien les limites physiques de la planète qui sont largement dépassées : nous savons que, désormais, le coût du pétrole ne baissera plus.

Le discours dominant s'enferme dans une attitude schizophrène : poursuivre la logique productiviste en accélérant la croissance (rapport Attali) tout en culpabilisant les individus par rapport à leur consommation (discours de Nicolas Hulot). Le démantèlement des services publics participe en ce sens à la disparition de toute gestion col-

lective en limitant ses prestations aux seuls individus solvables.

Insister sur les solutions technologiques et entretenir l'illusion d'une croissance propre permet à la classe dirigeante d'éviter le niveau politique, notamment les questions explosives de la répartition et de la redéfinition des richesses. En effet, le capitalisme, qui tire profit du gaspillage des ressources, est condamné à la croissance. Sur une planète peuplée de neuf milliards d'individus en 2050, il n'y aura pas d'avenir durable, sans un ralentissement du cycle production-consommation. La seule perspective est une forte réduction de la sphère marchande et donc une diminution du temps de travail (travailler moins pour vivre mieux), bénéfique tant pour l'individu que pour la société : développement du relationnel, usage optimal, social et économe des biens et des services produits.

La relocalisation de l'activité économique doit permettre de renforcer l'autonomie des individus. Toutefois, il faut se garder de toute tentation autarcique de repli sur soi : aucun îlot écologiste ne pouvant survivre dans un océan capitaliste, l'objectif reste l'élimination du système capitaliste.

Contrairement au projet réformiste de décroissance soutenable, nous réaffirmons qu'il est parfaitement illusoire de s'en remettre à l'État, alors que celui-ci depuis toujours concentre les moyens et oriente la production au service des multinationales (subventions, infrastructures, recherche et développement, crédits de formation, privatisations, externalisation des coûts, prise en charge des pertes financières, etc.).

La participation d'écologistes dans les in-

stitutions montre que les étapes vers l'accession au pouvoir sont jalonnées de tous les renoncements et de toutes les trahisons. L'autolimitation de l'activité humaine tenant compte des capacités de la planète ne peut résulter que des individus eux-mêmes, s'autogérant et se fédérant entre eux : c'est justement le projet de société libertaire ! La croissance est vitale pour le capitalisme, la décroissance lui est mortelle.

Un certain nombre de pratiques alternatives existent dans la société actuelle, préfigurant un autre futur. Mais aucune autre société ne sera possible tant que ne sera pas mis fin à l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, les pays riches se satisfont de pseudo-progrès en matière d'environnement alors qu'ils tirent leur niveau de consommation insoutenable de l'exploitation des pays du Sud.

Désormais, nous savons que la décroissance est inévitable, et l'humanité se trouve face à un choix décisif, l'organiser ou la subir : écologie sociale ou barbarie !

Ne pas rompre définitivement avec la croissance, c'est condamner les populations à un avenir proche dans lequel les classes dirigeantes imposeront des restrictions toujours plus sévères au prix d'un contrôle social toujours plus fort et de populations livrées à toutes les guerres et à toutes les pénuries.

A l'opposé, la Fédération anarchiste est porteuse d'un projet qui permet aux individus de gérer la société eux-mêmes : une révolution sociale, écologique et libertaire !

Fédération anarchiste

COLLAPSOLOGIE ET LUTTE DES CLASSES... FASCISMES OU ANARCHIE, PAS D'ALTERNATIVES

Il se réveilla au milieu d'une brume épaisse, il prit conscience qu'il était enchaîné dans un immense navire, avec une rame dans les deux mains... à l'avant il devina un homme et une femme, qui étaient les chefs. L'une dirigeait l'enchaînement des rameurs et rameuses et l'autre distribuait une boisson agréable et de la poudre qui donnait à certains de la force et de la joie pour ramer... Il ne savait pas à quelle vitesse, ni où on allait, ni même pourquoi mais ça c'était une autre question.

Il constata que certains n'avaient pas de drogue ou d'une autre couleur mais recevaient des coups de fouets... d'autres n'avaient ni chaîne ni drogue et avaient l'air très mal en point, ils avaient comme tatouages : Libye, Somalie... Certaines avaient des chaînes en laine et faisaient semblant de boire la drogue, Rojava, Chiappas, Zomia...

Les plus gras des rameurs avaient des chaînes très jolies, très solides, mais avec des protections pour ne pas blesser et ils et elles avaient de grosses doses de poudre et en plus des masques de nuit pour ne pas voir le reste...

Ils se murmuraient qu'on allait très vite et droit vers l'abîme... que les capitaines allaient tous nous tuer... Les échanges s'amplifiaient...

D'aucuns voulaient convaincre les capitaines de ralentir, d'autres de faire demi-tour... D'autres disaient encore, le bateau va trop vite, il faut construire un petit radeau à côté, certains voulaient le faire avec les capitaines, d'autres sans... Il en étaient, nombreux, qui prônaient la révolte pensant que de toute manière les capitaines couleraient le radeau... parmi ces partisans une bonne partie voulaient tuer le capitaine qui distribuait la drogue et convertir l'autre à leur révolte. L'autre partie voulait mettre par-dessus bord les deux. Enfin quelques-uns, dont celui qui venait de se réveiller, pensaient qu'il fallait éliminer le plus vite possible les deux capitaines, arrêter de ramer, mais que l'inertie allait quand même nous entraîner dans l'abîme et qu'il fallait se protéger au maximum. Il s'agissait d'une révolte et d'une révolution urgente où les paramètres d'existence étaient incertains.

Malgré tout, une partie des gens, les plus gras, avaient si peur d'entendre ces rumeurs, qu'ils gardèrent leur masque de nuit, ou baissèrent les yeux lorsque les coups commencèrent à pleuvoir. Ceux-ci étaient prêts à tout de la part des capitaines pour garder leurs rêves...

Je me suis fait traiter de collapsologue avant même de n'avoir entendu ce terme. J'étais arrivé à certaines conclusions sur notre mode de vie, de par des lectures scientifiques, d'une vie proche de la nature ainsi que d'une formation d'historien.

Depuis environ 2 ans, je recevais des réactions de plus en plus violentes (que je n'avais pas il y a dix ans), lorsque je mettais des faits côte à côte. Les personnes, prêtes à entendre une critique radicale du système et de son état en fait ne l'étaient pas si cela remettait leur mode de consommation où brisait leur rêve progressiste bien ordonné.

Mon propos ici n'est pas de convaincre, ou, pas sur les impasses et dégâts de notre civilisation industrielle, elle est largement partagée chez les libertaire aujourd'hui.

Néanmoins, une certaine confusion vient du fait de quatre cycles ou étapes de temporalités différentes qui d'un point de vue super-historique se conjuguent aujourd'hui :

- une crise de cycle du capitalisme (crise économique régulière, 1929, 2008...)
- une crise du capitalisme industriel et de ses conséquences (2 siècles)
- le déclin de l'empire occidental (en gros depuis son apparition au XVIe)
- les limites environnementales atteintes du mode de vie sédentaire et de l'extension étatique (6 à 8000 ans).

Des polémiques viennent dans un débat car les interlocuteurs ne parlent pas du même niveau.

L'effondrement dû à la conjugaison de ces 4 cycles est un fait. Il est en cours. Il est même au passé pour les 2500 disparus (au 11 septembre) de l'ouragan Dorian aux Bahamas ou les 1500 morts de la canicule de l'été 2019 en France (1).

Il nous faut réfléchir sur les impacts et interprétations de la collapsologie, comme l'est l'utilisation médiatique des pouvoirs publics sur le changement climatique et la chute de la biodiversité.

La collapsologie est simplement d'avoir une approche transversale des limites (2) atteintes et dépassées par l'homme par rapport à un système Terre. Sur chaque limite il y a des solutions, mais cela part du principe que les choses puissent être

hermétiques or ce n'est pas possible : l'utilisation du carbone et l'effet de serre sont liés, des prix bas à la consommation et le prix des énergies fossiles... les énergies renouvelables industrielles et les métaux « rares » ... à sept milliards où il est très délicat de dire aux plus pauvres qu'ils ne doivent pas avoir le même mode de vie que les plus riches...

Comme je l'écrivais, dans l'article : « Pour l'exploitation du gaz de schiste (3) », j'avais constaté que les personnes, y compris les plus révolutionnaires, fondaient dans la ZAD du coin pour dénoncer tel ou tel projet industriel extractiviste, ou autre, mais devenaient violents quand je leur demandais pourquoi ils y allaient en voiture en consommant du pétrole. Pétrole qui est exploité dans des conditions environnementales et humaines bien plus horribles que ne le serait un projet de gaz de schiste ici, comme au Nigeria, avec des conditions de vie effroyables dans le delta du Niger. Les mêmes syndicalistes deviennent agressifs, si l'on met en avant que l'on ne peut défendre les droits de salariés ici et ne pas porter sans réfléchir et dénoncer des vêtements faits par des enfants (la plupart de notre textile vient du Bangladesh). Quand un syndicaliste me dit que « si on réfléchit, on ne fait rien » ... je me dis qu'on a bien perdu du terrain depuis 1895 !

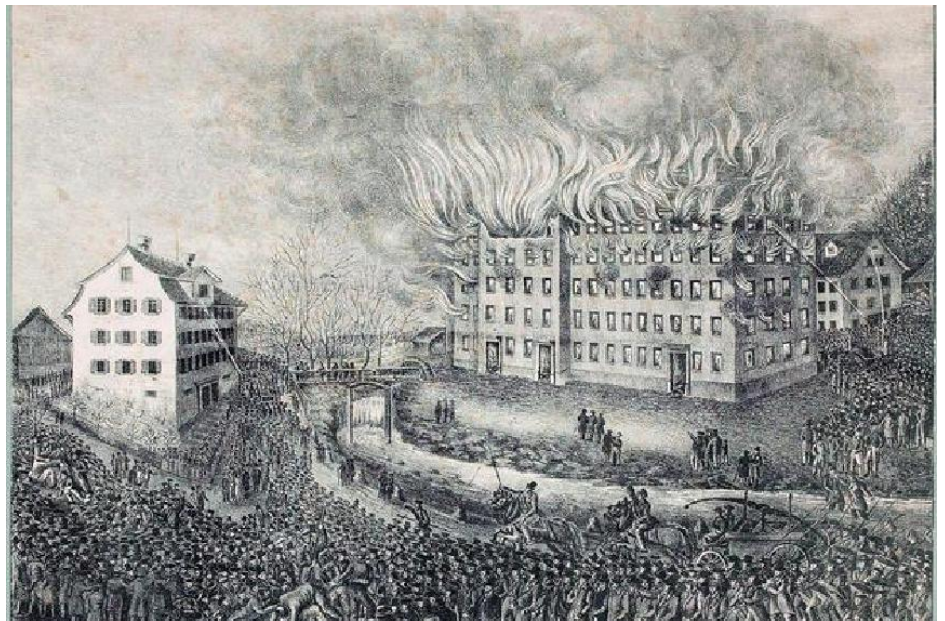
Il ne s'agit pas de se promener tout nu et de manger des feuilles sur les arbres, nous sommes englués dans un système et il ne sert à rien de s'en extraire seul. Cependant nous nous devons d'être cohérents et conscients. Un processus révolutionnaire doit s'appuyer sur une vision d'ensemble. Tant d'un point de vue sans frontière, que d'un point de vue des différents processus historiques.

Après m'en être fait « traité de », j'ai donc cherché ce qu'était la collapsologie, et lu Pablo Servigne que je connaissais déjà par son ouvrage *L'Entraide*, hommage à Kropotkine (4). Pablo se définit plutôt comme libertaire. Je n'ai rien appris de véritablement nouveau sur chacune des impasses de notre (nos) civilisation(s), si ce n'est cette inter-connectivité, une approche rapide de l'ensemble des phénomènes. Quand même un choc : tout ça ! On en est là ! Mais les faits sont têtus. Après quelques semaines de flottement, la lecture de classe a vite repris sa place, mais avec une nouvelle perspective : l'urgence. Abatte ce système le plus vite possible.

Si l'impasse d'une certaine manière de vivre des humains date du néolithique, période où l'homme a commencé à prélever plus que ne pouvait donner l'environnement, et détruire des continents

entiers, il y avait réversibilité sur nombre de paramètres jusqu'à il y a quelques décennies. La chute actuelle, entraîne, notre civilisation, toutes les civilisations sédentaires, mais également les autres manières d'être humain et peut-être une grande partie du vivant pour longtemps (5).

Si je parle du néolithique c'est parce que c'est l'invention de la propriété privée et très vite de l'État. Comme des tumeurs, ces petits phénomènes ont en quelques milliers d'année tout enveloppés avec comme apothéose les phases de colonisations des XIXe et XXe siècles. Désormais la très grande majorité des gens ne peut penser sans l'État et sans le capitalisme. C'est comme le concept d'athéisme au Moyen Âge, il était écrit, c'était une théorie mais il était foncièrement inconcevable pour l'esprit dans un système entièrement chrétien.



La peur de l'effondrement conduit aux fascismes, son analyse à l'anarchisme

La collapsologie, en fonction de là où on part politiquement et socialement, va avoir des effets différents sur les comportements et c'est là où notre rôle politique doit prendre sa place pour marteler que l'État, la bourgeoisie et la technologie ne nous sauveront pas ! Cette sainte Trinité : État, Capitalisme et Technologie. Rares sont les gens qui dénoncent les trois en même temps.

Les étatistes, surtout de gauche, vont jusqu'au bout être dans le déni. S'ils découvrent l'urgence, ils sont alors persuadés comme une croyance religieuse, que forcément l'État, sait ce qu'il faut faire. La peur de l'effondrement va donc conduire les classes moyennes citadines consuméristes (même dans la sobriété

avec leur gobelet en carton et leur AMAP qui vient les livrer en centre-ville) à défendre leurs libertés individuelles hétérodoxes mais à accepter, voir à réclamer un État autoritaire sur les classes travailleuses remuantes en raison des risques écologiques et économiques. L'auxiliaire de vie ou la peintre en campagne n'ont qu'à prendre leur trotinette électrique (6). Applaudir les manifestants à Hong-Kong tout en se disant qu'il ne faut qu'ils aillent trop loin quand même...

D'autres étatistes, pour les mêmes raisons de limites des systèmes, vont demander un renforcement des frontières et l'ordre moral. Notre vie est dure, il faut de l'ordre. Il faut plus de police mais pas contre les mêmes personnes... Le pre-

mier groupe contre les pauvres, les beaufs et les ruraux. Le second contre les migrants, les citadins, les assistés (7)... La base du fascisme est un miroir de soi-même. Ils sont tous d'accord pour des circuits courts pour l'alimentation, mais pas d'accord pour se passer de café ou de chocolat et encore moins de le payer dix fois plus cher, si les ouvriers du Sud étaient payés comme les travailleurs du Nord. La gauche consumériste accepte les immigrés car elle veut elle-même voyager à l'autre bout de la planète. Ceux qui refusent les immigrés n'ont pas eux-mêmes les moyens de voyager. De deux manières, le phénomène d'effondrement, qu'il soit diffus sans être explicite ou à demi-conscient, permet à la bourgeoisie d'avoir une base qui sou-

tient un État fort dans la répression. Macron et Le Pen sont deux solutions pour renforcer l'État, pour protéger au maximum leurs intérêts...

Bolsonaro, Trump, Modi (8), Orban, Salvini (et bien d'autres) peuvent être identifiés à un phénomène « château fort et ordre moral ». Construire des frontières pour se protéger de ceux qui fuient les changements climatiques et leurs conséquences, ce « barricadage » est une réaction à l'effondrement en cours. Il ne faut pas douter que le pré-fascisme Macronien (9) fera des émules en fonction des mouvements sociaux à venir. Le rapport Yellow Hammer qui vient de sortir ce jour (11/09) montre bien qu'une simple fermeture de frontières va obliger le gouvernement britannique à un pouvoir autoritaire plus ou moins long (si le Brexit a lieu). Brexit qui montre que nos économies sont tellement imbriquées et à flux tendu qu'elles n'ont aucune capacité de résistance et qu'il y aura des effets dominos (10).

Si on sort un peu de l'imaginaire à la *Walking Dead*, il faut constater que l'effondrement est en cours et la fascisation en est une conséquence évidente. La démocratie est un jouet pour société abondante en système capitaliste. La récré est finie.

La confusion sur l'effondrement est due au fait de sources contradictoires. La domination capitaliste industrielle a intérêt à valoriser une image d'un effondrement de type « La Route », des films de zombies, afin de le rendre si fort et si violent qu'il favorise déni et/ou peur, et on l'a dit attachement coûte que coûte à l'existant : L'État. La « collapsologie pour les nuls » sert le système pour sa survie.

D'un autre côté, nombre de personnes mal dans leur peau, en recherche de spiritualité, de sens à la vie, vont trouver dans l'effondrement un espoir, une porte de sortie. Ils vont alors dépeindre un demain à la « La Belle Verte » (11). Comme celles et ceux qui s'étaient détaché des luttes sociales dans les années 1900 chez les anarchistes pour aller manger des fruits dans les arbres à moitié nus ou dans les années 1970. La recherche et la préparation d'alternative est à double tranchant. Elle est nécessaire et il faut des esquisses d'alternatives qui soient des vitrines et l'existence même de villes de plus de quelques milliers d'habitants est incompatible avec une société libertaire, mais elle ne doit pas être une excuse d'un aquoibonisme face à la montée des nouvelles formes de pouvoirs autoritaires.

A ce titre, autant l'ouvrage premier de Servigne et Stevens (12) est absolument à lire, autant le magazine Yggdrasil qui

a été lancé en juin sert plus de thérapie pour absorber le choc de l'absence de solution et frise parfois la caricature (13). Une partie des collapsologues n'ont pas de culture politique leur permettant d'avoir une vision claire des causes politiques des choses. La domination n'est jamais tombée sans se battre jusqu'au bout. Les buts intrinsèques de l'État et du capitalisme, sont souvent ignorés comme forces négatives qui ne laisseront des alternatives se construire que si elles sont minoritaires et servant de soupapes. Des maires essaient de diminuer les pesticides et la justice bourgeoise rappelle le poids des lobbys industriels. Pablo Servigne, en tant que libertaire, défend que les élections et l'État ne sont pas des solutions, mais à mon avis il n'a pas ou n'ose pas mettre en avant la volonté monopolistique violente de l'État. L'État est une classe parasite qui oblige la société à produire plus que de besoin et à détruire l'environnement. Le capitalisme est un dérivé de l'État.

Les dominants, un peu affolés, expérimentent toutes les formes de ce qu'ils pensent être des moyens de survie et qui sont tous des moyens autoritaires. Pour caricaturer, cela va de Daesh (version médiévale où la religion sert de prétexte à l'ordre) à l'ultra-technologie des GAFA et le transhumanisme, où une surhumanité dominera une sous-humanité, en passant par les dictatures hédonistes à l'européenne. Il faut bien se rendre à l'évidence que « les populismes » en tant que concepts sont l'arbre qui cachent la forêt des néofascismes, notamment en Europe.

N'oublions jamais pour celles et ceux qui se sentent libres en France, qu'avant les quartiers populaires et les Gilets jaunes, la force de l'État français s'exerce en continu sur plus de dix théâtres d'opérations extérieures... Cette lutte pour les ressources va s'amplifier ! On minimise les effets et souvent des résistants ou des bandits sont qualifiés de terroristes, les morts souvent nommés dégâts collatéraux... Leur nombre est très, très loin devant les autres pauvres victimes ici, de l'EI ou autres. La France est depuis longtemps un État fasciste à l'extérieur et pseudo-démocratique à l'intérieur... La lutte pour les ressources est sans pitié et le sera de plus en plus... C'est ça l'effondrement !

Il n'y a pas d'attitude d'intermédiaire, il faut se servir, de ce concept de collapsologie pour en dénoncer les origines et mettre en avant :

- que l'État et la propriété privée en sont les causes et ne peuvent en être des solutions

- que plus vite ceux-ci seront abattus, plus vite les causes des dégâts seront stoppées

- qu'une société démocratique, égalitaire et fédéraliste est la seule à pouvoir tenter de trouver des modes vies compatibles avec le reste du vivant

- que l'anarchisme comme mode d'analyse, de lutte et de modèle de société est le seul à pouvoir lutter contre les fascismes qui adviennent au nom de l'écologie ou de l'anti-écologie.

Cyrille

1) Il y a toujours eu des phénomènes climatiques meurtriers, leur fréquence et répétition rapprochée non.

2) Le problème n'est pas la quantité des ressources mais l'énergie croissante pour obtenir la même quantité d'une ressource.

3) <http://www.autrefutur.net/pour-l-exploitation-du-gaz-de>

4) *L'entraide Servigne et Chapelle, L'entraide l'autre loi de la jungle* - Les liens qui libèrent 400 pages - 2017

5) Autant l'arrêt des pesticides pourrait avoir des effets rapides sur la biodiversité, que l'asphyxie des océans enclenche des cycles sur des millions d'années.

6) La trottinette électrique est plus polluante qu'un trajet en bus, en prenant tout en compte.

7) Anecdote : j'ai eu un groupe en formation, milieu rural - 90% pour MLP, contre les assistés bénéficiaires du RSA... Après échange il s'avérait que les 3/4 recevaient tout ou partie du RSA !

8) Le mur de 3200 km construit par l'Inde pour empêcher les Bangladeshis de remonter et se réfugier est une conséquence politique de la montée des eaux - L'excuse du terrorisme est bidon ! Le retrait de la nationalité indienne à 2 millions de personnes ces derniers jours et la construction de camps immenses est une lutte pour les ressources (en Inde, l'eau potable)

9) Lire *Récidive 1938* de Michaël Foesel PUF 2019 173 pages où la comparaison entre Dalladier (venant du Front populaire et inventant le pré-fascisme pour contrer le fascisme) et Macron est édifiante.

10) Lire également : *1177 Avant JC : le jour où la civilisation s'est effondrée* (La découverte 2015) : sur la non résilience d'une des premières mondialisations

11) *La Belle verte*, film de Coline Serreau 1996

12) *comment tout peut s'effondrer* Pablo Servigne, Raphaël Stevens 2015, 304 pages

13) Tout comme l'ouvrage de Pablo Servigne, Gauthier Chapelle, Raphaël Stevens *Une autre fin du monde est possible* - 336 p Le Seuil Anthropocène 2018/visant à imaginer des possibles sans poser la question des résistances bourgeoises et capitalistes

Nous publions ci-dessous un article écrit par une des plumes du Monde libertaire qui s'est malicieusement glissée dans la peau d'un cousin de l'inratable égérie climatique. Le débat est ouvert... ni tout vert ni tout noir...

GRETA, OU L'INFANTILISATION DU MONDE

Je m'appelle Stig Thunberg. J'ai vingt ans, je suis suédois, étudiant en géographie à l'Université de Lund. Je suis aussi le cousin de Greta. Je ne vois pas beaucoup ma cousine, surtout en ce moment, mais les discussions vont bon train (nous ne prenons plus l'avion) dans la famille, je lis la presse et j'essaie de me renseigner. J'ai bien aimé l'article du journaliste d'investigation, Andreas Henriksson.

De l'autisme à l'écologisme

Greta, qui a maintenant seize ans, n'a pas toujours eu la vie facile. Vous me direz, c'est normal, elle est autiste. Plus exactement, elle est affectée de « troubles du spectre de l'autisme » (TSA). On parle aussi du « syndrome d'Asperger », mais il paraît que cette expression a disparu de la dernière version du manuel clinique de référence. Être autiste, ce n'est pas commode. C'est même compliqué. Le rapport à la société est difficile, et dans les deux sens. Ma cousine a eu une grosse dépression à l'âge de onze ans, et si le climat peut la sortir de là, c'est tout bénéf. Mais ce n'est pas garanti, une fois que tout ce tintouin qui l'entoure aura disparu...

Il paraît que Greta avait été bouleversée par un documentaire sur les déchets plastiques dans l'océan montré à l'école. Chez elle, elle éteignait l'électricité tout le temps, tendance TOC, pour sauver la planète. Pour l'aider, mon oncle et ma tante l'ont accompagné dans son trip et sont devenus écolos. Chez les Thunberg, on est devenu

véganes : ni œufs, ni poisson, ni laitage, avec quelques exceptions pour la petite sœur Beata (je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi, car si ce n'est pas bon, c'est pas bon, et puis ça fait un peu secte...). Avec le TSA, il y a une tendance à l'auto-enfermement, mais aussi une grande curiosité intellectuelle. Pourtant, de là à se bombarder spécialiste du climat, je n'irai pas jusque-là. Car la climato, c'est du costaud.

À la fac, mon prof de géo, un mec proche de la retraite, plutôt brillant, qui a beaucoup d'expériences et qui nous saoule parfois en nous parlant de Dagerman ou d'Élisée Reclus, nous dit ainsi des trucs compliqués à ce sujet. Il nous explique les « courants-jets », les « vents catabatiques », la « force de Coriolis » (qui, en réalité, n'est pas une force), « l'école de Rossby », les « anticyclones mobiles polaires », le « phénomène El Niño » (ça, j'ai compris, j'ai surtout pigé que les savants l'avaient bien identifié mais qu'ils étaient incapables d'en expliquer la

cause) et autres joyusetés. J'avoue que j'ai parfois du mal à suivre.

L'autre jour, il nous a même parlé d'un texte d'Élisée Reclus évoquant (je cite précisément, j'ai pris des notes), à propos de la Norvège, « un mouvement de retraite pour les glaciers depuis 1807 ». Reclus l'avait publié dans le volume V de *la Nouvelle Géographie universelle (L'Europe scandinave et russe, 1880, p. 64)*. Franchement, avec les potes, on était interloqués.

Certes ça confirme les travaux ultérieurs d'un autre géographe, Robert Vivian, signalant que le recul des glaciers alpins débute à partir de 1830, mais on n'y comprend plus rien : 1807 !! C'est donc bien avant l'essor de la Révolution industrielle, bien avant l'émission massive de CO2 dans l'atmosphère... Le prof nous a expliqué que d'autres phénomènes devaient être à l'œuvre, mais bon... C'est comme le record de froid (moins 71,2°) battu à Oymakon, en Sibérie, le 19 février... 2013. Les médias n'en parlent pas.

La climato et le nucléaire, deux spécialités suédoises

Pour en revenir à ma cousine, je croyais qu'elle s'intéressait à la numismatique... Mais c'est pas grave, il y a de quoi se documenter sur la climato en Suède.

Bert Bolin, qui était professeur de météorologie à l'Université de Stockholm, est ainsi devenu premier président du GIEC en 1988. Dès le début des années 1970, il parlait du « réchauffement global » (*global warming*), alors que les autres savants (Stephen Schneider, John Holdren, Lowell Ponte, Paul Ehrlich...) évoquaient le « refroidissement global » (*global cooling*). Va y comprendre quelque chose !

Ça, mes vieux s'en souviennent. J'ai appris que Schneider et Holdren, qui ont ensuite travaillé pour la présidence américaine, ont changé d'avis. Ce n'est pas grave, la science avance par doutes et tâtonnements. Mais ce qui me gêne, c'est que tous ces lascars sont partisans du nucléaire. Vous n'avez qu'à aller vérifier sur la Toile. Car, entre autres raisons, l'électro-nucléaire est faiblement émetteur de gaz à effet de

serre et permet de sauver la planète.

Bolin a même encouragé son copain Olof Palme, alors Premier ministre, d'étendre massivement le parc nucléaire. C'est pour ça qu'il a perdu les élections en 1976. Mais on a toujours des centrales nucléaires en Suède, on est même parmi les champions dans ce domaine. Même après Tchernobyl ou Fukushima ! Il faut bien relancer la machine par tous les moyens...

L'ex-Areva (devenu Orano) (j'en sais des choses !), une grosse boîte française, y a même passé un gros contrat pour relancer le schmilblick. Je ne sais pas si l'ancien ministre français de l'écologie quelque chose, un gars qui s'appelle Hulot et qui possède une demi-douzaine de bagnoles, était au courant, mais bon... Je sais en revanche qu'il a relancé le programme nucléaire de la France jusqu'en 2035, donc à pétaouchnoque : on refille le bébé aux « générations futures » comme disait l'idole de Greta, le *commandante* Cousteau.

Ma cousine s'est assise devant le par-

lement suédois avec une pancarte « grève de l'école pour le climat » (*skolstrejk for klimatet*). Ça a jasé dans la famille et dans le voisinage. Les Johansson, des voisins avec qui on a pourtant de bonnes relations, ont même dit que c'était scandaleux que ses parents la laissent comme ça, de longues heures, plantée dans le froid, et lui permettent de sécher les cours. Les Gunnardson, une bande de réacs qui habitent à côté de chez nous, ont même osé dire qu'ils « la mettaient sur le trottoir » en parlant de « syndrome de la mendicante roumaine », ces pauvres gamines à qui on demande de faire la manche pour mieux apitoyer le monde des adultes...

Vous me direz, ça marche avec Greta ! Oui, et, quand même, ce n'est pas pour avoir une soupe chaude, c'est pour la bonne cause. Ce n'est pas pour quelques pièces, mais aussi pour récupérer des biftons... Ça, je n'y croyais pas, mais j'ai mis mon nez là-dedans.

Le conseiller Bo

Au départ, Greta avait écrit un article dans un quotidien suédois où elle abordait ses peurs. Bo Thoren, un activiste écolo de l'association *Fossilfritt Dasland*, la repère. Il l'invite à rejoindre son groupe de parole et d'action. Ça discute ferme. Ma cousine, qui se focalise sur les accords de Paris de la COP 21, ne comprend pas pourquoi les États signataires ne respectent pas leur engagement de limiter la hausse des températures à 1,5°. Gunmar, un vieux ronchon, tique un peu sur ce chiffre qui semble pifométrique et qui ressemble à un fétiche. Mais le groupe lui explique que « sauver la planète » est plus important que d'avoir une analyse scientifique précise et sérieuse. D'ailleurs, le GIEC dit que c'est comme ça. Il faut frapper les esprits, taper dur.

Bo évoque les lycéens de Parkland, en Floride, victimes d'une tuerie dans leur établissement et qui font grève pour lutter contre le port d'armes. Greta veut faire pareil, mais en solo, et pour le climat. Ingrid, une vieille militante de la SAC, le syndicat libertaire suédois et lectrice

fidèle de son journal *Arbetaren*, chipote un peu car, pour elle, ne peuvent faire grève que ceux qui arrêtent la production. Les travailleurs, autrement dit. Elle pense qu'il vaudrait mieux parler de *sit in* et arrêter de propager de la confusion, mais Olaf, un jeune gars qui travaille dans une boîte de comm', lui a dit que parler de grève ça va avoir plus d'impact auprès du public et, surtout, des médias. Je ne sais pas si Bo a émis des réserves, mais toujours est-il qu'en septembre 2018, Greta se retrouve sur les marches du parlement. Et paf, c'est l'engouement ! Je crois que Bo a mis un cerge devant le bureau de Twitter à Stockholm. Y a pas à dire, les GAFA, ça a quand même du bon. Surtout que Greta se remet à parler et même à manger correctement !

Tonton et Tati s'inquiètent quand même et négocient : la grève, ça sera un seul jour, le vendredi, à la fin de la semaine scolaire (fatigante) et à la veille du week-end (pratique, on laisse ouvertes les options).

On invite Greta à tenir une conférence

devant 2 500 personnes à Stockholm. J'étais là. C'est sûr, elle parle bien. Elle impressionne un peu avec ses allures de pasteur luthérien (en Suède, on baigne là-dedans) et son visage fermé, sans sourire, son côté incantatoire, mais elle ne me fait pas peur, la cousine. En revanche, je n'étais pas d'accord du tout avec elle quand elle a dit que « en Suède, on agit comme si l'on avait 4,2 planètes ». Avec ça, Greta nous ressort la vieille foutaise du *commandante* Cousteau (« si nous consommons tous comme des Américains... »). Mais ça ne marche pas comme ça, il faut prendre en compte les importations et les exportations, se demander ce que feraient les pays s'ils n'achetaient plus Ikea, etc... Et puis pourquoi pas 5,7 planètes du temps qu'on y est ? Tout ça est à la louche, grossier, suspect.

Mais j'ai fermé ma gueule, tout le monde était béat et tétanisé. Si on commence à expliquer sérieusement les choses en se débarrassant des formules toutes faites, médiatiques de surcroît, on s'attaque à un monstre... Je tiens à ma peau.

Le communicant Ingmar

Le coup de génie, c'est que Greta a été repérée par un deuxième larron, Ingmar Rentzhog.

Alors lui, avec son physique de jeune trader cravaté aux dents longues, je l'ai dans le collimateur, mais, hein, pas de chasse au faciès ! Restons cool.

Il n'empêche : ce mec est un jeune businessman dynamique, bien formaté, et tout et tout. Il a fondé une boîte de services aux entreprises, *Laika Consulting AB*, qu'il vient de revendre à une autre boîte *FoundedByMe*, une plateforme de *crowdfunding* : celle-là même qui récupère les dons grâce à l'action de Greta... Et je peux vous dire que ça marche, il y a du pognon ! Tout ça au nom de l'écologie (et pour sauver la planète).

Car Rentzhog est écolo. En 2016, il a fondé une association écolo et une plateforme appelées *We don't have time*. Il l'a fait avec l'aide d'un poids lourd de l'écologie catastrophiste et de l'évangélisme *reborn* congrégationaliste rédempteur, non moins catastrophiste, j'ai nommé Al Gore.

Celui-là, mon frère aîné, Björn, m'en avait parlé quand il avait lu son livre *Earth in the balance* (traduit en français par *Sauver la planète*, en 1993, et préfacé par un cadavre de l'opportunisme politi-

rien, Brice Lalonde) : ça dégoûte de prise de conscience mystique, d'appels à dieu pour sauver la Terre et nous avec... Mais bon, Al Gore, ancien vice-président des États-Unis, c'est un gars qui a le bras long et du fric en pagaille, ça le fait, on ne va pas jouer les difficiles pour sauver la planète...

Ingmar Rentzhog est également membre de la *European Climate Policy Task Force*. Ce réseau est lui-même intégré au *Climate Reality Project* fondé par Al Gore. Parmi les actionnaires de la startup *We don't have time*, on trouve les enfants Persson, héritiers du milliardaire Sven Olof Persson qui a fait fortune, entre autres business, dans la vente de voitures, et les Rentzhog, eux-mêmes très friqués, spécialistes de la finance, notamment dans la pharmacie.

Ingmar Rentzhog a été recruté en mai 2018 comme président-directeur du think tank *Global Utmaning* qui fait la promotion du déd (DD, « développement durable », un truc à notre voisine norvégienne, l'ancienne ministre Gro Brundtland). La fondatrice de *Global Utmaning* n'est autre que Kristina Persson, fille du milliardaire, également ancienne ministre (2014-2016), social-démocrate comme Brundtland, Bolin ou Palme, notons-le.

Ils sont tous partisans de l'électro-nucléaire faiblement émetteur de gaz à effet de serre qui permet de sauver la planète, mais ils ne le disent pas trop fort au cas où les moutons écolos s'en apercevraient.

Rentzhog marche avec Gore, qui répète régulièrement qu'il n'est « pas contre le nucléaire » (ça doit être de famille, son père, sénateur du Tennessee, était membre du *Joint Committee on Atomic Energy*), et avec One, la fondation à Bono le chanteur catho et Luisa-Maria Neubauer financé par le couple Gates et Georges Soros. Un truc authentiquement anti-capitaliste...

On s'y perd un peu avec ces emboîtements du genre poupées russes, mais c'est le but de la manœuvre : il faut trouver du pognon, monter des campagnes, faire du lobbying, activer les réseaux politiques, mais sans que cela se voit trop, ce doit être pour une bonne cause, généreuse et apolitique. À mon père Frank, ça rappelle un peu les organisations paravents au beau temps du stalinisme et les cohortes d'idiots utiles. On baigne toujours dans ce foutu truc qu'est la croyance. Là, c'est pour le capitalisme vert.



Al Gore, le pape, Macron, la totale...

Global Utmaning annonce en janvier 2019 qu'elle collabore avec *Global Shapers*, une communauté de jeunes dirigeants, réseau créé de toutes pièces par le *Forum économique mondial* en 2011, bref, des instances que ne tardent pas à fréquenter ma cousine.

Greta se retrouve en effet au Forum de Davos (janvier 2019), avec sa pancarte et son sac de couchage. Les ténors présents, probablement des anticapitalistes chevronnés, l'applaudissent : Al Gore (tiens donc...), Jane Goodall, Leonardo DiCaprio, Bono, Christine Lagarde, et j'en oublie.

Après, c'est la tournée des popotes, dirigeants, ministres, présidents et compagnie, bains de foule hystériques, couverture médiatique, patin-couffin... Génial, elle a même rencontré le Pape François au Vatican, le 17 avril dernier. Ma grand-mère Teresa en a chaviré quand elle a récupéré une médaille bénie par le très saint-père...

Il paraît même que certains admettent qu'à seize ans on puisse être aussi balèze sur tous ces sujets (climato, géopolitique et compagnie). Mouais, à dire vrai, Greta pense surtout à nous foutre la trouille : « Je ne veux pas que vous soyez désespérés, je veux que vous paniquiez, je veux que

vous ressentiez la peur qui m'habite chaque jour » comme elle l'a déclaré à Davos. Au passage, elle a anticipé une oraison en reprenant la sentence de Chirac (« notre maison brûle et nous regardons ailleurs », 2002) concoctée par Jean-Paul Deléage, chevalier de la Légion d'honneur (2001). Davos, le berceau de l'alternative !

Ah, les collapsologues qui nous annoncent l'effondrement doivent baigner dans leur jus. Mais le problème, c'est que la peur est au fondement de l'Etat, pas seulement des régimes totalitaires, aussi des démocraties. Par contre, ce qui me fout vraiment la trouille, c'est que Greta semble vraiment être paniquée... Je ne sais pas ce qu'en pensent les médecins, mais ils devraient réagir, car moi, je ne suis pas spécialiste, mais à chaque fois que j'entends les déclarations de ma cousine, je trouve qu'elle souffre, vraiment. Et puis demander aux dirigeants de nous sortir de la merde dans laquelle ils nous ont foutu, je trouve ça un peu juste... Bon, vous connaissez la suite... Les lycéens qui font « grève » un peu partout, la tournée des parlements, les ministres et les dirigeants qui applaudissent. Une jeune adolescente autiste, on ne se risque pas à la critiquer, c'est politiquement incorrect. La société du spectacle assure le

reste... Les « marches pour le climat », on fait semblant de les gazer à Paris, on réserve les lacrymos aux gilets jaunes, et on accuse les black blocs, ce fantôme insaisissable, de foutre le bordel, les anarchistes ont toujours bon dos, c'est très commode... Ma copine Anita attend avec impatience « les marches pour les volcans », puisque les éruptions volcaniques dégagent des gaz à effet de serre à donf'. Mais l'autre jour, elle a failli se faire lyncher quand elle a parlé de ça à la cafétéria. Je lui ai dit d'en rabattre un peu, mais elle est féministe, elle ne lâchera pas le morceau, elle n'est pas du genre à se faire manipuler.

Greta est arrivée en voilier à New York pour son intervention aux Nations Unies. Ah ça, elle est cohérente puisqu'elle ne veut pas prendre l'avion. Elle se retrouve quand même avec du beau monde. Car le voilier en question est un yacht de luxe, le *Malizia II*. Également nommé *Mono60 Edmond de Rothschild*, il est possédé par un promoteur immobilier de Stuttgart (Gerhard Senft) et sponsorisé par le *Yacht Club de Monaco* (vice-président : Pierre Casiraghi, on fraie avec l'aristocratie, comme au WWF). Il paraît que le primitiviste John Zerzan est venu l'accueillir au large de Manhattan dans un canoë, mais je n'ai pas pu vérifier l'info.

Trop flippant, trop fun

Allez expliquer tout ça aux foules en délire, entre les personnes qui sont sincèrement convaincues et celles qui trouvent ça fun, ou pratique pour sécher les cours. Mon copain Gustav se demande quand même pourquoi la jeunesse française ne manifeste pas contre le projet de service national lancé par Macron, celui qui a reçu Greta, mais je ne sais pas quoi lui répondre... Gustav s'est alors lancé dans une longue explication sur la stratégie politicienne des

écologues, anciennement pacifistes, enclenchée à partir des années 1970, qui les ont menés dans le boubrier politicard, sur les erreurs du *Rapport Meadows* (1972), sur l'oligarchie de son commanditaire, le Club de Rome, mais j'ai coupé court, la politique, ça me saoule au bout d'un moment. Gustav m'a aussi parlé d'aliénation des masses et d'infantilisation du monde, je me demande quand même s'il n'a pas raison, y compris au premier degré. Comme avec

la pub ou la démagogie ambiante, l'enfant-roi, tout ça, tout ça.

Faut dire que les « générations futures », ce sont les futurs consommateurs et les... futurs électeurs. Bien joué Greta ! Ou, plutôt, bien joué Bo, Ingmar et Al !

Global jackpot !

Stig Thunberg
(traduction en français :
Philou Pelletingson).

EXTINCTION REBELLION : START-UP DE L'EFFONDREMENT ?

« Il est grand temps de se rebeller, vous ne trouvez pas ? XR est un mouvement international qui ne cesse de grandir depuis 2018. Il nous faut montrer notre cohésion, notre unité derrière notre horizontalité et faire briller de mille feux notre rayon d'action sur toute notre belle planète. »

Ainsi commence l'appel à la semaine mondiale d'action d'Extinction Rebellion (XR), à la fin de laquelle l'efficacité d'une organisation âgée d'un an, capable d'interpeller d'un seul geste et au même moment les gouvernements de dizaines de pays, convoque une sorte d'interrogation. Le verrouillage pendant cinq jours d'une zone pivot du centre de Paris en a surpris plus d'un, dont l'auteur de ces lignes qui s'est même demandé si les rares pandores aux abords n'allaient pas, en guise de *Flashmob*, faire don de leurs képis pour y servir la soupe aux *Peace Keepers* fatigués.

Très Troublant... Cet article qui n'épuisera pas le sujet se concentre sur le financement, les revendications, et l'organisation d'XR. Faute de place, il laissera les lecteurs s'interroger – peut-être conclure – sur les raisons de la clémence des autorités.

Financement vert – comme le billet ?

XR est un mouvement international dont les *headquarters* (la maison mère) sont à Londres. Le chapitre français qui a refusé les 50,000€ alloués pour financer son *bootstrap* (phase de démarrage), affirme ne recevoir que les dons des membres et surtout minimiser ses coûts. Grâce à la récup' et au *DIY* (bricolage), l'occupation du pont au Change n'aurait coûté que quelques milliers d'euros issus des quelques 8000 membres et des 74 000 abonnés de son compte Facebook. Coté maison mère par contre, en Angleterre, le financement du mouvement et de ses salariés est loin d'être à la seule charge des 330 000 abonnés Facebook. A coté de célébrités, comme le groupe Radiohead qui vend en ligne en faveur d'XR, 18 heures d'archives de son album phare *OK Computer*, on trouve également le *Climate Emergency Fund* (Fonds Urgence Climatique), une fondation états-unienne lancée début juillet 2019 qui lui a alloué \$350 000, et est en mode *fund-raising* (levée de fonds) à la recherche de quelques millions de dollars. À sa tête, une héritière de Robert Kennedy, une héritière de Paul Getty (empire pétrolier) et aux commandes un certain Trevor Neilson. Le Directeur Exécutif de cette fondation est un *Young Global Leader* de ce Forum Economique Mondial qui se réunit chaque année à Davos dans le but de « fournir une plateforme aux **1000 entreprises leader mondiales** pour créer un meilleur futur ». On le retrouve lobbyiste pour la fondation Bill & Melinda Gates auprès du Congrès US,

collaborateur de Bill Clinton à la Maison Blanche, et plus récemment Directeur Exécutif de la *Global Business Coalition* qui regroupe **200 des plus grandes firmes de la mondialisation** afin d'être à l'échelon mondial « *The voice of enterprise* » (La voix de l'entreprise). Aux commandes : Bill Gates (Microsoft), George Soros (multi-milliardaire requin de la finance) et Ted Turner (magnat de la publicité, propriétaire de CNN).

Leader incontesté des défenseurs du climat et de la biodiversité, le MEDEF est membre de cette coalition... Les deux ont conjointement organisé début juillet à Aix les Bains la réunion du B7, ou *Business 7*, qui rassemble les **méga-entreprises des pays membre du G7**. Une des recommandations nous intéresse particulièrement ici (nous traduisons) :

« Promouvoir la réelle mise en œuvre des Accords de Paris par les principaux pays émetteurs, en accélérant la Recherche, le Développement et le Déploiement (R&D&D) des technologies innovantes »

Autrement dit, faire financer par les contribuables l'essor mondial du capitalisme vert...

Ce qui nous conduit au tout premier maillon de la chaîne, à sa source peut-être : le *Green New Deal*. Réactivation « verte » du New Deal de Roosevelt, c'est l'indispensable projet phare du parti Démocrate US. L'immense choc produit par la défaite de Hillary Clinton à une élection inratable, avait mis en évidence le vide

A recession is coming. When it does, we need to demand a Green New Deal

Having squandered the last crisis, we cannot make the same mistakes again. A Green New Deal is the only reasonable response



abysmal d'un programme se contentant d'agréer le soutien à une mosaïque de communautés aux sujets sociétaux chers aux « progressistes diplômés », cible électorale du priapique Bill Clinton. Pour faire financer leurs campagnes par les banques et la « nouvelle économie », les *new democrates* avaient tout simplement délaissé les ouvriers pour les cadres.

Mais renouer avec la classe ouvrière répugnait aux gagnants de la mondialisation, il fallait une Très Grande Idée. Le Green New Deal est cette idée géniale ! Une idée à vrai dire extraordinaire, car à double détente. Le premier coup pour revenir aux commandes et le second pour faire « exiger » le financement du capitalisme vert par ceux-là même qui le paieront !

Le *Green New Deal* est le cœur et le moteur du capitalisme vert. Ces ultra-riches et ces méga-entreprises qui financent le *Climate Emergency Fund* qui à son tour finance XR, sont ceux-là même qui contrôlent le parti démocrate et recevront les tsunamis de dollars du *Green New Deal*. Par ce coup de maître d'un parti que l'on croyait à terre, la nouvelle économie déjà numéro un à *Wall-street*, part à l'assaut de l'économie extractiviste vigoureusement soutenue par Donald Trump.

Dans ce combat des modernes contre les anciens pour le contrôle de l'économie occidentale, inconsciente des enjeux, l'innocente Gaïa joue le rôle de l'arme de destruction massive.

Revendications

Le mouvement affiche quatre revendications :

1. La reconnaissance de la gravité et de l'urgence des crises écologiques
2. La réduction immédiate des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone en 2025
3. L'arrêt immédiat de la destruction des écosystèmes océaniques et terrestres, à l'origine d'une extinction massive du monde vivant
4. La création d'une assemblée citoyenne chargée de décider des mesures à mettre en place pour atteindre ces objectifs et garante d'une transition juste et équitable

Hop ! C'est fini... Les revendications se résument à deux injonctions bien peu réalistes – neutralité carbone et une sorte de résurrection des morts – et surtout, elles s'adressent aux états, à ceux là même qui depuis deux siècles ont méthodiquement produit cette situation. XR conduit ses militants et sympathisants à penser que le pyromane sera le pompier.

Le point quatre est également des plus pervers... Il veut faire croire que le colossal changement qu'implique la satisfaction des revendications deux et trois, peut résulter des décisions d'une assemblée citoyenne... L'objectif évident est de dépolitiser le sujet et surtout d'évacuer à la base, grâce à l'expression même des revendications qu'il faudra crier, répéter, expliquer sans fin, la question des conditions de possibilité d'un changement radical de société.

Notre première exploration des cuisines d'XR, nous donne le sentiment suivant, encore à peine sec et à l'emporte pièce : cet OVNI peut s'interpréter comme une *Civic Tech* (start-up « citoyenne ») financée par les ultra-riches et les méga-entreprises de la nouvelle économie qui contrôlent le parti démocrate US. Elle pourrait s'auto-décrire comme ci-dessous, lors par exemple d'un rendez-vous avec de gros investisseurs/donateurs. La notion de « fenêtre d'opportunité », en particulier, est un élément majeur ; c'est le moment où de grandes ruptures sont possibles, pas avant et plus après.

- **Mission**: la campagne marketing et com-

Le mot de la fin

Trevor, le patron du *Climate Emergency Fund* dirige également, un important fond d'investissement sur les nouvelles technologies, fondé avec le petit-fils de Warren Buffet, troisième fortune mondiale, et constitué de 56 world's leading families (les plus puissantes familles mondiales) Voici ce qu'on trouve sur le site de l'entreprise (notre traduction, et c'est nous qui soulignons).

« Nous devons penser plus grand. Nous devons accepter la notion selon laquelle le capitalisme est l'une des forces les plus puissantes de la planète, et si nous construisons et investissons dans des entreprises qui ont un but positif, nous pouvons créer un changement durable à une échelle que nous avons seulement imaginée. »

« Notre horizontalité »

Un compagnon de la Fédération Anarchiste nous confirme qu'un groupe XR peut se constituer, décider de façon autonome de ses actions tant qu'il respecte rigoureusement la Charte du mouvement. En France, des comptes Facebook, Twitter ou Telegram permettent d'échanger librement, et l'absence de modérateur évite la censure qu'on a pu retrouver par exemple sur certains comptes FB des Gilets Jaunes. Le problème par contre survient si l'on s'intéresse à l'échelon « du dessus »... car s'il existe bel et bien, il n'est en aucune façon l'émanation des groupes. Ce mouvement a une direction, en Angleterre, qui définit ses objectifs, ses modalités d'action, ses alliances et sa stratégie de développement mondial. La verticalité très présente et très dense est simplement cachée, et ceci pour une raison

évidente : on ne peut plus mobiliser les gens sur le mode de l'autorité ! Le groupe affinitaire est la modalité adaptée à l'époque, et le capital conscient de l'air du temps l'a bien compris, qui en quelques décennies est passé d'un management autoritaire inspiré du militaire à un mode indirect mobilisant plaisir de faire et désir d'accomplissement. Mais l'autorité reste absolue quand à la définition des objectifs et à l'allocation des ressources. On retrouve au sein d'XR ce modèle largement déployé, par exemple, au sein des GAFAs : une petite structure toute puissante articule finances et objectifs ; elle recrute et gère des groupes créatifs et autonomes, sauf pour quelques *critical processes* (processus critiques) qui sont verrouillés, intouchables, comme ici, la désobéissance civile non-violente.

Qu'en penser ?

munication d'un New Deal Vert Occidental

- **Innovation scientifique** : une théorie sociologique des foules reposant sur des accélérations non-linéaires de l'effet Copy-cat (Moi aussi!) lors du dépassement du seuil de 3,5%
- **Innovation technique** : lancer les populations dans les rues
- **Opportunity window**(Fenêtre d'opportunité) : les populations sont ultra-sensibilisées suite à la Cop21 et aux rapports du GIEC. Angoisse eschatologique au sein des jeunes générations.
- **Stratégie** : désobéissance civile rigoureusement non-violente « à tout les coups on gagne » : « Pont bloqué : on gagne, ou bloqueurs en prison : on gagne ! »
- Blocages fun et festifs : créativité, musiques, danses, communions, décorations.
- Inciter un tiers des militants à se faire arrêter et 10-20% à faire de la prison.
- **Tactique/Process** : articuler autonomie des pays et horizontalité des groupes avec le contrôle vigoureux de la communication et de l'adhérence aux principes non violents. Rendre obligatoire les formations techniques et politiques
- **Risques** : difficulté de contrôle de certains

groupes/pays, retrait de gros donateurs.

- **Scale-up** (Croissance) : déploiement simultané sur tout l'occident et ses zones d'influence
- **Financement** :
 - Artistes, ultra-riches et corporations mondialisées de la nouvelle économie
 - Financement participatif des militants et sympathisants
- **Atouts** :
 - Énorme couverture médiatique pendant et après les Cop et le GIEC ; sujet hot hot hot !
 - Formidable réseau d'influenceurs et décideurs à l'échelle mondiale
 - Accès privilégié aux instances de gouvernance nationales et mondiales
 - Soutien massif des artistes, des scientifiques et des médias
 - Équipe de direction très expérimentée.

Constat complémentaire, ceci ne colle pas avec les analyses, les désirs et les croyances des militants et des sympathisants avec lesquels nous avons échangé en France, sur le Pont au Change. Pas si étonnant ; il faut savoir que bien qu'il reconnaissent la qualité de notre travail, les dirigeants des entreprises US ont une sainte horreur des Français, il doit bien y avoir une raison...

Qui a parlé de *Capitalisme vert* ?

Nuage Fou

Note : tous ces mots en italique dont nous avons caviardé ce petit texte sont le quotidien des dirigeants des startups. On les trouve également dans la communication de XR UK.

LES EFFONDRISTES (1), HISTOIRE D'UNE DÉNÉGATION (3E ET DERNIÈRE PARTIE).

7- L'aveuglement de la bourgeoisie à la perversité de ses valeurs.

A Bayonne, dans l'ancienne artothèque (2) située au bas des tours de la cité Breuer, j'ai assisté à l'emportement d'une associative contre un des jeunes squatteurs de bancs à proximité, qui avait fait tomber de l'eau sur le sol des toilettes en lavant des pêches cueillies dans le jardin partagé. Une des pêches pas mûres a ensuite été renvoyée par le jeune et a roulé depuis le banc jusqu'à mes pieds... On se demande quelles relations entretiennent les personnes en question : derrière son comportement vaguement incivil, on peut entendre une posture critique de la part du jeune, mais on a du mal à percevoir les valeurs mises en acte par l'adulte.

Depuis 2015 environ, sur la ZUS : les Lieux de Rencontre et d'Accompagnement (LRA) ont été supprimés, les subventions aux associations ont été fléchées, le nombre d'adultes-relais formés à une solide clinique sociale, comme les éducateurs spécialisés, a dramatiquement diminué. Une politique d'action spiritualiste a été mise en place : des forma-

tions à la « co-responsabilité » et au développement du « bien-être » ont été proposées aux acteurs associatifs sous l'égide de l'Europe (*Spiral*), et le nombre d'actions financées par l'Etat (DDCS, collectivités territoriales, GIP-DSU, etc.) faisant la promotion de la « méditation » a considérablement augmenté.

« L'Association « Graines de liberté » toujours en quête d'expérimentation sociale et d'interaction locale, propose une série de soirées thématiques jusqu'en décembre, autour de la méditation laïque appliquée aux différents domaines de notre vie. Ce projet est financé par la Direction Régionale de Jeunesse et Sport DDJS dans le cadre d'une réflexion sur les pratiques de paix et de non-violence » (...): « Apprendre à se foutre la paix » avec nos exigences d'efficacité de résultats, de faire bien à tout prix et autres injonctions que l'on nous impose ou que nous nous imposons à nous même comme nous l'enseigne Fabrice Midal (3) de l'école occidentale de méditation » (site de l'association).

Comment des ateliers ou des journées proposant de la « danse biodynamique » (pratique anthroposophique, « Journée du bien-être et du cocooning », 2017) ou de la « méditation laïque » (variante de la *spiritualité laïque*, « Journées de la « pleine présence » 2019) pourraient-elles être crédibles face aux problématiques socio-économiques et d'insertion professionnelle rencontrées en priorité par les publics de ces quartiers (*Contrat de Ville de l'Agglo Côte basque-Adour*, 2015-2020) ? Et que deviennent le principe de laïcité et l'observation sociale dans tout ça ? Qui s'en soucie, mis à part les jeunes, et quelques travailleurs sociaux et militants associatifs ?

Sachant que les enveloppes sur les quartiers prioritaires sont à l'origine destinées aux projets des habitants, il est important de reconnaître comme fondées la critique des jeunes et leur tentative de réappropriation vis-à-vis de cette « occupation » du terrain (jardin, locaux etc.) par des personnes extérieures, éloignées de leurs préoccupations.

8- « Tout va bien » ! Vive la « sauvagerie sauvage » (4) !

Quand la collapsologie envahit le débat public, un grand nombre de personnalités acquises à une « spiritualité laïque » voient leurs « prénotions » érigées comme des certitudes et se trouvent placées à des postes d'autorité, y compris dans l'appareil d'Etat, dans l'université, les organisations de lutte.

Ce constat prend un sens aigu quand Emmanuel Macron en tête est présenté par ses communicants comme un « darwinien » à la « pensée complexe » ; il y a une place de technocrate de l'effondrement pour le collapsologue dans un « monde (qui) est, si nous le voulons à l'aube d'une époque nouvelle, d'une civilisation portant au plus haut les ambitions et les facultés de l'homme » (5). Y compris dans le travail de cohésion sociale en zone prioritaire tourne en boucle ce récit apocalyptique et de renouveau, qui évacue la lutte des classes, et s'auto-

valide socialement dans la lutte des places.

Au travers du triptyque « effondrement, prise de conscience et résilience », le capitalisme financier a trouvé un dogme à interposer entre les individus et leurs pratiques, ainsi que des émissaires volontaires qui s'en saisissent pour développer leur capital relationnel et étendre leur pouvoir sur l'autre. Mis sur le devant de la scène, certains se diront leaders au détour des phrases, pris dans l'illusion d'être tout : poètes, maîtres ès méditation, artistes, éducateurs, philosophes, révolutionnaires, jardiniers, martyres, sauveurs, etc. Tout, mais finalement sujet de quelles pratiques ? Il serait intéressant d'interroger quel rapport au savoir, au travail et à l'autorité ce modèle du « leader naturel » (emprunté aux philosophies orientales : gourou ? lama ?) véhicule auprès de la jeunesse et jusque dans les institutions ?



Deux conceptions opposées du sens des institutions s'affrontent aujourd'hui :

- Celle qui avec les Nuit Debout, des Zad, des Gilets Jaunes est venue montrer la capacité des individus à s'auto-éduquer et à instituer leurs pratiques.

- Celle qui considère que l'individu n'est pas capable d'agir ni de réfléchir par lui-même, qu'il faut donc lui inculquer les « bonnes pratiques », lui donner des « maîtres à penser » qui prétendent « détenir le sens du bonheur. »

Conclusion :

Il est important de reprendre pouvoir sur des savoirs et des débats dont l'adversaire s'est approprié tous les termes. C'est pourquoi nous devons lutter en tant que classes laborieuses contre toute forme de naturalisation du social et contre la psychologisation des rapports sociaux, et ne pas céder aux sirènes libertariennes qui tentent d'imposer une définition erronée du phénomène de civilisation.

Je terminerai par évoquer un parallèle : l'anthropocène est une notion anthropocentrique qui n'a pas été adoptée par la communauté scientifique internationale, mais qui à travers l'entreprise collapsologique s'est insinuée dans le débat public et déjà

La mode a pris en charge cette conception aliénante et la propagande pour l'individualisation (dans le champ scolaire, social, médical...) pour envahir les rayons « développement personnel » des fnac : yoga et pilules pour réussir le bac, mantra pour couple, sylvothérapie (*shinin yoku*) qui agirait au niveau cellulaire grâce au contact des grands arbres (les petits attrapent-ils nos toxines?!?!), voilà dans quel sens cette littérature transforme le rapport au monde.

dans le vocabulaire scientifique ; les adversaires de Charles Darwin ont procédé de manière identique en présupposant le devenir de la notion de « sélection naturelle » chez l'homme et en exerçant un contre-sens sur l'apport politique de son œuvre *la descendance de l'homme et la sélection liée au sexe*. Il en a résulté la mise en place d'un darwinisme social qui a justifié la colonisation et continue de justifier aujourd'hui l'exploitation des êtres humains par d'autres êtres humains.

La science a besoin de recul pour exister sans subir ses propres mythes, tout comme les êtres humains ont besoin de garantir le champ de l'imaginaire pour instituer la so-

Nous méritons mieux que cette vision paresseuse et étriquée de l'être humain qui prétend le réduire à une nature, et la société à un « organisme » (Steiner, 12/02/1919), à travers l'hyper narcissisation des comportements, à travers la négation réitérée (par la méditation devenue rituel ?) de la formation de l'inconscient dans l'histoire de la civilisation (Freud, 1929).

Heureusement, il n'y a pas de nature humaine (6) ! Nous sommes donc ingouvernables.

ciété. Il est aussi insensé et enfermant de vouloir fonder la réalité entière d'une ère géologique sur 250 ans d'« expansion de l'industrie », que d'établir le rapport au savoir comme un phénomène naturel et non comme une construction sociale. Pourquoi réduire l'histoire culturelle aux projections délirantes des effondristes plutôt que de s'interroger sur le dévoiement de la pensée mythique (7) ? Comment déjouer la lutte des places qui se joue sous nos yeux et nous déposède du sens de nos pratiques ? Peut-on faire l'économie d'une analyse des cautions idéologiques qui justifient l'instauration par le haut des pratiques culturelles ?

Eloïse Durand

1) Remerciements réitérés aux copines et copains pour leur lecture et leur critique.

2) L'arothèque portait un projet ambitieux d'accès à l'art et de pluralité culturelle au cœur d'une zone sans cesse ramenée à sa situation d'enclavement.

3) F. Midal part du principe que la méditation peut nous guérir du sentiment (?) d'aliénation, invite pour cela à se « foutre la paix », et prône le narcissisme : quel programme... anti-marxiste ! : « L'aliénation est une situation qui lèse le sujet travailleur ; l'aliénation subjective, comme expérience de la souffrance, est liée aux conditions de travail » (Karl Marx, 1844). Ses références à Heidegger et son adhésion à la « folle sagesse » sont en contradiction historique avec le projet d'émancipation.

3) Expression inventée en 2018 par l'écrivain Méryl Marchetti (« S'enseigner pille », *Soleils et cendres*, 2007).

5) E. Macron, *Discours de commémoration du centenaire de l'armistice de 1918*.

6) « Entretien avec Patrick Tort, Directeur de l'Institut Charles Darwin International », *Carnets rouges*, n° 10 (École et politique[s]), mai 2017 : http://reseau-ecole.pcf.fr/sites/default/files/cr10_bd_2.pdf

7) Que penser du fondateur du véganisme déclarant en 1944 que « la civilisation d'aujourd'hui est basée sur l'exploitation animale, comme les civilisations du passé l'ont été sur l'esclavage » !?

Lexique

Le travail scientifique démarre lorsqu'on entreprend d'observer l'écart qui existe entre les « notions (dites) naturelles » et la réalité sociale, ce afin de proposer une « définition objective » qui « exprime les phénomènes en fonction, non d'une idée de l'esprit, mais de propriétés qui lui sont inhérentes » (Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, chapitre 2, II).

Collapsologie : courant spiritiste et anti-constructiviste qui assure son fonds de commerce sur l'idée de l'effondrement ; religion qui cache son nom ?

Collapsosophie : anti-philosophie bourgeoise très proche de l'anthroposophie ; théosophie qui se dresse contre la libre-pensée.

Méditation laïque : une « spiritualité laïque » qui encourage au trouble narcissique ; contre-pied de l'individualisme anarchiste.

« **Pleine conscience/plaine présence** » : Pratique de dépolitisation du sujet, par la négation de l'inconscient.

Résilience : Naturalisation de la dépression.

Bonus.

Manifeste de l'École Emancipée, 2002 : <http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2078>
Texte d'orientation du GFEN 2013 : http://www.gfen.asso.fr/fr/texte_d_orientation
« Pédagogie libertaire », 2016 :

<http://www.socialisme-libertaire.fr/2016/05/pedagogie-libertaire.html>

Jacques Bernardin, « La naturalisation des différences » :

http://www.gfen.asso.fr/fr/naturalisation_des_differences

Eloïse Durand, « Contre le sectarisme. Pour une culture émancipée »,

<https://culturemainnue.fr/2018/08/06/contre-le-sectarisme-pour-une-culture-emancipee/>

Come Marchadier, « Collapsosophie ? Contre la prophétie de l'effondrement », mars 2019 :

<https://blogs.mediapart.fr/come-marchadier/blog/110319/collapsophie-contre-la-prophetie-de-leffondrement>

Jean-Baptiste Malet, « La fin du monde n'aura pas lieu », *Le Monde diplomatique*, août 2019.

Grégoire Perra, *Une vie en anthroposophie, avec Grégoire Perra - SHOCKING ! 5 Part. 6/6*

<https://www.youtube.com/watch?v=B-R44jK0Y6Q&t=1801s> :

« Les porte-voix : 30min01 »

Lucien Sève, « La cause anthropologique » in *La revue du projet n°50*, septembre 2015

: <http://projet.pcf.fr/77424>

Daniel Tanuro, « La plongée des collapsologues dans la régression archaïque », février 2019 :

<https://www.gaucheanticapitaliste.org/la-plongee-des-collapsologues-dans-la-regression-archaïque/>

MANGER RADICALEMENT : OÙ NOTRE RÔLE DE CONSOMMATEUR DANS LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

La question mérite d'être posée – qu'avez-vous mangé ces derniers jours ? Comment votre alimentation reflète, ou pas, vos convictions politiques ?

Le constat est clair, le système économique dominant dans lequel nous sommes, s'est révélé être une arme de destruction massive de nos écosystèmes et de nos âmes. Il est urgent de repenser et d'agir pour un futur qui comprend que l'appauvrissement des sols, des ressources en eaux ou l'extinction massive de millions d'espèces n'est pas une option. Compte tenu des inégalités grandissantes et de l'état actuel de notre en-

vironnement, il serait judicieux de plaider pour une transformation radicale de nos modes de production et de consommation. Et si notre nourriture illustre au mieux ces propos ; et si notre consommation alimentaire était le reflet de nos idées. Comment nos 2 à 3 repas par jour pourraient-ils participer activement à cette révolution ? Car on parle bien de révolution ! Il nous faut prendre conscience des impacts de nos actions.

Dans ce système en ébullition, la complexité des interactions entre acteurs et processus ne nous permet pas facilement d'énoncer des solutions. Ce serait si facile pourtant. L'enjeu principal ici est de prendre pleinement conscience de la puissance du système alimentaire comme une machine de soulèvement des peuples et de ralliement des forces Nature / êtres humains.

Penser du sol à la fourchette

La complexité des systèmes alimentaires donne souvent le vertige. Pour ceux qui habitent en ville et qui ne participent à aucun projet d'agriculture urbaine, il est souvent difficile de savoir en détail par où est passée la pomme qui se trouve dans nos mains. Il est souvent impossible d'associer le visage d'un agriculteur à la tomate qu'on mange en salade. De ce fait, comme on le fait pour l'iPhone et le Chinois en usine qui se fait

exploiter pour l'assembler – on se doit d'avoir en tête le producteur et tout le chemin que parcourent ces aliments qui finissent dans nos assiettes. Penser de la ferme à la fourchette (et un peu après pour la gestion des déchets produits par ces repas !). Un moyen d'y arriver plus facilement est donc de préférer les circuits courts et des types de productions respectueuses des écosystèmes et des ressources. Favoriser les marchés lo-

caux avec des produits locaux et de saison, revient aussi à éliminer un bon nombre d'intermédiaires qui contribuent activement à nous faire perdre de vue le producteur, le sol ou l'eau utilisés pour produire ces denrées. C'est aussi comprendre plus facilement, que s'il n'a pas plu tout ce printemps, nos tomates coûteront plus cher. Une façon de réapprendre le lien entre le climat, ses aléas, l'agriculteur et les aliments qu'on mange.

Court-circuiter les chaînes de valeurs capitalistes

Une production agricole en monoculture intensive récoltée, traitée, conditionnée, transportée de l'autre côté de la planète, vendue au marché de gros, distribuée dans des grandes surfaces et achetée pour être enfin consommée dans les prochains jours. C'est devenu la réalité de bien trop de produits qui constituent notre alimentation. Un exemple récurrent est celui des tomates, qui se sont faites appeler « tomates fraîches » – produites

au Maroc, pour être vendues en Europe ou ailleurs. Ces tomates ont besoin d'une eau bien trop rare dans une région semi-aride qui accueille des milliers d'hectares de serres destinées à la consommation hors-saison européenne – une absurdité déguisée en projet de développement agricole national et qui ne profite qu'à une poignée d'êtres humains. Cet exemple permet plus simplement de comprendre que derrière des produits « frais » se

cachent aussi des chaînes de valeurs consommatrices de ressources rares et génératrices d'inégalités grandissantes. A cet effet, et pour ne pas avoir à être dépassé par ces chaînes de valeurs aux subtilités politiques, économiques et environnementales complexes, il est clairement plus opportun de suivre le rythme des saisons et de ses producteurs locaux pour favoriser l'émergence d'une agriculture diverse et locale.

Le chocolat amer

Qui n'a jamais mangé un bon chocolat en se satisfaisant amplement de cette sensation de douceur fondante dans la bouche ? Plaisante expérience... à peu de choses près. Qui s'est maintenant demandé quelle était la réelle part que le producteur de cacao gagnait pour cette plaque 85% cacao ? Ou quels étaient les effets de la production de ce fruit sur la déforestation des forêts tropicales au

Ghana ou en Côte d'Ivoire ? Il y a là 2 dimensions essentielles du système alimentaire – la distribution de valeur et de pouvoir, d'une part, et les impacts environnementaux de l'autre. Dans cet exemple, 6% de la barre de chocolat est attribué au producteur de cacao ghanéen, un prix qui est imposé chaque année par l'État. Le gros des revenus de cette plaque de chocolat est alloué au distributeur

(Nestlé, Cadbury, etc.). Ces produits conditionnés se retrouvent dans notre quotidien sans qu'on ne sache quel est le prix alloué aux ressources primaires utilisées et comment les producteurs se retrouvent à la merci de ces marchés. De nouveau, cet exemple est une parfaite illustration d'un système d'exploitation que nous soutenons si nous consommons ces produits.

Alimentation et crise climatique

Le dernier rapport du GIEC (1) est également clair quant à l'effet de notre alimentation sur la crise climatique que nous vivons (2). Il convient sûrement de rappeler que notre alimentation est responsable de 26% des émissions de gaz à effet de serre (3), qu'une grande partie de ces émissions est une conséquence de la consommation de produits bovins (viandes ou produits laitiers). Selon ce dernier rapport, un changement radical doit prendre place ces prochaines années. Si la population mondiale venait à manger un peu moins de viande et plus de fruits et légumes, 3 Gigatonnes de CO₂-équivalent émises par année pourraient être évitées. Et si on venait à se nourrir seulement une fois par mois

de viande ou de fruits de mer, alors 6 Gigatonnes de CO₂-équivalent par année pourraient l'être (4). Et enfin, si on venait à ne manger aucun produit d'origine animale, alors ce seraient 8 Gigatonnes de CO₂-équivalent par année. La différence est non négligeable (5). Aussi, il n'est pas sans rappeler que la crise climatique est le résultat d'une capitalisation sans fin ou plutôt de la croyance qu'une économie prospère est une économie de croissance, dans un monde où les ressources sont finies, limitées et hétérogènement dispersées. Et si on veut voir la nourriture comme un attribut pour la lutte contre la crise climatique ou pour le changement du système économique actuel, alors le choix de

vient assez clair. J'ajouterais aussi, que de compenser le manque de viande par du tofu produit au Brésil et des avocats du Chili, n'est pas non plus une démarche cohérente et complète. L'objet de ce point n'est pas non plus d'être trop manichéen dans ses choix de régimes alimentaires. Je ne dis pas que quelqu'un qui choisirait une alimentation végétalienne ne pourra plus jamais goûter au ragoût que sa grand-mère a préparé avec amour. Mais il convient d'énoncer clairement les enjeux pour laisser aussi place aux émotions. Et si nos tentatives collectives et merveilleusement imparfaites pouvaient jouer un rôle dans la transformation radicale que nous voulons opérer ?

Anarchisme et souveraineté alimentaire

L'idée de lier la production et la consommation alimentaire aux communautés tout en se détachant des systèmes oppressifs existent depuis l'apparition de l'agriculture. De nos jours, les liens les plus évidents qui sont faits pour connecter l'anarchisme aux systèmes alimentaires restent à travers l'idée de souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire, est une forme radicale de politique alimentaire, contenant sans surprise un bon nombre de principes anarchistes. Comme nous le rappelle Nave Wald dans son papier intitulé « Towards utopias of prefigurative politics and Food sovereignty » (6), les liens entre la souveraineté alimentaire et l'anarchisme sont les suivants :

- Résistance face aux différentes formes de domination liée à une mondialisation néolibérale : ici, les producteurs cherchent à se détacher ou même à court-circuiter les liens avec un marché volatile ou avec des contrats de distributeurs oppressifs qui exploitent leurs terres et leurs sols.

- Revenir à des échanges dignes et respectueux de leurs environnements et de leurs labeurs. La question des relations de pouvoir dans le système alimentaire est cruciale et permet notamment de faire les liens entre anarchisme, souveraineté alimentaire mais aussi écoféminisme et anticapitalisme, anticolonialisme, etc.

- Transformation sociale à travers une action collective constructive ou destructive, en minimisant les intermédiaires : avec pour idée de conscientiser les liens qui s'établissent à travers les systèmes alimentaires et la volonté de les forger dynamiquement et collectivement. Minimiser les intermédiaires pour un fermier serait, d'une part, d'éviter l'utilisation d'intrants exogènes (pesticides, fongicides, graines bridées, etc.) et d'éviter de revendre ses produits à des intermédiaires infinis. Pour un consommateur, minimiser les intermédiaires, reviendrait à s'approvisionner au marché ou par des paniers urbains ou à travers des

sources transparentes et tout simplement plus courtes.

- Expérimentation et développement de systèmes adaptés aux enjeux et contextes locaux à travers notamment la promotion de la diversité : Ce point est tout particulièrement intéressant puisqu'il permet non seulement d'aborder des concepts de biodiversité, d'agro-écologie mais aussi des questions de résilience au changement climatique ou encore de résistance aux variabilités du marché. Il dresse le parallèle entre la nécessité d'inscrire son régime alimentaire dans un contexte géographique et climatique local et la volonté des producteurs de s'éloigner des monocultures intensives et productivistes. Diversité et contextualisation sont les clefs qui permettent aussi joliment d'établir des liens plus conceptuels quant à notre vision du monde tel qu'il est aujourd'hui – la volonté de légitimer la diversité tout en l'inscrivant dans notre contexte historique (Keine Mensch ist illegal).

Le rôle d'un consommateur – TOI – dans le système alimentaire

S'il reste une seule chose à retenir de ces quelques lignes, c'est bien l'importance de notre rôle de consommateur dans le système alimentaire, le réchauffement climatique et le système économique dominant en place. Il serait fallacieux de sous-estimer cette responsabilité collective. Être conscients des différents enjeux liés à notre alimentation représente un premier pas important vers la mitigation (l'amointrissement, la diminution, NLDR) de leur impacts négatifs. La bonne nouvelle est qu'un large panel d'options s'offre déjà à nous où que nous soyons et quel que soit notre

revenu. Ultiment, les dynamiques d'une telle consommation alimentaire permettront l'émergence d'une multitude de collectivités disposées à alimenter l'effervescence de ce changement et à contribuer activement pour générer des alternatives viables et cohérentes avec nos convictions politiques, sociales, économiques et environnementales.

1) <https://www.ipcc.ch/srccl-report-download-page/>

2) https://www.monde-libertaire.fr/?article=Quelques_nouvelles_du_climat:_le_dernier_rapport_du_GIEC

3) <https://science.sciencemag.org/content/360/6392/987>

4) https://www.nature.com/articles/d41586-019-02409-7?fbclid=IwAR1Y9N0svKcBJS-RtoFhh6N1Pvh4coyX7J0pUIA_9fge1060B6kbyuHZMuvU

5) <https://www.bbc.com/afrique/monde-46529886>

6) https://www.researchgate.net/publication/328517799_Towards_utopias_of_prefigurative_politics_and_food_sovereignty_Experiences_of_politicised_peasant_food_production

UN ARBRE ET LA FORÊT

Le numéro deux de la revue *Yggdrasil* vient de paraître. Son sous-titre, *Effondrement et renouveau*, annonce la couleur. Son titre vient de la mythologie nordique, il s'agit de l'arbre monde. Comme pour celui qui l'a précédé, on peut dire que c'est un bel objet. J'étais, je dois le dire, resté alors un peu de marbre. Dans ce nouvel opus, trois articles ont retenu mon attention et j'espère qu'ils feront de même avec la vôtre. Mais avant cela il faut revenir sur la genèse de cette aventure.

A l'origine il y a l'engagement de Pablo Servigne et de quelques-uns de ses amis dans ce courant culturel qui a pris le nom de collapsologie. Pour faire court, très court, il s'agit de prendre en compte les analyses et les avertissements des scientifiques réunis au sein du GIEC annonçant la dégradation inéluctable en l'état des conditions de vie sur notre planète. Après l'édition de trois de leurs livres, dont celui intitulé *l'Entraide, l'autre loi de la jungle*, il avait été décidé de faire paraître une revue rassemblant des articles divers et variés autour de ce sujet, la fin de notre monde. Une souscription avait alors été lancée pour trouver du financement. Ce fut un succès. Suffisamment d'argent pour envisager la parution de 12 numéros d'ici 2022. Pourquoi pas plus ? Peut-être y aura-t-il alors eu cette fin du monde !

Je me suis arrêté sur trois articles. La question de la politisation du propos, celle de l'alimentation en cas de catastrophe et celle du niveau communal. Dans le premier article Pablo Servigne répond à ceux, dont j'étais, qui se demandaient : « Pourquoi n'avons-nous pas politisé la question de l'effondrement dès le début ? » Il reconnaît que dans les ouvrages qui précèdent la parution de cette revue le « chapitre sur la politique de l'effondrement est resté bien maigrichon ». Il ajoute que cela aurait été bien prématuré de faire autrement, mais comme aujourd'hui « le concept a été accepté par beaucoup de monde », il est temps de creuser le problème. Pour autant, il pense que c'était faire œuvre politique avec son livre sur l'entraide, de tordre le cou au mythe de la compétition. Sur ce point, je ne peux qu'être d'accord. Par ailleurs il faut reconnaître que ce qui pouvait apparaître comme possible, c'est-à-dire la catastrophe environnementale, est devenu, médiatiquement au moins, une certitude. C'est devenu un récit autour duquel le monde entier tourne en ne sachant pas, pour le moment, comment l'enterrer. Pour Servigne et ses amis « il est grand temps de plonger dans ce chantier et de l'ouvrir à d'autres compagnons de route ». Ce qui l'intéresse, lui, « c'est de comprendre

les enjeux et de donner des outils politiques conceptuels pour que chacun s'approprié ces questions et prenne ses responsabilités ». Pablo Servigne, à la fin de cet article, rappelle, faisant référence à un schéma publié au sein de l'article, qu'il se « situe dans le cadran anarchisme-effondrisme ». Est-il nécessaire de rappeler que Pablo a participé pendant quelques années à la revue *Réfractations* et qu'il avait, dans le numéro 32 (en ligne), au printemps 2014 déjà, abordé cette question ?

Envisager l'effondrement d'une autre façon que théorique, abstraite, impose de se poser la question de la circulation de l'alimentation en période de catastrophes. Après qu'elles sont arrivées, la rumeur court, souvent justifiée, qu'il y a eu des pillages de magasins plus ou moins importants. Rappelons-nous ce qui s'est passé à la Nouvelle Orléans en 2005 ou aux Antilles/Saint Martin en 2017. Qu'en serait-il si la catastrophe était systémique, c'est-à-dire si elle entraînait l'incapacité pour l'État de fonctionner, par exemple en cas d'une panne générale électrique ? C'est à cette question qu'a tenté de répondre Stéphane Linou dans son livre auto-édité intitulé *Résilience alimentaire et sécurité nationale*. Il répond aux questions d'*Yggdrasil*. Il rappelle que de tout temps la question de la sécurité alimentaire faisait partie des charges des édiles locaux. Avec le développement des moyens de communication cette responsabilité a fini par disparaître. Pour Linou, cela tient essentiellement à l'utilisation sans limite des énergies fossiles qui permettent à des nourritures produites loin d'arriver chez les marchands locaux, comme par exemple bananes et oranges. Il ajoute que selon les études qu'il a menées, les populations pensent que les grandes surfaces comme l'État ont des plans d'urgence dans les tiroirs. On a bien vu, lors de l'incendie de l'usine chimique de Rouen (septembre 2019), qu'il n'en était rien. A chaque niveau, chacun pense que l'autre sait ce qu'il faut faire, S. Linou ajoutant qu'à son avis, l'État espère que les collectivités locales rurales pourraient prendre cela en charge. Au niveau na-

tional, les seuls à s'intéresser à cette question sont les militaires, qui y voient la possibilité d'étendre leur sphère d'intervention, même s'ils sont réticents à faire remonter au politique cette problématique car elle viendrait contrecarrer l'idéologie du libre-échange. Il faudrait alors se retourner vers les maires et particulièrement ceux des petites communes qui sont majoritaires en France. Ce sont les seuls endroits où il serait possible de prendre les choses en main et de construire une résilience alimentaire. C'est sans aucun doute un beau plan de travail qui n'a qu'un défaut, c'est qu'il laisse de côté la grande majorité des gens qui vivent en ville.

Le dernier article qui a attiré mon attention consiste en l'interview d'un curieux personnage, fort intéressant. Il vient du haut de la pyramide du pouvoir. Policier, il est passé de la BAC à la garde présidentielle sous Chirac. Il en est parti et travaille maintenant sur les questions de sécurité et de résilience liées aux risques d'effondrement. Pour lui, il ne faut rien attendre du sommet gangrené par les lobbies quels qu'ils soient, d'une part, et aux mains de conseillers corrompus ou tenus par des dossiers qui empêchent toute imagination. Nous nous trouvons dans la situation où « la population risque d'attendre qu'un messie arrive des urnes ou du ciel ». Il pense comme l'interviewé précédent que tout se joue dans les petites communes capables de surproduire au niveau alimentaire, mais que la question de la distribution pose un problème d'ordre public. Il y aurait alors l'apparition de « zones d'insécurité » et ce serait le rôle de la police de « colmater les brèches qui empêchent cette ultra violence d'envahir la normalité sociale ». Il vise les gangs. Il ajoute qu'« il faut faire comprendre aux gangs que s'ils gagnent un peu au début, ils vont avoir une vie merdique par la suite ». Cet article rappelle que l'effondrement ne sera pas forcément joyeux et vengeur.

Nous vivons dans un drôle de monde. Il ne viendrait à l'idée de personne de contester le savoir des médecins, même si parfois nous pouvons le critiquer. Il faut



en avoir eu besoin pour se rendre compte concrètement que nous leur devons beaucoup. C'est scientifique ! Mais quand des chercheurs se mêlent de donner un avis sur l'état de santé de notre monde, le doute devient la chose la mieux partagée. Il est plus facile de critiquer Greta Thunberg que de se plonger dans la littérature scientifique. C'est ce que certains ont nommé le « schisme de réalité ». C'est un terme forgé par le philosophe allemand Oskar Negt pour décrire l'étrangeté de ces périodes où se nouent les grandes crises politiques et institutionnelles, et où deux réalités disjointes semblent, un temps, coexister. Negt, né en 1934, est une figure majeure de la théorie critique de l'École de Francfort.

Rendant compte d'un livre, *Gouverner le climat*, publié en 2015, un chroniqueur du journal *Le Monde* rappelle que « nous avons d'un côté l'enchaînement des conférences sur le climat, offrant l'image rassurante d'une communauté internationale soucieuse de l'avenir de la planète, désireuse de coopérer pour sauvegarder les biens communs et jouant le rôle de "grand régulateur central" chargé de

définir et de distribuer les droits d'émissions de gaz à effet de serre. De l'autre, nous avons l'image du monde réel, où règnent en maîtres l'exploitation forcée des ressources d'énergie fossiles, la recherche éperdue d'intensification des échanges commerciaux, l'affirmation farouche des souverainetés, le tout sur fond de concurrence économique toujours plus féroce ».

L'autre question qui gêne beaucoup de nos concitoyens, jusque dans nos rangs, est la question de l'effondrement systémique. Nous pensons tellement en termes de révolution pour abattre le système que l'on en vient à oublier qu'il puisse tomber du fait du changement climatique. Si cela devait advenir, ce serait loin d'ici ! Je voudrais juste partager avec le lecteur quelques faits qui nous sont très proches.

Il est un endroit en France où cette question n'est pas une vue abstraite. C'est en montagne, et particulièrement dans les Alpes, où le changement de température entraîne le réchauffement du permafrost. La transformation sous le

coup de la chaleur de ce ciment naturel affaiblit la solidité d'ensembles rocheux. Des refuges se sont effondrés ou nécessitent des travaux de renforcement, ou alors comme aux Cosmiques, près du Mont Blanc, se pose un problème d'alimentation en eau. Des remontées mécaniques deviennent instables, comme aux Grands Montets à Chamonix. Les guides de haute montagne sont amenés à modifier leurs listes de courses. Sur 100 courses, 25% ne sont plus fréquentables l'été et 30 sont très évolutives. Le réchauffement climatique transforme l'économie de la montagne, alors que 500 000 visiteurs se rendent chaque année à l'Aiguille du Midi. Dans l'Oisans un grimpeur a été blessé au cours d'un rappel, un bloc de plusieurs centaines de kilos lui est tombé dessus. C'est toute une économie touristique qui doit être modifiée et ce n'est pas près de changer.

D'autres sujets sont abordés dans ce numéro, sur, entre autres, Extinction Rebellion, le clitoris ou comment fabriquer son assiette en bois ! Bonne lecture !

Pierre Sommermeyer

TROIS NOTES DE LECTURE...

Murray Bookchin, *Changer sa vie sans changer le monde*, Agone -Contre Feux, 2019 (186 pages)

Il s'agit d'un ouvrage regroupant deux articles de la fin des années 90 de Bookchin. L'article que je voudrais commenter est le premier.

Il s'agit d'une critique décrivant les dérives d'un anarchisme passant d'anarchisme de classe à anarchisme de défense des droits bourgeois individualistes.

De manière implicite, Bookchin décrit aussi sa propre dérive suite aux années 60, d'avoir cru aussi aux luttes d'émancipation.

Bien sûr il ne s'agit pas de critiquer les besoins d'avoir demandé des droits égaux pour les femmes, les minorités, d'avoir prôné la libération sexuelle. Il est question de dire qu'il a s'agit d'un piège où ces droits individuels déconnectés de la lutte des classes ont absorbé les militants anarchistes dans un premier temps. Dans un second temps, c'est, selon Bookchin, devenu le centre des luttes anarchistes aux USA, où on est passé d'une partie du mouvement ouvrier d'obédience libertaire à des individus des classes moyenne « petite bourgeoisie » qui vont dans la surenchère de la critique de tout, tout en ne risquant pas grand-chose, tant ces critiques sont du « luxe » et n'attaquent pas la société de classe actuelle. Parfois, pour moi, Bookchin va un peu loin, en jetant le bébé avec l'eau du bain, ainsi il critique les anti-technologies en rejetant en partie l'œuvre de Jacques Ellul. Ellul a eu des excès, mais il distingue bien le logos sur la techné de la techné elle-même. Ellul dénonce la religion de la technique qui sert le capital. Sur les primitivistes, bien sûr, je rejoins Bookchin dans sa critique de Zerzan. Aujourd'hui encore on entend des intellos citadins qui n'ont jamais cherché ou produit leur nourriture défendre les chasseurs cueilleurs. Bookchin dénonce cette posture d'anarchiste « lifestyle », à juste titre, cependant j'eusse aimé qu'en tant de municipaliste et écologiste, il interroge les capacités de l'écosystème monde à durablement supporter une espèce aussi prolifique que l'humain. Donc à lire, et cela nous renverra à des exemples dans nos luttes au quotidien, de ces anarchistes *lifestyle*, vivant dans le luxe de nos sociétés occidentales, en prenant en compte une certaine amertume de Murray Bookchin.



Yves Cochet, *Devant l'effondrement, Les Liens qui Libèrent*, 2019 (251 pages)

Encore un livre sur l'effondrement...mais venant d'un ancien ministre, ce qui devrait interpeler. Les media mainstream parlent d'un fou, d'un délirant. Est-ce un politique qui aurait pété les plombs ?

Cela fait longtemps que Cochet avec ses positions néo-malthusiennes a eu contre lui une bonne partie des écolo moralistes.

Ce qui nous intéresse ici dans l'ouvrage, c'est la réflexion sur l'état et le capitalisme du militant écologiste.

Premièrement et à juste titre, il raille gentiment, toutes les ONG (Greenpeace...) qui croient à des solutions politiques et techniques. Le constat est clair, la machine ne pourra être modifiée par le capitalisme, les politiques, la technologie.

Prévoyant la fragmentation des États actuels, YC pense qu'il y aura des mini états (« biorégion »), qui auront différentes formes, autoritaires ou démocratiques. YC dénonce l'État en tant que groupe décidant à la place des autres, mais prône l'État comme solution. Dans une partie de son ouvrage il tourne en rond, ayant un constat plutôt libertaire de ce qu'est l'État, mais ne trouve la solution fédéraliste. Ce qui est intéressant c'est aussi qu'il voit clairement qu'en cas de fracturation de l'État, la police sera une force prédatrice dangereuse, pis que d'autres mafias car la force armée la plus nombreuse. Il prône, là, une solution plutôt défendue dans l'histoire par les libertaires, à savoir la rotation des tâches dans le maintien de l'ordre, les citoyennes et citoyens à tour de rôle sont désignés pour la sécurité intérieure et extérieure. Sur le capitalisme, YC a encore du chemin à faire. Il prétend que ce n'est pas seulement le capitalisme qui est en cause et que la lutte des classes devrait être une lutte secondaire, car il y a plus urgent. Néanmoins, juste avant, il a déclaré que le libéralisme était la cause et surtout pas la solution. En fait YC ne met pas l'URSS dans le capitalisme, d'où l'absence de sortie dans sa pensée. Il dénonce le productivisme mais point.

Après, il devrait avoir une critique à deux niveaux :

Le capitalisme ET son idéologie (qui a déteint sur le milieu ouvrier) est la cause de l'accélération de fin du 18e siècle et la suraccélération de 1950

Le néolithique porte en lui même les germes de la destruction sur le long terme.

Mais YC tâtonne sur ce point sans arriver à donner une perception claire de sa vision. Le productivisme est coupable mais d'où vient ce mal ? Sur la forme, on sent le mathématicien avec un vocabulaire qui peut être difficile à lire.

Camarade ministre encore un effort pour être anarchiste !



Ouvrage à lire qui éclaire sur la fragilité des États, les dangers de l'urbanisation et la faible anticipation des sociétés humaines aux changements climatiques
Cyrille Gallion

Kyle Harper, *Comment l'Empire Romain s'est effondré - Le climat, les maladies et la chute de Rome*, La Découverte, 2019 / édition américaine 2017 (544 pages)

A première vue, le titre ne m'a pas attiré. Tellement d'ouvrages sur les 4e et 5e siècles de notre ère, dans ma bibliothèque, que je pensais à un effet de mode.

Puis dans un autre lieu, une librairie en qui j'ai confiance, je l'ai finalement acheté. Je ne regrette pas.

La chronologie politique de Rome est revisitée avec en miroir les maladies, les maladies nouvelles, les changements climatiques.

Les « invasions barbares » et la montée des intolérances religieuses (christianismeS) sont recontextualisées.

Il est certain que les changements climatiques du premier tiers du 3e siècle sont très impactants. Fin de l'OCR (optimum climatique romain). Mais l'auteur n'ose pas aborder la question d'une éventuelle origine anthropique de ces changements. On sait que le proche orient a été bouleversé il y a 4500 ans, aussi en raison de changements climatiques dont une partie serait liée à la déforestation.

L'auteur n'aborde pas spécifiquement, la surexploitation en culture céréalière de la péninsule ibérique sous la domination de Rome et les conséquences toujours en cours d'une désertification.

Là où l'auteur est à lire, c'est le lien entre les Pestes et leur rapidité de dissémination liées à des économies mondialisées. Au 4e siècle, plus personnes ne savait fabriquer une assiette. Il y avait trois usines sur l'empire. Mais ça on le savait.

La fragilité liée à la division du travail était connue, le christianisme comme cause et conséquence de la crise, aussi, les barbares aussi comme source de renouveau et cause de chute. Mais ici nous mettons les choses en perspectives

Je ne citerai que deux points précis dans cet ouvrage très riche :

- Andrinople, dont la bataille de 378 est connue pour une défaite de l'armée romaine face aux barbares (germans) qui se sentaient trahis de ne pas être bien traités après avoir demandé l'asile.

La théorie dominante était qu'une explosion démographique en Chine avait produit des déplacements à travers la steppe sibérienne et jusqu'au centre de l'Europe. L'auteur ici nous met en avant que c'est le changement climatique qui oblige les « Huns » à aller vers l'Ouest et pousse les Germains à demander asile à Rome qui accepte et refuse en même temps. Les migrants deviennent les plus fervents chrétiens et auxiliaires de l'armée, ou même soldats à part entière de l'empire, qui vont parquer d'autres migrants, les refouler, puis concéder... bref une politique erratique qui est aussi erratique à cause des maladies qui se développent et du changement climatique qui fait baisser les rendements en céréales.

- La peste sous Justinien. Après la chute de l'Italie, et des Gaules, l'empire se maintient avec force de l'Algérie à la Turquie actuelles. Il est conquérant. La peste, à partir de 542, va en quelques années anéantir jusqu'à 60% de la population. Constantinople passe de 500 000 à 200 000 habitants en deux ans ! Cette peste va avoir une vingtaine de vagues jusqu'à 720 de notre ère. Cela relativise les victoires arabes et de l'islam qui auront lieu dans les années 630/650. L'islam progresse car il est beaucoup plus simple (moins de prise de tête entre le père, le fils, le saint esprit !) et moins intolérant que le X de Justinien. Par contre, imagine-t-on la capacité de résistance d'une société qui perd en quelques années 60% de sa population et voit ensuite en perdre des morceaux tous les cinq à six ans ? La France à 24 millions en 2022 ? Or les arabes bien que peu nombreux et peu technologisés sont des nomades. Les nomades, vivant de la chasse, du petit élevage itinérant, sont moins sensibles à ces épidémies, comme le redit l'auteur (idem pour les Huns) et le dit James C Scott dans sa critique de l'État.



À PROPOS DU CLIMATO-SCEPTICISME. VALETS DES MULTINATIONALES ET AUTRES IDIOTS UTILES I

N'y a-t-il pas eu, antérieurement, des périodes de réchauffement climatique ?
Est-il prouvé, scientifiquement, que les herbicides nuisent à la santé humaine ?
Est-il prouvé, scientifiquement, qu'une croissance sans fin dans un monde fini est un non-sens ?
Est-il prouvé, scientifiquement, que les OGM n'ont aucune incidence sur... ?
Est-il prouvé, scientifiquement, que le médiateur serait un poison ?
Est-il prouvé, scientifiquement, que les pôles n'ont jamais fondu, idem pour les glaciers ?
Est-il prouvé, scientifiquement, que dieu existe ? ...

A toutes ces questions, la réponse est : rien n'est prouvé, scientifiquement. Mais cela prouve quoi ?

Rigoureusement rien par rapport à la réalité et à l'évidence de la nécessité d'un principe de précaution.

Pas besoin d'avoir fait Saint Cyr pour comprendre que les faits, ceux du réchauffement climatique, ne sont juste que des faits qui, vraisemblablement, ont un RAPPORT avec l'activité humaine actuelle qui s'appelle le capitalisme. Capito ?

De soi-disant scientifiques, bizarrement rémunérés largement pour entretenir le doute, jouent de cela. On les appelle des lobbys. Il est même quelques idiots utiles qui, au nom de la science, adoucent, gratuitement, les dires des valets du capitalisme.

Aujourd'hui, il n'y a plus de doute possible. Pas la planète, mais nous, nous sommes en extrême urgence. Si, dans les quelques décennies qui viennent, on ne change pas de civilisation, ce qui signifie rompre avec le capitalisme, sa croissance à tout crin, sa consommation de merde, son pillage éhonté de toutes les ressources..., on va tous crever. Tous !

Alors, que les choses soient claires, nous sommes de cette jeunesse, moins apolitisée qu'on ne croit, qui déferle dans les rues. Nous essaierons de mettre, en tant qu'acteurs et non spectateurs, notre grain de sel dans cette révolte. Mais, c'est fini, nous refusons de débattre avec les valets du capitalisme que sont les climato-sceptiques.

On ne discute pas avec les brouettes, on les pousse ! La Fédération Anarchiste, dans sa grande sagesse, s'est fendue de deux motions de congrès limpides.

Jean-Marc Raynaud, Jean-Pierre Tertrais, Thyde Rosell, Gwénolé Kerdivel, François Marchesseau, Thierry Guilbert, Guillaume Roche, Benoist Rey

UNE IDÉE NEUVE : L'ANTI-INDUSTRIALISME !

Lord Byron n'est pas un anarchiste mais un très puissant poète romantique anglais. Il siégea peu à la Chambre des Lords. Il n'y fit que quatre discours. Son premier discours est pour défendre vigoureusement les ouvriers et ouvrières que les avancées techniques dans le tissage ont poussé au chômage et à la révolte luddite. Assez virulent, il justifie leur colère en décrivant leur extrême misère.

La révolte des Luddites, c'était il y a deux siècles. Actuellement, le discours techno-critique a du mal à se faire entendre sans railleries ni haussements d'épaules. Le « progrès », comme le capitalisme et l'État-nation, paraissent naturels à beaucoup. C'est difficile de prendre du recul tant notre quotidien nous accapare. Nous avons le nez dans le guidon et penser librement est devenu un luxe. Mais les anarchistes sont habitués à lutter contre les évidences communes.



Depuis un peu plus de deux siècles - ce qui n'est rien à l'échelle de la vie de l'être humain - se succèdent les révolutions industrielles. Ce sont des changements brutaux et incessants qui affectent nos conditions de vie. Les machines sont vite périmées, devenues obsolètes, H.S. - et nous avec ! Aujourd'hui, on ne répare plus, on jette et on rachète. Le progrès technique est très rapide, va de pair avec l'évolution du capitalisme et la financiarisation du monde. L'industrie a instauré de nouvelles conditions de travail, imposées aux forçeps. Le XIXe siècle fut misérable, douloureux et meurtrier pour les ouvrières et les ouvriers. Au XXe siècle, le capitalisme apporte la modernité dans les maisons et dans les rues. C'est l'époque où « Moulinex libère la femme » ! On vend des voitures, des voitures, des voitures... Pendant ces « Trente Glorieuses », le capitalisme séduit le prolétariat grâce aux marchandises modernes, impensables sans l'industrie qui les fabrique.

L'industrie pollue et saccage la Terre. La nourriture ; dont on parle tant, a été complètement frelatée par l'industrialisation.

C'est la fin des langues locales. La télévision et les médias (et l'Éducation nationale !) ont tout unifié même les accents. Aujourd'hui même, c'est la fin de la télé (ce n'est pas une grosse perte !) et, plus

grave, du livre. Internet a tout supplanté. Alors que nous disposons de tant d'informations, nous n'avons jamais été si peu savants, perdus, déconnectés de la rugueuse réalité, malheureux... Des machines de toutes sortes nous entourent. Nous y sommes tous les jours confrontés. Les personnes âgées sont dépassées. Le progrès a été trop rapide pour elles. C'est une forme d'exclusion. On distingue ainsi les info-pauvres et les infos-riches. Je suis volontairement info-pauvre.

Les objets ont des « vies » cycliques. Un exemple : je suis grand amateur de musiques en tous genres. Dans les années 90, le disque vinyle était obsolète. Le CD l'avait supplanté. Je trouvais, notamment dans des vide-greniers, des vinyles très peu chers, bradés pour quelques francs. Aujourd'hui que le numérique bat son plein, on observe un retour massif du disque vinyle. On trouve de nombreux disquaires dans les villes. Leclerc et la Fnac s'y sont mis et en vendent en quantité. Le CD aujourd'hui ne vaut plus rien. Ce qui coûtait 100 voire 120 francs en 1990 coûte aujourd'hui 2 euros chez les soldeurs. On observe même, chez les personnes branchées, un retour de la cassette, car analogique comme le vinyle. Qui l'eut cru ? Un objet périmé peut revenir sur le devant de la scène. Ah, les multiples séductions

de la marchandise, ses ruses de serpent !

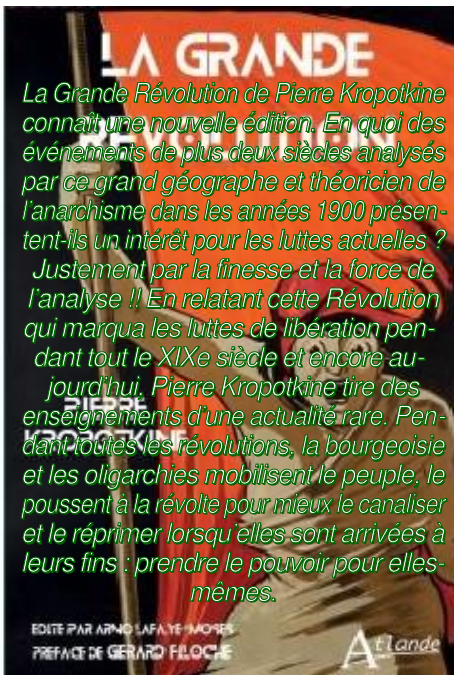
On sait que les disciples de Saint-Simon, l'un des précurseurs du socialisme, ont été nombreux à se lancer dans l'industrie, notamment des gros chantiers (trains, canaux, etc.). Mais au-delà, c'est quasiment tout le mouvement ouvrier qui est technophile, anarchistes compris. Bien que Marx ne semble, parfois, pas dupe, les marxistes, notamment en URSS, ont poussé l'industrialisation le plus loin possible.

Aujourd'hui encore, ce sont les mêmes arguments qui sont avancés : Les machines font les travaux pénibles, l'homme travaille moins, la technologie est neutre, etc. C'est du niveau de « Moulinex libère la femme » ! C'est la même rhétorique du « progrès » forcément bienfaiteur. De nombreuses enquêtes peuvent être menées : le lien capitalisme/industrie n'est pas encore totalement clair. On confond Histoire et histoire de la technique. La santé est à l'avant-garde du progrès comme processus, comme idéologie et comme propagande.

Le capitalisme a tout noyé dans « les eaux glacées du calcul égoïste ». On peut dire de l'industrie qu'elle a, elle aussi, tout noyé de ce qui était humain.

Gilles Durand

UNE LECTURE ANARCHISTE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



La Grande Révolution de Pierre Kropotkine connaît une nouvelle édition. En quoi des événements de plus de deux siècles analysés par ce grand géographe et théoricien de l'anarchisme dans les années 1900 présentent-ils un intérêt pour les luttes actuelles ?

Justement par la finesse et la force de l'analyse !! En relatant cette Révolution qui marqua les luttes de libération pendant tout le XIXe siècle et encore aujourd'hui, Pierre Kropotkine tire des enseignements d'une actualité rare. Pendant toutes les révolutions, la bourgeoisie et les oligarchies mobilisent le peuple, le poussent à la révolte pour mieux le canaliser et le réprimer lorsqu'elles sont arrivées à leurs fins : prendre le pouvoir pour elles-mêmes.

ÉDITE PAR ARNO LAFAYETTE-MOREL
PRÉFACE DE GÉRARD FLOCCIE

De nos jours, Pierre Kropotkine est essentiellement connu dans les milieux libertaires, entre autres pour ces ouvrages d'ébauche d'une société meilleure tels que *La conquête du pain* ou *L'entraide*. Pourtant de son vivant, sa culture historique, de géographe réputé, en faisait un ami d'Elisée Reclus, Camille Pissarro, Louise Michel, G. B. Shaw et il connaissait l'estime de Victor Hugo, Ernest Renan, Jean Jaurès, qui prendront sa défense lorsqu'il sera poursuivi par les autorités françaises. Sa vie est un roman, lui qui fut perçu par les siens comme un transfuge de classe, d'autant plus détesté qu'il les connaissait bien et pouvait mieux les dénoncer. Il s'attaque donc au début du XXe siècle à une analyse fine de la Révolution de 1789 qu'il perçoit comme la « mère » de toutes les révolutions, la seule qui mérite une majuscule. Son objectif : présenter de la manière la plus exacte et la plus pédagogique possible les faits tels qu'ils se sont déroulés, à rebours de tout mensonge de classe. Nous le savons tous, l'Histoire est écrite par les vainqueurs ; ceux-ci occultent quelques massacres « dérangeants », traitent les gens du peuple de brigands et de pilliers pour mieux donner le beau rôle aux dirigeants « sauveurs » de la société.

Préparer les révolutions à venir

Au-delà d'une simple description, Kropotkine tire les enseignements pour mieux préparer les révolutions à venir. C'est une histoire de la Révolution vécue du côté du peuple. Il montre les révoltes antérieures à 1789 dues

à la faim, aux impôts, aux injustices et la casure qui anime ces événements. « Deux grands courants préparent et firent la Révolution. L'un, le courant d'idées, le flot d'idées nouvelles sur la réorganisation politique des États, venait de la bourgeoisie. L'autre, celui de l'action, venait des masses populaires, des paysans, des prolétaires dans les villes, qui voulaient obtenir des améliorations immédiates et tangibles à leurs conditions économiques. Et lorsque ces deux courants se rencontrèrent, dans un but d'abord commun, lorsqu'ils se prêtèrent pendant quelque temps un appui mutuel, alors ce fut la Révolution. » Les atermoiements de cette même bourgeoisie apparaissent au fil des pages, elle souhaite abattre les pouvoirs, ceux du Roi et de l'Église pour conquérir le pouvoir pour elle seule. Alors le peuple, elle l'utilise et c'est le sang du peuple qui coule le 14 juillet 1789 mais le même sang lors de la fusillade du 17 juillet 1791, la Garde nationale tirant sous la direction de Lafayette, lorsque le peuple veut aller plus avant.

C'est au peuple de gagner son autonomie pendant les événements, après c'est trop tard, la pesanteur sociale reprend le dessus. « Une révolution, c'est le renversement rapide, en peu d'années, d'institutions qui avaient mis des siècles à s'enraciner dans le sol et qui semblaient si stables, si immuables que les réformateurs les plus fougueux osaient à peine les attaquer dans leurs écrits. [...] C'est enfin l'éclosion de conceptions nouvelles, égalitaires sur les rapports entre citoyens, conceptions qui bientôt deviennent des réalités. » C'est le moment du peuple comme le montre Kropotkine, après la fuite du roi arrêté à Varennes, après l'invasion du pays par les troupes étrangères avec les émigrés de la première heure, le comte d'Artois en tête. Mais la bourgeoisie a peur du peuple. Elle supprime les contre-pouvoirs locaux, isole les travailleurs en instaurant la liberté du commerce et de l'industrie. Pas de regroupement des ouvriers, ils sont seuls face à la puissance de l'argent.

Cette Révolution, c'est celle de la propriété. Dans la Déclaration des droits de l'homme, elle est déclarée, et c'est la seule, comme un droit inviolable et sacré. La vente des biens du clergé et des nobles émigrés sert la bourgeoisie et des fortunes naissent. Pour autant, cette même Déclaration contient des droits essentiels pour le peuple, des points d'appui que l'on retrouve en 1830, 1848, 1871 pour ne rester qu'en France.

Déjà des anarchistes ?

Dans ces événements, Kropotkine discerne la présence des anarchistes. Ils ne sont pas organisés en parti. « Ce sont des révolutionnaires disséminés dans toute la France. Ils se sont donnés à la Révolution corps et âme ; ils en comprennent la nécessité ; ils l'aiment et ils travaillent pour elles. » Certains sont autour de la Commune de Paris, d'autres aux Cordeliers, aux Jacobins. « Mais leur vrai terrain, c'est la section, et surtout la rue. [...] leur moyen, d'action c'est l'opinion du peuple [...] Leur vraie arme, c'est l'insurrection. Par cette arme ils exercent une influence sur les députés et le pouvoir exécutif. » Ils seront la bête noire de la bourgeoisie, la diatribe de Brissot contre eux démontre que le combat est bien là. Il faut l'égalité de droit, mais aussi de fait, sinon tout n'est qu'illusion. En 1791, Robespierre s'exprime en ce sens « Les aliments nécessaires au peuple sont aussi sacrés que la vie. Tout ce qui est nécessaire pour la conserver est une propriété commune à la société entière. Il n'y a que l'excédent qui soit une propriété individuelle. » Ces propos ne sont pas sans rappeler *La Conquête du pain*.

Attaquée de toutes parts, la Convention va mettre en place un système violent et systématique, la Terreur dans laquelle Kropotkine ne saurait se retrouver. Les colonnes infernales en Vendée, les envoyés politiques en province, l'élimination des opposants, voire de révolutionnaires authentiques, avec des simulacres de procès ne sont pas sans rappeler des méthodes de régime totalitaire du XXe siècle.

Après Thermidor, la Révolution s'achève lentement malgré quelques soubresauts comme la conjuration des Égoux. « Une révolution qui s'arrête à mi-chemin marche nécessairement à sa perte. » D'autant qu'elle a « laissé un « gouvernement fort » se constituer ; et ce gouvernement avait écrasé les Enragés et mis le bâillon à ceux qui osaient penser comme eux. » Une ambiance de traque et de répression digne de la chasse aux communards de 1871 se met en place.

Pierre Kropotkine conclut son livre en donnant une grande leçon de science politique sur l'évolution inéluctable de la société humaine, « l'humanité marche d'étape en étape, et ses étapes sont marquées depuis plusieurs centaines d'années par de grandes révolutions. »

Francis

La Grande Révolution, Pierre Kropotkine.
Ed. Atlande, 2019 en vente à Publico

LA QUESTION MÉMORIELLE

Sous une forme ou une autre, le sort des Juifs français ou réfugiés en France pendant la deuxième guerre mondiale continue à interroger nos contemporains et à faire l'objet de publications réservées de fait à un public averti. C'est le cas du livre publié aux éditions Imago en 2018 et intitulé *Le village des justes*. L'auteur, Emmanuel Deun, se présente comme un psychologue clinicien, psychanalyste et médiateur de justice. Cet ouvrage aborde l'histoire de ce petit village de la Haute Loire qui fut un refuge pour des milliers de Juifs pendant ces années où l'horreur nazie s'était abattue sur l'Europe et au-delà (1).

La mémoire aujourd'hui

Emmanuel Deun, à plusieurs reprises, rappelle qu'il n'est pas historien. Il a cependant voulu apporter sa pierre à l'édifice de la mémoire. Soit ! Avant d'aller plus loin, rappelons quelques faits. Ce village, perdu sur le plateau ardéchois, est une enclave protestante, huguenote, quasi unique en France. Le souvenir des persécutions religieuses, des camisards, y est encore vivace. Cet endroit fut entre les deux guerres un endroit de villégiature et de repos pour nombre d'enfants en mauvaise santé. Il se dota pour les accueillir d'un grand nombre de pensions de famille. Au milieu des années trente, un pasteur mal noté par sa hiérarchie y est envoyé. Cette dernière espère que dans ce coin reculé il n'y fera aucun scandale. Il ne reste pas seul. Il est rejoint par d'autres du même type. Ils ont tous été des objecteurs de conscience dans les années qui suivirent l'immense boucherie que fut la « Grande Guerre ». Ils ne veulent pas que cela se reproduise. Ils ont donc désobéi à la machine militaire. Cela est mal vu par leurs supérieurs ecclésiastiques. Une nouvelle guerre se prépare,

une nouvelle guerre se déclare. Cette fois, ce sont les Juifs en tant qu'entité qui ont été déclarés comme ennemis prioritaires. Cet oukase nazi rencontre en France un antisémitisme larvé qui n'attend que cela pour devenir ouvert et actif.

Les pasteurs présents au Chambon ne peuvent accepter cela. Emmanuel Deun retrace minutieusement le début de leur résistance. L'attrance que ce village et ceux qui l'environnent a sur ceux qui cherchent un refuge. L'accueil sur place est organisé, utilisant les hôtels et pensions de famille qui avaient servis de lieu de repos avant la guerre. Devant l'afflux de réfugiés des filières se mettent en place afin d'exfiltrer ces derniers vers la Suisse.

L'auteur exprime une attrance certaine vers celui qui va incarner cette résistance, le pasteur André Trocmé, sans pourtant comprendre ce qui le meut réellement. Ce faisant Deun va mettre en lumière, sans vraiment trancher, la situation où se trouve ce lieu de résistance non-violente. C'est une partie qui se joue dramatiquement entre l'action de

Trocmé et de ses amis d'une part, la résistance armée d'autre part et l'occupation allemande s'appuyant sur la complicité de l'État vichyste.

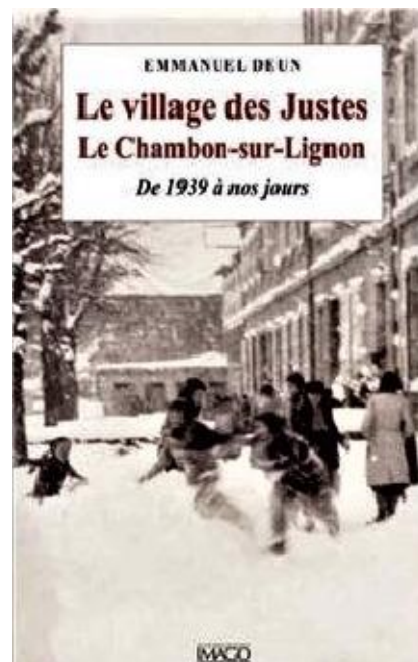
Si le Chambon et le plateau ardéchois qui l'entoure n'ont pas été soumis, cela est dû pour une part à une tolérance plus ou moins complice des forces de police française qui trouvaient là l'occasion de concrétiser un refus d'obéissance larvé. Pour une autre part, l'absence d'agressivité militaire de la Résistance rendait moins nécessaire, utile, la manifestation oppressive de l'armée allemande stationnée à proximité. C'est cette situation ambiguë qui est devenue l'objet de discussions parfois acerbes, à partir du moment où l'histoire du Chambon est entrée dans l'Histoire. Il a fallu en effet attendre le début des années 1980 pour qu'un livre écrit par un Américain, Philip Hallie, soit traduit et publié en France sous le titre *Le sang des innocents*. On se rappelle que quelques années plus tôt, un autre Américain, Paxton, avait brisé le mythe de *toute la France résistante* en publiant son livre sur Vichy.

Pacifisme et/ou non-violence

Une question traverse le livre, celle de savoir ce qu'est Trocmé d'un point de vue politique. Pour l'auteur, André Trocmé est pacifiste. C'est d'ailleurs ce qui apparaît aussi sur les panneaux qui lui sont consacrés dans le lieu de mémoire situé en face du temple protestant où ce pasteur et ses collègues ont officié toutes ces années de guerre. Être pour la paix suffit-il de faire de l'un ou l'autre un pacifiste ? Trocmé et ses amis étaient-ils seulement pacifistes ? Parfois E. Deun avance le terme de non-violent sans pour autant savoir quoi en faire.

Je vais pour ma part tenter une classification. Être pacifiste implique une opposition forte à tout ce qui peut amener un pays à entrer en guerre contre un autre. Est particulièrement visé ce que l'on peut appeler le secteur militaro-industriel. Le pacifiste est radicalement antimilitariste. Ce qui fait que, parmi ceux qui forment ce courant, il se trouve un grand nombre d'anarchistes. C'est quand la question de l'utilisation de la violence se pose que la no-

tion de non-violence apparaît. On peut être antimilitariste et être favorable à l'utilisation de la violence dans les luttes sociales ou politiques comme en Espagne. Gandhi a montré de son côté, lors de la deuxième guerre mondiale, qu'on pouvait être non-violent sans être antimilitariste. Historiquement, les congrès antimilitaristes se sont enchaînés avant la première guerre mondiale sans résultat. A aucun moment l'appel à la désobéissance, au refus individuel de porter les armes, étape indispensable vers un refus collectif, n'avait alors été prôné. Il faudra attendre la fin de la première guerre mondiale pour voir le nombre d'objecteurs de conscience devenir significatif. Ce seront quelques-uns parmi ces derniers qui se retrouveront au Chambon sur Lignon. A la fin de ce livre, l'auteur revient sur ce qu'il appelle « le militantisme pacifiste » qui n'a été pour Trocmé qu'un engagement non-violent comme un de ses derniers livres *Jésus Christ et la Révolution non-violente* publié en 1961 en témoignage.



Quelques précisions

L'auteur, Emmanuel Deun ne prétend pas être un historien, certes, pourtant un certain nombre de choses nécessitent d'être rectifiées. Le Mouvement International de la Réconciliation, d'inspiration protestante mais dans lequel on a pu retrouver nombre de catholiques, n'est pas et n'a jamais été une organisation pacifiste. Le MIR a, dès sa naissance, fait référence à Gandhi et à son action. Tout au long de ce livre, E. Deun mentionne les Quakers, utilisant selon les moments une majuscule ou une minuscule, sans jamais l'expliquer. Branche de la Réforme protestante radicale, les Quakers qui apparaissent en Angleterre au cours du 17^e siècle, migrent en Amérique à la fin de ce siècle-là. Dès le début ils s'engagent contre l'esclavage et joueront un rôle important quoique souvent oublié dans ce « train » qui emmenait les esclaves noirs en fuite vers le nord anti-esclavagiste. En aucun cas il n'est possible de les qualifier de pacifistes. Ils sont aujourd'hui et depuis le début du 20^e siècle attaché à la non-violence. L'une de leur figure les plus

connues est Joan Baez.

Une autre erreur de l'auteur est de présenter le *Chant des marais* comme le cantique des persécutés. Je ne sais pas où il a pu trouver cela. Ce chant a été créé par des prisonniers politiques dans les camps de concentration du début du nazisme dans la région de Lüneburg, nord de l'Allemagne. On peut penser que A. Trocmé, germanophone accompli, avait eu connaissance de ce chant provenant de ces camps situés dans des espaces de tourbe. L'auteur fera une confusion du même type en ne relevant pas que le *Chant des adieux* est la version française d'un vieux chant écossais *Auld Lang Syne* popularisé dans tous les milieux scouts. Une autre erreur est de définir le journal *Peace News* comme un journal américain alors qu'il a de tout temps, et encore aujourd'hui, été une publication britannique. Il est très facile de critiquer de nos jours un article paru en 1953 pour sa partialité. Ce serait oublier qu'alors seul le récit résistancialiste avait droit de cité.

Violence et non-violence

L'existence de ces deux pôles de résistance a suscité et suscite encore beaucoup d'incompréhension. Ce livre, comme d'autres publiés il y a quelques années, en porte témoignage. Il semble avéré que le maquis local aurait essentiellement servi comme base de repli, comme refuge, pour ces jeunes gens qui refusaient de partir en Allemagne dans le cadre du STO (service de travail obligatoire) mis en place par les nazis. Si les rapports de la Résistance armée avec le pasteur Trocmé sont tendus et créent « un mur infranchissable d'opposition et d'incompréhension mutuelles »,

il n'en reste pas moins que le mot d'ordre « interdisant toute provocation et tout débordement de la part des Résistants » sera respecté jusqu'en 1945. Aujourd'hui, cet antagonisme perdure comme on a pu le voir ces derniers temps avec les actions d'Extinction Rebellion et les décrocheurs de Macron. Ce livre, d'une certaine façon, s'inscrit dans le débat qui tourne autour des livres de Pëter Gelderloos mettant en cause la non-violence et l'accusant de complicité avec l'État. Il est à cet égard d'une grande utilité malgré les reproches que l'on peut lui faire.

Fissures mémorielles

C'est le titre d'un des derniers chapitres de ce livre. J'aimerais bien glisser dans l'une d'entre elles quelques faits. Il y a un héritage. La première manifestation contre les centrales nucléaires en France fut conduite par André Trocmé avec à ses côtés Lanza del Vasto. Dans la lutte pour l'objection de conscience, nombre d'objecteurs de confession protestante se référaient justement à l'action d'A. Trocmé. La loi obtenue par Louis Lecoin, anarchiste, mais accomplie par ceux qui étaient en service national civil, a alors profité à 70 000 jeunes hommes qui purent ne pas passer sous les fourches caudines militaires. Si le musée du Chambon consacré à cette histoire est le fruit des efforts de la maire de ce village, Madame Vauquiez, il convient de rappeler que la majorité du

conseil municipal et des habitants voulait, en septembre 2016, accueillir des réfugiés. La maire, Eliane Wauquiez suivit, elle, la position de son fils, Laurent Wauquiez, qui ne voulait pas accueillir de migrants en Auvergne. Je terminerai juste en rappelant qu'une grande fête pour le 70^{ème} anniversaire de cette histoire fut organisée en 2009 sous le patronage des plus hautes autorités et en présence de l'Ambassadeur d'Israël fervent soutien d'Ariel Sharon. On récupère ce que l'on peut.

Pierre Sommermeyer

1) L'auteur de cet article a lui-même fait partie de ceux qui vinrent au Chambon sur Lignon pour trouver une échappatoire aux déportations.

CAUSE ANIMALE, CAUSE DU CAPITAL

Jocelyne Porcher
120 pages -
septembre 2019
Édition
Au bord de l'eau



Cet ouvrage remet un peu en perspective que la cause animale n'est pas venue du mouvement révolutionnaire, mais toujours de la bourgeoisie, quand ce ne sont pas les mouvements d'extrême droite. Bourgeoisie qui a aussi sélectionné les animaux qui étaient dignes d'être respectés et ceux qui pouvaient être industrialisés. Ne pas frapper les chiens mais mettre les cochons dans des usines à viande.

Toujours cette bourgeoisie qui, en intensifiant les modes de production, a poussé à une réification des animaux. Les humains sont ce qu'ils sont avec leurs différences, doux brutaux avec d'autres humains ou animaux, mais d'industrialiser l'agriculture a démultiplié la souffrance animale... tout en la rendant moins visible.

Parallèlement à ce rappel, l'auteure met le doigt sur le fait qu'être végétarien est consubstantiel au fait que d'autres sont omnivores. Le lait du fromage ne se fait que parce qu'on fait faire des petits aux animaux qu'on va manger. Je suis plus nuancé sur cette assertion, car si c'est globalement vrai, on pourrait très bien laisser mourir de leur belle mort les poules pondeuses (mais la belle mort n'existe pas, il y a toujours souffrance - souvent pire qu'une mise à mort rapide).

Le cœur de l'ouvrage, c'est la mise en évidence du lien entre une partie des végans ou pro-végans et des industriels promoteurs de la production de muscle in vitro.

Où l'on voit qu'un juste refus de la souffrance animale inutile (car n'oublions pas que la souffrance fait partie de la vie) conduit de manière dévoyée à un renforcement de la marchandise. Cette partie est assez bien sourcée, tant sur les végans qui défendent la cell-ag (il faut bien de la vitamine B12), que sur les financiers et industriels qui défendent et financent les végans.

Bon ouvrage pour débiter sur le sujet et rappeler que le véganisme est un mouvement citoyen déconnecté de l'environnement. Rappelons que l'homme est animal fait pour manger et être mangé, c'est le cycle de la vie.

BOLIVIE: L'ILLUSION ÉCOLOGISTE

Le livre de Dimitri de Boissieu, entre récit de voyage et observation scientifique, nous donne à découvrir la Bolivie et les étonnantes contradictions de son leader autochtone Evo Morales. Après quelques pages essentielles et synthétiques sur le pays et son système politique, l'auteur fait l'état des lieux sur les engagements écologistes du président élu sur la base *bien vivre* (bien-vivre) et du respect de la Terre-Mère, la *Pachamama*. Mais très vite les promesses passent à la trappe et sont remplacées par une logique productiviste et « extractiviste » (p.31) qui puisent sans scrupules dans les réserves naturelles. Oubliée la Terre-mère au profit de Total et d'autres. Oublié, malgré quelques avancées en direction des plus modestes, même s'il est nécessaire de rester critique à l'égard d'un tel projet, le « socialisme communautaire du bien vivre ». Un « socialisme » très vite supplanté par un capitalisme d'État à la mode andine et au risque d'un culte de la personnalité voué au leader Evo.

Si le (double) discours officiel « pose les principes de la non-marchandisation » (p.54) des ressources de la Terre-Mère, la réalité

est toute autre et les lois environnementales sont de fait des « coquilles vides ». Le miroir aux alouettes de la richesse promise par l'exploitation du lithium et par « la malédiction aurifère » (p. 78) laisse place à toutes les spéculations exportatrices menaçant la riche biodiversité bolivienne.

Dans le même temps, « l'augmentation de la température affecte déjà les peuples de Bolivie » (p.63). En 2015, le lac de Poopo a disparu sous l'effet de la sécheresse et « on estime que la masse des glaciers andins a diminuée de 43% » (p.77). Quant aux promesses de participation et de cogestion des parcs nationaux dits « aires protégées », la gestion « est en voie de re-centralisation [...] et démontre] une forte réticence [...] du gouvernement bolivien à accorder un réel pouvoir de décision aux acteurs locaux » (p.117). Malgré tout, une timide révolution agraire a été engagée qui a permis la redistribution de la terre « aux mains de ceux qui la travaillent » (p.165) mais qui n'a pas été sans effet pervers : la privatisation de terres collectives et un risque accru de déforestation. En Bolivie comme ailleurs, les grands projets inutiles pullulent et ne sont pas toujours (jamais) respectueux des populations locales. De fait, rien n'arrête « l'exploitation prédatrice des ressources naturelles au sein des territoires indigènes » (p.226).

Au demeurant ce livre, au-delà de dénoncer l'illusion écologique et celle d'un social-

isme respectueux des individus et de l'environnement par l'État en Bolivie comme ailleurs, permet aussi de découvrir les richesses et les beautés d'un pays andin et amazonien et de ses peuples, donc de joindre l'utile à l'agréable, l'éducatif au politique.

Hugues

Groupe Commune de Paris

Boissieu (de) D., 2019, Bolivie, l'illusion écologiste, Québec, écosociété, à Publico.



LA GRANDE CITOYENNE DANS SES TEXTES

Au titre « A mes frères », nous retrouvons le style de Louise Michel, de l'emphase mais aussi de l'empathie. « Un être tout amour, et qui déchaînait les colères. » Rien n'est fade dans les articles, discours, déclarations au tribunal, lettres rassemblées par Eric Fournier dans un petit ouvrage publié chez Libertalia. Ne comptez pas sur elle pour chercher des compromis avec la bourgeoisie, le capital. Elle attaque, elle dénonce, elle se comporte comme une citoyenne, elle appelle à la vengeance pour les morts de la Commune, ses frères de combat, un spectre vengeur ! « La grande citoyenne » savait aussi être la bonne Louise, toute en compassion, fidèle en amitié même lorsque certains de ses amis seront tentés par le boulangisme. L'ouvrage débute par un texte de 1861 qui dénonce l'Empire libéral, une approche en apparence classique mais qui permet de montrer le bouillonnement des idées et les aspirations du moment. Cependant, il y a des revendications plus exigeantes comme le droit des femmes de vivre leur travail ce qui n'était pas évident au XIXe siècle.

« Tout appartient à l'avenir »

La Commune de 1871 est certainement le moment qui révèle Louise Michel dans ces actions et lors de la défaite. Même au fond de la prison de Versailles, elle écrit dans « Les œillets rouges » dédiés à Théophile Ferré, « Tout appartient à l'avenir ». Le lecteur retrouvera le compte rendu d'audience lors de son procès en décembre 1871, « Si vous n'êtes pas des lâches, tuez-moi ! » Sa description de la Semaine sanglante reprise dans *Le Libertaire* de 1897 est dans toutes les mémoires.

Intéressante pour nous, la publication de ces deux conférences inédites et chargées d'émotions, à son retour de Nouvelle-Calédonie, la première à l'Élysée-Montmartre et l'autre moins connue à la Salle Graffard.

Vers la Révolution sociale

Louise Michel, c'est évidemment aussi l'anarchisme, « le pouvoir est maudit », son opposition farouche à l'égard des prisons et de la peine de mort qui la conduit à défendre son agresseur au Havre, son appel à la grève générale et plus globalement à la Révolution sociale. La cause des femmes est au premier plan de ses préoccupations, « esclave est le prolétaire, esclave entre tous est la femme du prolétaire ».

Elle rugit parfois sa rage devant la souffrance, après la fusillade de Fourmies, « Oui, chacals, nous irons vous chercher dans vos palais... » et pourtant « l'avènement du monde nouveau [...] se fera naturellement grâce aux idées de

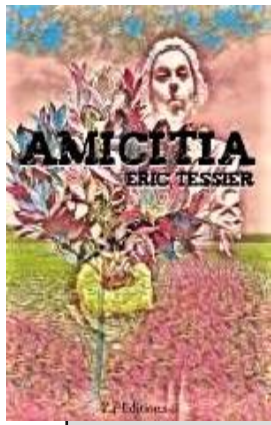
justice et de liberté » et non dans le sang.

Ces extraits soulignant la complexité du personnage sont complétés par des poèmes de Victor Hugo, de Verlaine, un texte de Vallès, qui participent à la légende de Louise Michel.

Francis

A mes frères - Louise Michel -
Éditions Libertalia - 2019





AMICITIA

C'est dans une bien étrange contrée que nous entraîne Eric Tessier, dans ce roman qui oscille entre onirisme, surréalisme et absurde. Malandre est une petite ville au seuil des Carpates françaises, agonisant lentement dans un ennui profond. Ville d'eau, ses sources se tarissent ; ville d'industrie forestière, le bois

souffre d'une maladie qui affecte la fabrication des meubles. Ce que Malandre ignore, c'est qu'elle repose dans la paume d'Amicitia, cette gare qui devait être le point névralgique d'un nouvel Eldorado et qui, désaffectée avant même d'être inaugurée, est devenue le symbole de l'échec cuisant des rêves d'un entrepreneur, mi-aventurier mi-escroc. Conditions de travail épouvantables, catastrophes à répétition, épidémie meurtrière, lynchage des victimes de cette épidémie par les Malandrais, faillite frauduleuse... Depuis, Amicitia, au centre de la clairière où (presque) personne n'ose venir, rêve. Elle rêve du monde qu'elle n'a pas connu et ne connaîtra jamais. Elle rêve et elle tue.

Mais ne nous y trompons pas. S'il y a des meurtres, Amicitia n'est pas un roman policier ; s'il y a des manifestations étranges, ce n'est pas un roman fantastique. Nous sommes bien plutôt du côté d'un Flann O'Brien, écrivain irlandais maître du non-sens qui fait sens (Le troisième policier). Ou encore d'un Raymond Roussel (Locus Solus). Pas un policier ni un fantastique, non, mais un roman où le rêve s'épanouit à chaque instant, tout en reflétant la réalité de notre monde. Car, bien que nous soyons dans un univers isolé, où l'on pense parfois dans une langue qu'on n'a pas apprise, qu'on ne comprend pas, bien qu'on vole dans un brouillard aussi épais que l'eau, jamais le réel n'est évacué. Ni le politique, comme le souligne la préface de Jehan van Langenhoven : « Jamais le politique, à des mille de tout relent de bonne conscience, refus du neutre toujours, ne saurait pour autant être oublié de cet extravagant jeu de miroirs en perpétuelle mouvance. »

Politique oui. Comment pourrait-il en être autrement venant de la part d'un auteur libertaire ?

Voici que surgissent, du cœur même de l'onirisme, des événements et personnages historiques. On croise ainsi un couple d'anarchistes illégalistes, émules de Marius Jacob ; on y revit une grève qui secoua les chemins de fer de la ligne Dakar-Koulikoro, lorsque la France était « une république dans ses frontières et un empire dans ses colonies ». Les fondements de la société capitaliste sont ébranlés, battus comme plâtre. Voici qu'Amicitia absorbe les piliers de l'ordre bourgeois (un politicien, un ancien gendarme, un prêtre) ; elle les emprisonne et c'est à leur mort, à la mort de tout autoritarisme, que l'on assiste. Ainsi, cette menace sourde issue de cette gare fantasmagorique que perçoivent quotidiennement les Malandrais, blottis dans un état de stupeur au sein de leur ville, rappelons-le, agonisante, ne serait-elle pas celle de la destruction d'une société qui ne fonctionne pas, n'a jamais fonctionné et ne pourra jamais fonctionner : le capitalisme ? Si l'anarchie a toujours été présente en toile de fond dans l'œuvre d'Eric Tessier, jamais elle ne l'a été plus que dans ce roman, à la fois en s'intégrant dans le cours même de l'histoire et en venant se mettre au premier plan à plusieurs reprises pour s'affirmer clairement, ouvertement.

Jacqueline Guyvallet, Animatrice, émission Place Aux Fous, Radio libertaire

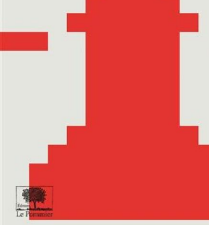
Eric Tessier, Amicitia, Z4 Éditions, 175 pages, 17 euros. Disponible à la librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris

CE MOIS-CI, LE ML A REÇU, LE ML A AIMÉ...

L'assassin des échecs

et autres fictions mathématiques

Benoît Rittaud



Echappées

Nous avons reçu *L'assassin des échecs et autres fictions mathématiques*, (*) un chouette petit ouvrage à recommander à celles et ceux qui abhorrent les mathématiques comme à celles et ceux qui les adorent, peu importe. Le livre se compose de douze petites fictions qui ont toutes pour racine commune de plonger dans les lois de la science mathématique, car cette dernière - rappelle l'auteur, Benoît Rittaud, enseignant-chercheur en mathématiques - « concerne moult domaines, aussi bien les sciences physiques que l'économie, en passant pour les technologies numériques » ...

Si la réussite de cet ouvrage réside dans l'originalité, la qualité et le charme indéniable et bien ficelé de ces petites fictions, il faut ajouter qu'elles sont toutes suivies d'un « prolongement » destiné aux seuls lecteurs voulant approfondir leurs énigmes. Il s'agit de douze vulgarisations de théories mathématiques qui nous offrent un éclairage scientifique sur la façon dont chaque héros ou anti-héros de ces douze fictions va être servi ou desservi par un calcul ou une déduction mathématique afin de résoudre son énigme. Ainsi, comment Thalès réussira-t-il à mesurer la hauteur de la plus grande pyramide érigée en Égypte sous le règne du pharaon Amasis ? Comment Claude va-t-elle réussir à faire rouler le vélo à roues carrées inventé par son grand-oncle inventeur passionné ? Comment Mouloud, le voleur à la petite semaine, va-t-il faire pour sortir du labyrinthe dans lequel il est traqué par ses anciens complices ? Comment Marco poussera la théorie du théorème de Zermolo jusqu'à remporter la partie contre un champion des échecs ? Pourquoi en 2067, il sera pratiquement devenu impossible de battre la plupart des records sportifs ? Comment un clochard « maître du temps » fera-t-il douter un homme d'affaires pressé, de sa perception du temps ? Comment un quidam coïncera-t-il un bateleur de bonneteau sur une foire d'automne ? Comment un chimpanzé dactylographe sous observation scientifique a-t-il réussi à taper sur une machine à écrire, le mot COGITO ? Pourquoi le Conseiller Billek, grand stratège du Président d'Aiglonie, trop sûr de lui, va être victime d'une faille dans son système d'attaque codé ? Comment les savants Salviati et Sagredo attaqués par des bandits de grand chemin vont se sortir du piège tendu par le chef de leur bande ? Par quel aléa, qui échappe à une loi mathématique, le président d'un club de foot verra son petit arrangement avec le président du club adversaire tomber à l'eau ?

C'est très simple. Ces douze énigmes vont être résolues comme déjà indiqué grâce aux diverses lois des branches des sciences mathématiques, aussi bien celles de l'algèbre, de l'algorithmique, de la géométrie analytique, de la relativité générale ou encore de l'analyse numérique et autres théorie ergodique...

Ou : de l'interférence des mathématiques dans le champ littéraire... D'ailleurs, est-ce un hasard « si des écrivains comme Edgar Allan Poe, Jorge Luis Borges ou encore Georges Perec et Boris Vian étaient des passionnés de mathématiques » ? Ce qui n'empêche pas, au cours d'un des chapitres, Benoît Rittaud de convenir cependant que : « Si nombre de mathématiciens dans l'histoire se sont certes opposés aux conflits armés, il reste que, en tant que telles, les mathématiques ont souvent servi à faire la guerre, jamais à faire la paix » ...

Un ouvrage à déguster, fourmillant d'intelligence, de malice tout comme de sagesse...

(*) Benoît Rittaud, *L'assassin des échecs et autres fictions mathématiques*, éd. Le Pommier, 2004 (230 pages). - 17€

THIS IS NOT AN ATLAS

Grâce à Francesca Cogni, j'ai rencontré il y a quelques mois le formidable livre/projet *This Is Not an Atlas*, un immense travail collectif de cartographie indépendante et libertaire, plus de quarante cartographies réalisées par des collectifs politiques et des géographes indépendants. À l'intérieur, vous trouverez des contributions allant des luttes des peuples indigènes d'Amazonie aux mouvements politiques de San Francisco, en passant par les camps de réfugié.e.s au Liban / et aussi des bidonvilles de Nairobi, et bien plus encore, car nous parlons d'un livre de 400 pages.

Ce livre/projet en évolution permanente a été réalisé par le kollektiv orangotango qui, depuis une décennie, met en œuvre des pratiques et des expériences de cartographie critique entre l'Europe et l'Amérique latine. Un collectif d'artistes et d'universitaires qui s'engagent dans la recherche critique, l'éducation populaire et le soutien aux luttes d'émancipation. Pour le magazine «A» *rivista anarchica*, j'ai rencontré Paul, l'un des activistes de ce collectif, pour échanger davantage sur leur travail.



Andrea - Dès que j'ai feuilleté votre travail *This Is Not an Atlas*, j'ai pensé avoir entre les mains quelque chose d'incroyable, de bien fait et d'original, mais surtout quelque chose d'utile pour tous. Comment et quand est né le projet ?

Paul - Ce travail est un projet collectif, né de la rencontre de différents projets. Plutôt, d'innombrables rencontres entre les membres du kollektiv orangotango, des groupes et individus cartographes et des activistes critiques, beaucoup font maintenant partie du projet *This Is Not an Atlas*. Bon nombre de ces personnes ont réalisé le projet bien avant notre arrivée sur le terrain ; parce que c'est leur travail qui nous a incités à faire une cartographie critique et collective. Le processus a été long. Après plusieurs années de travail au cours desquelles nous avons créé des laboratoires et des méthodes de cartographie collective avec des groupes d'artistes de différents pays d'Europe et d'Amérique latine, nous nous sommes posé la question suivante : mais comment est-il possible que tous ces groupes utilisent une méthode commune dans des contextes, des défis et des demandes souvent très différentes, et appliquent des outils similaires pour s'organiser, pour donner une visibilité à leurs luttes, pour rendre compte collectivement, pour critiquer le statu quo ... et qu'on n'aboutisse pas à une représentation commune de toutes ces activités et de toutes ces cartographies ?

C'est vraiment au cours de cette période, en 2014, lors d'échanges avec d'autres géographes critiques, que nous nous sommes rendus compte qu'eux aussi, d'un point de vue universitaire, estimaient nécessaire une publication sur la cartographie critique. À partir de là, nous avons commencé à discuter de la possibilité de créer un collectif. Nous étions encore loin de penser à un livre volumineux, tel qu'est devenu aujourd'hui le *This Is Not an Atlas*.

Au début de 2015, nous avons lancé un appel à contribution dans plusieurs langues et

nous avons reçu près de 150 réponses. Nous avons alors réalisé que le projet serait plus vaste que notre objectif initial.

Êtes-vous un collectif transnational de géographes, anthropologues et activistes ? Comment vous êtes-vous choisis ?

En réalité, parfois, nous discutons pour savoir si nous sommes un collectif, une plate-forme, un réseau, ou qui sait quoi d'autre. En fin de compte, je pense que nous pouvons dire que nous sommes un noyau collectif, composé d'un nombre restreint de personnes, amis, compagnons, qui gèrent une sorte « d'administration », communication qui prend des décisions ensemble, etc.

Pour envisager ce noyau, nous nous sommes rencontrés et sommes devenus des ami.e.s à force de croiser notre activisme avec nos études de géographie critique. Ce groupe a été très dynamique au cours des dix dernières années. Certains sont partis avec le temps, d'autres l'ont rejoint récemment. Nous sommes des humains avec des passeports allemands, mais chacun avec des liens puissants, avec des amis, compagnons et famille, dans différents pays d'Europe et d'Amérique Latine. Avec des expériences acquises au cours des nombreuses années d'activisme dans ces différents contextes géographiques et culturels.

C'est pourquoi le kollektiv orangotango, au-delà du noyau collectif, se développe à travers les réseaux de relations de militantisme, de proximité, d'empathie et à travers de forts liens affectifs. Le kollektiv orangotango n'est même pas nécessairement un groupe - nous n'avons pas de carte de membre - mais un mode d'action et toutes les personnes avec lesquelles nous travaillons partagent ce mode d'action, ce projet en cours de réalisation, qui se construit - entre Berlin, Naples, Bogota, Rio de Janeiro, Hambourg, Valparaiso - entre cartographies et peintures murales collectives, jardins communautaires, géographie critique, éducation populaire...

Combien de temps avez-vous mis pour élaborer un travail aussi complet ?

Not-an-Atlas n'est pas complet, même approximativement. Si ce livre s'appelle Ceci n'est pas un Atlas, c'est pour cette raison : parce qu'il ne prétend pas être complet, objectif et universel, comme le faisaient les atlas traditionnels. Bien au contraire, il ne pourra jamais être terminé !

Il est subjectif, il affirme des positions ! Il n'est pas universel en ce sens que, comme tout autre livre, il doit être lu de manière critique, en contextualisant les conditions dans lesquelles il a été créé et publié. Donc, d'un point de vue pratique, le livre est complet, car aucune autre carte ne sera ajoutée. Par contre, le projet *Not-an-Atlas* se poursuit à différents niveaux.

Il existe un site : notanatlas.org, sur lequel se trouvent déjà toutes les cartes et contributions du livre. Au cours des prochaines années, ce site fonctionnera comme une archive qui se développera. De nouvelles contributions et de nouvelles cartes seront publiées en permanence, soumises au même processus d'édition que celui que nous avons appliqué aux documents du livre. En plus de cela, le site donnera une structure au réseau de cartographes, critiques et activistes qui ont contribué et ceux qui contribueront.

Ce réseau - avec la publication du livre, la visibilité que cela implique et les événements que nous organisons pour discuter du projet - se développe considérablement. Nous espérons donc non seulement publier tous les travaux récents portés à notre connaissance mais aussi utiliser le blog :

notanatlas.org/ comme outil de communication commun entre cartographes/artistes qui font partie du réseau.

Nous souhaitons également créer, sur le site, une base de matériaux et de manuels cartographiques. L'objectif est d'en faire une plate-forme pour un véritable échange mondial de pratiques, de collaborations et de visions. Toutefois, pour répondre à ta question, pour le précédent projet d'édition, entre le

moment des premières rencontres du comité de rédaction au cours desquels nous avons commencé à tracer les lignes du projet, et la publication du livre à l'automne 2018, quatre ans se sont écoulés.

Comment avez-vous élaboré les cartes ? Elles sont très différentes entre elles.

Notre tâche, après avoir reçu près de 150 propositions de cartes et de textes à publier dans le livre, consistait à systématiser, ordonner, définir le cadre... La structure de l'index du livre reflète cette tentative de maintenir une grande hétérogénéité des contributions, tout en essayant de leur donner une ligne cohérente. Nous avons choisi de situer les diverses cartes dans leur contexte, depuis les cartes utilisées comme outils d'action directe jusqu'à celles dont la critique théorique constitue l'objet.

Comment allez-vous le diffuser ?

Une de nos intentions, bien sûr, était de produire quelque chose d'utile et d'accessible même dans un contexte populaire, loin de l'académie, périphérique aux différents sens du mot. Cet objectif a été en partie atteint grâce au financement de la Fondation « Rosa Luxembourg », ce qui nous a permis de demander à la maison d'édition de baisser le prix de vente en dessous du coût réel de la production d'un livre de ces dimensions ! (400 pages cartonnées, en couleur et en grand format). De plus, nous avons une certaine quantité de livres que nous envoyons gratuitement dans des contextes populaires, de luttes, des bibliothèques communautaires, des centres sociaux, etc. J'en profite pour dire aux lecteurs et lectrices du magazine « A » *rivista anarchica* (<http://www.arivista.org/la-rivista>) de nous faire savoir si vous avez des suggestions quant à l'endroit où *Not-an-Atlas* devrait être disponible. En Italie, il est déjà disponible dans les espaces collectifs à Gênes, Milan, Turin, Naples, Florence et Palerme. En plus, nous ne diffusons pas seulement le livre, mais nous étendons le réseau dont je parlais, à travers des présentations, des discussions, des cartographies... Depuis l'automne dernier, nous avons déjà organisé des interventions d'un ou plusieurs jours à Berlin, Hambourg, Bâle, Vienne, Gênes, Palerme, Valparaiso, Bogota, Quito, Porto Alegre. À ces occasions, nous avons rencontré des nouveaux « compagnons », des nouvelles pratiques, des nouveaux besoins. Ces moments de confrontation et de partage nous encouragent à poursuivre ce travail collectif. Cheminons, sans cesser de nous interroger, vers des cartes qui puissent contenir beaucoup de mondes.

Andrea Staid

Article paru dans la revue italienne *A rivista anarchica*, n° 435 de juin 2019, traduit par Marc avec l'aide de Toni.



Nous recevons de nos camarades de la revue *Germinal* (1) — Revue d'études libertaires, de Madrid le numéro de juin composé de trois articles extrêmement intéressants.

Le premier, de *Thiago Lemos Silva*, est intitulé (je traduis) : « *Neno Vasco* par lui-même : la chronique comme écriture de soi dans la biographie d'une anarchiste. » *Neno Vasco* était un militant portugais actif dans le mouvement anarchiste brésilien de 1901 à 1911. Il a maintenu une présence au sein du mouvement brésilien après son retour au Portugal à travers ses écrits dans la presse anarchiste portugaise. Sa publication posthume, *A Conceção Anarquista do Sindicalismo* [La Conception anarchiste du syndicalisme] (Lisbonne : *A Batalha*, 1920 ; republié en 1984), a été particulièrement influente dans le mouvement brésilien. C'est à travers de tels écrits que les mouvements anarcho-syndicalistes d'Amérique latine sont restés attachés au communisme anarchiste comme leur idéal ultime. Dans son article, *Thiago Lemos Silva* étudie les chroniques de *Neno Vasco* qui furent publiées dans le livre *Da Porta da Europa* [De la porte de l'Europe] et dans la presse anarchiste portugaise et brésilienne. À partir de ces chroniques, l'auteur tente de soulever des questions théoriques et conceptuelles sur la façon dont *Neno* s'est construit dans sa trajectoire aussi bien individuelle que collective.

Bien que ses écrits aient été destinés à informer et débattre avec les lecteurs brésiliens et portugais sur la lutte quotidienne menée par le mouvement anarchiste et ouvrier dans différents pays d'Europe, ces écrits ont également permis au biographe de réaliser une sorte d'« écriture de soi » et de trouver une clé pour ouvrir la porte de l'histoire du mouvement anarchiste et ouvrier sur le continent européen.

L'article suivant, de *Michel Suarez*, est intitulé « *Notas sobre la revolución social y los historiadores* ». (Notes sur la révolution sociale et les historiens). *Michel Suarez* n'est pas un nom étranger aux lecteurs du *Monde libertaire* puisqu'il nous a donné une contribution au numéro spécial que nous avons consacré au centenaire de la Révolution

russe : « La Révolution russe et le mouvement libertaire espagnol : un amour impossible » (*Monde libertaire* 1790).

Dans son article de *Germinal*, *Michel Suarez* nous donne son interprétation de la guerre civile espagnole, qui est généralement présentée comme un conflit armé entre les « deux Espagnes », occultant totalement l'un des événements les plus radicaux de transformation sociale dans la société contemporaine.

Mené en grande partie par le mouvement libertaire espagnol, le projet de changement révolutionnaire lancé après le coup d'État de Franco fait encore l'objet de dissimulations, de mépris et de reproches de la part des historiens. Dans son article, *Michel Suarez* donne un bref aperçu bibliographique des différentes approches de la révolution et des positions idéologiques qui les soutiennent.

Le troisième article, de *Clément Magnier*, est intitulé « *Cipriano Mera, Revolucionario antitotalitario* ». Cet article tente de comprendre l'action politique de *Cipriano Mera* et de son groupe de la CNT de Madrid et de montrer son rôle important dans la guerre civile ainsi que son influence possible sur les autres secteurs de la CNT grâce à ses *Mémoires* (2), et à l'aide de concepts fournis par d'autres disciplines. *Mera* va devenir le principal propagandiste du processus de militarisation parmi les milices de la CNT, l'officier anarchiste le plus remarquable et le principal architecte de la défaite militaire communiste lors de la création du Conseil de défense nationale. L'article vise à définir sa relation avec le Front populaire et son rôle polémique dans l'issue de la guerre. Pour les jeunes militants des années 60 et 70 qui ont aujourd'hui largement atteint l'âge de la retraite, *Cipriano Mera* était un de ces personnages aussi mythiques qu'impressionnants de la Révolution espagnole, ceux qui ne prirent jamais vraiment la peine d'apprendre le français et dont le visage était constamment tourné vers l'Espagne, attendant la moindre occasion d'y retourner pour reprendre le combat.

Notons que *Clément Magnier* est l'auteur d'une biographie inédite consacrée à *Cipriano Mera* (1897-1975) — la seule qui existe à ce jour en langue française : *Cipriano Mera Sanz, 1897-1975, De la guerre à l'exil*, *Clément Magnier*, Éditions CNT-RP, 2011, 231 p., 15 €, frais de port 3,25 €.

René Berthier

1) Contact : germinalrel@gmail.com
Correspondance : Apartado de Correos 7056 — 28080 Madrid
Abonnement un an : 16 euros.

2) *Cipriano Mera, Guerre, exil et prison d'un anarcho-syndicaliste*, Toulouse, Éditions Le Coquelicot, 2012, 325 pages, 22 €

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

TOUJOURS EN MOUVEMENT

Groupe itinérant
ligue.desjustes@federation-anarchiste.org

02 AISNE

- Groupe Kropotkine C/O Athénée libertaire
8 rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
kropotkine02@no-log.org / riseup.net

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE

- Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org

07 ARDECHE

- Groupe d'Aubenas. fa-groupe-
daubenas@wanadoo.fr

09 ARIEGE

- Liaison Ariège
ariège@federation-anarchiste.org

12 AVEYRON

- Liaison Ségala Aveyron
segala-aveyron@federation-anarchiste.org
- Liaison Sud Aveyron
sud-aveyron@federation-anarchiste.org
- Liaison Millau jrv@riseup.net

13 BOUCHES DU RHONE

- Groupe Germinal.
germinal@federation-anarchiste.org
- Liaison La Ciotat.
la-ciotat@federation-anarchiste.org

14 CALVADOS

- Groupe Sanguin de Caen
groupesanguinfa14@laposte.net

16 CHARENTE

- Liaison Charente
charente@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE MARITIME

- Groupe « Nous Autres » 35 Allée de l'angle
Chaucre 17190 St Georges d'Oléron
nous-autres@federation-anarchiste.org

20 CORSE

- Liaison Corsica
corsica@federation-anarchiste.org

21 COTE D'OR

- Groupe « La Mistoufle » Maison des
Associations Les Voix sans Maître Boite BB8
2, rue des Corroyeurs, 21 068 DIJON Cedex
lamistoufle@federation-anarchiste.org

22 COTES D'ARMOR

- Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE

- Liaison Granite
liaison-granite@federation-anarchiste.org

24 DORDOGNE

- Groupe Emma Goldman (Périgueux)
perigueux@federation-anarchiste.org

25 DOUBS

- Groupe Proudhon c/o CESL BP 121 25014
Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
- Groupe anarchiste solidaire c/o CESL BP
121 25014 Besançon Cedex
groupe-anarchiste-solidaire@federation-anarchiste.org
- Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

26 DROME

- Groupe « la rue rôle »
la-rue-role@riseup.net

28 EURE ET LOIR

- Groupe Le Raffût
fa.chartres@gmail.com

29 FINISTÈRE

- Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org

30 GARD

- Groupe Gard-Vaucluse
groupe-du-gard@federation-anarchiste.org

31 HAUTE GARONNE

- Groupe de Toulouse toulouse@federation-
anarchiste.org

32 GERS

- Liaison Anarliste 32
anarliste32@federation-anarchiste.org

33 GIRONDE

- Cercle Barrué c/o Athénée libertaire 7 rue
du Muguet 33 000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
- Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

34 HERAULT

Groupe Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org

35 ILLE ET VILAINE

- Groupe La Sociale. c/o local « La Commune »
17 rue de Châteaudun 35000 rennes
contact@falasociale.org

- Liaison Vie A
liaison-viea@federation-anarchiste.org
- Liaison Redon
redon@federation-anarchiste.org

37 INDRE ET LOIRE

- Liaison Libertalia
libertalia@federation-anarchiste.org

38 ISERE

- Groupe de Grenoble
fagrenoble@riseup.net

40 LANDES

- Groupe Euskal Herria – Bayonne
euskal-herria@federation-anarchiste.org

42 LOIRE

- Groupe Makhno Bourse du Travail Salle 15 bis
Cours Victor Hugo 42028 Saint Etienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE ATLANTIQUE

- Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org
- Groupe Déjacque
dejacque@federation-anarchiste.org

45 LOIRET

- Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute@gmail.com

46 LOT

- Liaison Lot-Aveyron
liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org
Actif dans la région de Figeac
(Lot)/Villefranche de Rouergue (Aveyron)/
Decazeville (Aveyron) /Mauris (Cantal)

50 MANCHE

- Groupe de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org
ou facherbourg@riseup.net

51 MARNE

- Liaison Reims
reims@federation-anarchiste

53 MAYENNE

- Liaison Stilgar
stilgar@federation-anarchiste.org

54 MEURTHE ET MOSELLE

- Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman-nancy@federation-anarchiste.org

56 MORBIHAN

- Groupe Lochu Ferrer. c/o Maison des
associations 31, rue Guillaume Le Bartz
56000 VANNES
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE

- Groupe de Metz c/o Association Culturelle
Libertaire BP 16 57645 Noisseville
groupe-demetz@federation-anarchiste.org
- Groupe Jacques Turbin – Thionville jacques-
turbin@federation-anarchiste.org
- Liaison Sarrebourg
stimer-sarrebourg@federation-anarchiste.org
60 OISE
- Liaison Beauvais scalp60@free.fr

62 PAS DE CALAIS

- Groupe Lucy Parsons in the Sky
bethune-arras@federation-anarchiste.org

63 PUY DE DÔME

- Groupe Spartacus
spartacus@federation-anarchiste.org
- Groupe « Mauvaise Graine »
mauvaisegraine@federation-anarchiste.org

66 PYRENEES ORIENTALES

- Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
- Liaison Pierre-Ruff
pierre-ruff@federation-anarchiste.org

67 BAS RHIN

- Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org
- Groupe de Strasbourg.
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org

68 HAUT RHIN

- Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org
- Liaison Colmar - Maria Nikiforova
colmar@federation-anarchiste.org
Entre Colmar et Mulhouse

69 RHONE

- Groupe Graine d'anar.
grainedanar@federation-anarchiste.org
- Groupe Kronstadt
kronstadt@federation-anarchiste.org
- Liaison « Juste une étincelle noire »
letincelle-noire@riseup.net

71 SAONE ET LOIRE

- Liaison « La vache noire »
vachenoire@federation-anarchiste.org

73 SAVOIE

- Groupe de Chambéry fa73@no-log.org

74 HAUTE SAVOIE

- Liaison Haute Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org
- Groupe Lamotte-Farinet
lamotte.farinet.FA@protonmail.com

75 PARIS

- Liaison William Morris
william-morris@federation-anarchiste.org
- Groupe Anarliste anarliste@sfr.fr
- Groupe Berneri Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
jacques.de-la-haye@wanadoo.fr
- Groupe Salvador Segui
groupe-salvadorsegui@gmail.com
- Groupe Botul Publico 145 rue Amelot 75011
Paris
botul@federation-anarchiste.org
- Groupe Orage Publico 145 rue Amelot
75011 Paris groupe.orage@gmail.com
- Groupe « Commune de Paris » Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
commune-de-paris@federation-anarchiste.org
- Groupe Louise Michel Publico 145 rue
Amelot 75011 Paris
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
- Groupe La Révolte Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
la-revolte@federation-anarchiste.org
- Groupe no name.
no-name@federation-anarchiste.org
- Groupe Pierre Besnard.
pierrebesnard@outlook.fr

76 SEINE MARITIME

- Groupe de Rouen. c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
rouen@federation-anarchiste.org

78 YVELINES

- Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org

79 DEUX SEVRES

- Liaison Bakounine plexdor@gmail.com

80 SOMME

- Groupe Georges Morel.
amiens@federation-anarchiste.org

81 TARN

- Groupe les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

84 VAUCLUSE

- Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

85 VENDEE

- Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation-anarchiste.org

86 VIENNE

- Liaison Poitiers
poitiers@federation-anarchiste.org

87 HAUTE VIENNE

- Groupe Armand Beauce
armand-beauce@federation-anarchiste.org

92 HAUTS DE SEINE

- Groupe Fresnes-Antony
Fresnes-antony@federation-anarchiste.org

93 SEINE SAINT DENIS

- Groupe Henri Poulaille c/o La Dionysversité
4 Place Paul Langevin 93200 - SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL DE MARNE

- Groupe Elisée Reclus Publico 145 rue
Amelot 75011 Paris faivry@no-log.org

95 VAL D'OISE

- Liaison 95
liaison95@federation-anarchiste.org

97 GUADELOUPE

- Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@federation-anarchiste.org

98 NOUVELLE CALEDONIE

- Individuel Albert nouvelle-
caledonie@federation-anarchiste.org

BELGIQUE

-Groupe Ici et Maintenant.
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org

SUISSE

-Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9 2300 La Chaux-de Fonds
Suisse
flm@federation-anarchiste.org

ANGLETERRE

-Liaison Coventry
liaison-coventry@federation-anarchiste.org

Une mine d'informations sur ces groupes,
sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies,
leurs activités : Le site de La Fédération
anarchiste à la page suivante
https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

Si un groupe n'a pas d'adresse postale,
merci d'écrire à la
Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot,
75011 PARIS

GRILLE DES PROGRAMMES

1 Septembre 2019

LUNDI MARDI MERCREDI JEUDI VENDREDI SAMEDI DIMANCHE

<p>09h00 - Pause musicale</p> <p>11h00 - Lundi matin : infos et revue de presse</p> <p>13h00 - C'est là que ça se passe ! état des lieux, état des luttes, légenda de la semaine</p> <p>14h30 - En alternance</p> <p>+ Ondes de choc : magazine culturel, poésie, chanson et littérature</p> <p>+ Pause musicale</p> <p>16h00 - Troux noirs : luttas sociales</p> <p>18h00 - En alternance</p> <p>+ Les mangoux d'erre : école-alternance - 1^{er} lundi</p> <p>+ Sciences en liberté : 1 h 30 pour démentager la biologie - 2^{ème} lundi</p> <p>+ La santé dans tous ses états : actualité du milieu de la santé - 3^{ème} lundi</p> <p>+ Pause musicale</p> <p>19h30 - En alternance</p> <p>+ Le monde merveilleux du travail : des syndicats de la CNT</p> <p>21h00 - Ça urge au bout de la scène : actualité de la chanson</p> <p>22h30 - De la pente du carmel, la vue est magique : comme son nom l'indique</p> <p>00h00 - Nuit noire : musique dans le noir de la nuit</p>	<p>10h00 - Pause musicale</p> <p>11h00 - Pause musicale</p> <p>12h30 - Pause musicale</p> <p>14h30 - Sortir du capitalisme : émission de critique radicale</p> <p>16h - Pause musicale</p> <p>17h00 - En alternance</p> <p>+ Des oreilles avec des trous (déjà) : des fatiques molles pour tous les trous</p> <p>+ En veux tu, en via : musiques indépendantes et DIY</p> <p>18h00 - En alternance</p> <p>+ Ideaux et débats : émission littéraire</p> <p>+ Pas de quartier... : ça se passe près de chez vous</p> <p>19h30 - Pause musicale</p> <p>20h30 - Émission de la CNT : Actualités syndicales</p> <p>22h30 - Ça booste sous les pavés : musique, reportages, actu et le CSPB tous les derniers maris du mois</p> <p>00h30 - Wreck this mess : cocktail de musiques radicales</p>	<p>09h30 - L'entonnor : antipsychiatrie</p> <p>10h30 - Rayon de soleil : les nouvelles du sud au fil de l'eau - 2^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} mercredis</p> <p>12 h 00 - Blues en liberté : émission musicale blues</p> <p>14h00 - En alternance</p> <p>+ Flemm ardite et réveil : ne trouble pas ma sieste ! - 1^{er} mercredi</p> <p>+ Radio Tiro : le ciel et le feu, et ce le veut dans le nez - 2^{ème} et 4^{ème} mercredis</p> <p>+ Des cailloux dans l'engrenage : enfance, poil à gratter - 3^{ème} et 5^{ème} mercredis</p> <p>16h00 - Le Ferré club</p> <p>17h00 - En alternance</p> <p>+ Jur d'airville : reportage sonore et militant - 4^{ème} et 5^{ème} mercredis</p> <p>+ Squat heure d'antenne : l'émission des squats et lieux alternatifs - 3^{ème} mercredi</p> <p>18h30 - Femmes libres : femmes qui luttent, femmes qui témoignent</p> <p>20h30 - Ras les murs : actualité des luttes des prisonniers</p> <p>22h30 - Traffic : musiques urbaines et livres propos</p> <p>00h30 - En alternance</p> <p>+ Tumultum hominum : 1^{er} mercredi</p> <p>+ Les nocturnes multipass : 4^{ème} mercredi</p>	<p>09h00 - Pause musicale</p> <p>10h00 - Pause musicale</p> <p>12h00 - De rimes et de notes : actualité du spectacle et de la chanson</p> <p>14h00 - Radio cartable : la radio des enfants des écoles d'Ivry</p> <p>15h00 - Bibliomanie : autour des livres</p> <p>16h30 - En alternance</p> <p>+ Radio Lap : émission du Lycée autogéré de Paris - 2^{ème} et 4^{ème} jeudis</p> <p>+ Radio Galard(s) : histoire populaire par tous et pour tous - 3^{ème} et 5^{ème} jeudis</p> <p>18h00 - Si vis pacem : émission antiraciste de l'Union Pacifiste de France</p> <p>19h30 - En alternance</p> <p>+ Jeu de noirs : 2^e et 4^{ème} jeudis</p> <p>+ Askatanaaki : actualité politique au pays basque - 3^{ème} jeudi</p> <p>20h30 - En alternance</p> <p>+ Jazz libre : 1^{er} et 3^{ème} jeudis</p> <p>+ La fabrique de l'écoute : 2^{ème} jeudi</p> <p>+ Expressions artistiques et libertaires : 4^{ème} jeudi</p> <p>22h00 - Epilônia : musiques expérimentales et expérimentales - bons sonores</p>	<p>08h00 - Pause musicale</p> <p>13h00 - Place au fous : musiques, disciplines de l'indiscipline</p> <p>14h30 - Les oreilles libres : musiques engagées</p> <p>16h00 - En alternance</p> <p>+ Dier irae : jour de colère - 1^{er} et 3^{ème} vendredis</p> <p>+ Pause musicale</p> <p>17h30 - Radio espéranto : émission de l'asso ciation Set Anikaro</p> <p>19h00 - L'invité du vendredi</p> <p>+ Der droit et des hommes : la LDH - 1^{er} et 5^{ème} vendredis</p> <p>+ Au delà du RL : Chroniques ; billets d'humour - 2^{ème} vendredi</p> <p>+ L'antenne du social : autour des acteurs du social - 3^{ème} vendredi</p> <p>21h00 - En alternance</p> <p>+ Offensive : libertaire et sociale</p> <p>+ Les amis d'Orwell : émission contre les techniques de surveillance</p> <p>22h30 - En alternance</p> <p>+ Trambords : qui fait bouger la ligne - 2^{ème} et 4^{ème} vendredi</p> <p>+ Radio X : musiques électromatiques - 1^{er} et 3^{ème} vendredi</p> <p>00h00 - Les nuits musicales</p> <p>+ Sure shots : 1^{er} vendredi</p> <p>+ Radio X : 3^{ème} vendredi</p> <p>+ Nuit Léo : 2^{ème} et 4^{ème} vendredi</p>	<p>08h00 - Revell hip-hop : hip-hop au sud-est de ou dans le lit</p> <p>10h00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier : comme son nom ne l'indique point</p> <p>11h30 - Chroniques syndicales : luttes et actualités sociales</p> <p>13h30 - Chroniques rebelles : débats, dossiers et rencontres</p> <p>15h30 - Deux sous de scène : poésie, littérature et musique</p> <p>17h00 - En alternance</p> <p>+ Bulles noires : BD et polar</p> <p>+ Bulle de rêve : cinéma d'animation</p> <p>19h00 - En alternance</p> <p>+ Tribuna latino america : actualité de l'Amérique latine</p> <p>+ Contrebande : cinéma</p> <p>+ Longem ps je me suis couché de bonne heure : magazine des livres, de la musique et du cinéma</p> <p>21h00 - Les nuits libertaires</p> <p>+ Orpheus Andrus, les jardins d'Orphée : chronique artistique, musique classique et contemporaine</p> <p>+ Form entor : musiques alternatives</p> <p>23h00 - En alternance</p> <p>+ Nuit off : topologies sonores, rocks et chronique</p> <p>+ Hôtel paradox : pratique de la poésie sonore et de la performance</p>	<p>10h00 - En alternance</p> <p>+ Ni dieu ni maître : économie et religion à l'heure de la messe - 2^{ème} et 4^{ème} dimanche</p> <p>+ Un peu d'air frais : atelier de documentation - 1^{er} dimanche</p> <p>12h00 - Folk à lire : le magazine des musiques traditionnelles</p> <p>14h00 - En alternance</p> <p>+ Passage vide : analyse des formes de domination - 3^{ème} dimanche</p> <p>+ Tempête sur les planches : actualité du théâtre et de la danse - 2^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} dimanche</p> <p>+ Au café de la page : un bar hanté par des esprits - 1^{er} dimanche</p> <p>15h30 - En alternance</p> <p>+ Pause musicale</p> <p>+ Wild side : lecture et décuverte du rock par des ados - 2^{ème} dimanche</p> <p>+ Des mots, une voix : des mots, des auteurs - 3^{ème} dimanche</p> <p>+ Micro-ondes 94 : émission de la CNT - 5^{ème} dimanche</p> <p>+ Pause musicale</p> <p>+ 4^{ème} dimanche</p>
--	--	--	---	---	---	---

Radio LIBERTAIRE LA RADIO DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE **89.4 MHz**

radio-libertaire.net
Tél studio 01 43 71 89 40
Siège social
Publico
145 rue Amélot
75011 Paris
Permanence
le mardi à partir de 19 h



©LUNE

